



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 11 OCTOBRE 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après-midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3793

Nominations

No 1 Elec.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 19 septembre 1913, de nommer MM. Gédéon Bisson et Joseph Faucher, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint Abdon, dans le comté de Dorchester. 3897

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-neuf septembre 1913, de nommer M. Arthur Lefebvre, recorder de la ville de Grand'Mère. 3921

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-cinq septembre 1913, de nommer M. Henri Lapierre, conjointement avec MM. Pierre Bergeron et Louis Victor Chapdelaine, médecins, coroner du district de Richelieu. 3919

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SATURDAY, 11th OCTOBER, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received afternoon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3794

Appointments

No. 1 Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th September, 1913, to appoint Messrs. Gédéon Bisson and Joseph Faucher, school commissioners for the municipality of Saint Abdon, in the county of Dorchester. 3898

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of September, 1913, to appoint Mr. Arthur Lefebvre, recorder of the town of Grand'Mère. 3922

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-fifth day of September, 1913, to appoint Mr. Henri Lapierre, jointly with Messrs Pierre Bergeron and Louis Victor Chapdelaine, physicians, coroner of the district of Richelieu. 3920

Proclamations

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatorze octobre nil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de a proroger de nouveau jusqu'au onze novembre prochain ;

A CES CAUSES. Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quatorze octobre courant ; vous convoquons par les présentes pour le ONZE NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI. Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce septième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,
3953 L. P. GEOFFRION.

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOVIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } sur présentation au conseil municipal du comté de Portneuf, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint-Casimir, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Portneuf a nommé M. Léonidas Dussault, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,
GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fourteenth of October, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the eleventh November next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the fourteenth October instant, and hereby convene you for the ELEVENTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed,
WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventh day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.
3954

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOVIN, } WHEREAS, on
Attorney General. } presentation to the county council of Portneuf, of a petition from the two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the parish of Saint-Asimir, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said county council of the said county of Portneuf has named Mr. Leonidas Dussault, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the

maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'exceedant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Le village de Saint-Casimir Est, devra comprendre dans ses limites tous les numéros de 1 jusqu'à 105 inclusivement, ainsi que leurs subdivisions et il sera borné comme suit, savoir :

Au nord, par la rivière Sainte-Anne.

Au sud, par la paroisse des Grondines.

A l'est, partie par la paroisse Saint-Alban et partie par la paroisse Saint-Marc des Carrières.

A l'ouest par la paroisse Sainte-Anne de la Pérade sera détachée de la municipalité de Saint-Casimir, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Casimir Est", à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Casimir Est, forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent treize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

3907

Sous-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

La compagnie "Atlantic Fruit Distributors incorporated" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. H. J. Cassard, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 1er octobre 1913.

number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The village of Saint Casimir East, shall comprise within its limits all the numbers from 1 to 105 inclusively, and the subdivisions thereof, and shall be bounded as follows, to wit :

On the north, by the river Sainte Anne.

On the south, by the parish of Grondines.

On the east, partly by the parish of Saint Alban and partly by the parish of Saint Marc des Carrières.

On the west, by the parish of Sainte Anne de la Pérade, shall be detached from the municipalities of the parish of Saint Casimir, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint Casimir East," from this day.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Casimir East, a village municipality, pursuant to the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY NINTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

3908

Deputy Provincial Secretary.

Government Notices

The company "Atlantic Fruit Distributors Incorporated" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agents, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. H. J. Cassard, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 1st October, 1913.

La compagnie "The International Lumber Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par ses chartes seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean, province de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George B. Klock, de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean, province de Québec.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 octobre 1913.

3925

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 8 octobre 1913.

Avis est donné que, conformément à l'article 49 du règlement permanent de l'Assemblée législative, aucune pétition introductive de bill privé ne sera reçue après le vingt-quatre novembre prochain.

Le greffier de l'Assemblée législative,
3945 L. P. GEOFFRION.

No 1202. 13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 4 octobre 1913.

En vertu des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Saint-Alexandre, comté d'Iberville, les lots Nos 42 à 91 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexandre, comté d'Iberville, et de plus, de la même municipalité scolaire les lots Nos 529 à 533 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide, même comté ;

2° De la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots Nos 938 à 944 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Stanbridge, comté de Missisquoi, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Sainte-Satine".

3899

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par Jos. Fugère et autres, dans le comté de Bonaventure, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Brigitte-de-Maria", et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Sainte-Brigitte-de-Maria.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce sixième jour du mois d'octobre mil neuf cent treize.

JOS. ED. CARON,

3923 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

The "International Lumber Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Saint-Félicien, county of Lake Saint John, province of Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr George B. Klock, of Saint-Félicien, county of Lake Saint John, province of Quebec.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 6th October, 1913.

3926

LEGISLATIVE ASSEMBLY NOTICE.

Québec, 8th October, 1913.

Notice is hereby given that, in conformity with Standing Rule 49 of the Legislative Assembly, no petition for the introduction of any private bill shall be received after the twenty fourth day of November next.

L. P. GEOFFRION,
3946 Clerk, Legislative Assembly.

No. 1202-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 4th October, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach :

1. From the school municipality of Saint-Alexandre, county of Iberville, the lots Nos. 42 to 91 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint-Alexandre, county of Iberville, and moreover, from the same school municipality the lots Nos. 529 to 533 inclusively of the official cadastre of the parish of Sainte-Brigide, same county.

2. From the school municipality of Notre-Dame-de-Stanbridge, county of Missisquoi, the lots Nos. 938 to 944 inclusively of the official cadastre of the parish of Stanbridge, county of Missisquoi, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality under the name of "Sainte-Satine".

3900

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been constituted by Jos. Fugère and others, in the county of Bonaventure, under the name of "Sainte-Brigitte-de-Maria Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business in the parish of Sainte-Brigitte-de-Maria.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this sixth day of the month of October, one thousand nine hundred and thirteen.

JOS. ED. CARON,
3924 Minister of Agriculture and Roads.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Henry Judah Trihey, Peter Bercovitch, William Patrick Kearney, Ernest Lafontaine, avocats, et James Johnston, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire toutes affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec aucune des affaires ci-dessus spécifiées, ou destinées directement ou indirectement pour augmenter la valeur de tous les biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriétés et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie, et les payer en actions du capital de la dite compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettre de change, mandats, débetures et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "The Buffalo Securities Company", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

3929

Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th day of October, 1913, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey, Peter Bercovitch, William Patrick Kearney, Ernest Lafontaine, advocates, and James Johnston, accountant, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights.

To acquire or undertake of the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay for same in shares of stock of said company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Buffalo Securities Company," with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

3930

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. T. O. Dionne, luthier, Cléophas Beausoleil, comptable, J. Shea, artiste musicien, R. McKeown, gérant, Léopold Georges Hasenier, artiste musicien, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Travailler à développer le goût musical dans la métropole du Canada en instituant des séries de concerts sacrés populaires, le dimanche, et être autorisés à cette fin par Votre Honneur, à donner des représentations musicales pour arriver au but proposé ;

Organiser pour mettre à exécution des oratorios, des grand'messes et avoir le privilège de s'assurer les décors, artistes d'éclat, annonces nécessaires pour arriver au dit résultat ;

Vendre des billets donnant accès aux susdits concerts, en percevoir le prix et en disposer suivant les règlements que la dite compagnie s'imposera pour l'administration de ses affaires ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1913, incorporating Messrs. T. O. Dionne, musical instrument-maker, Cléophas Beausoleil, accountant, J. Shea, musical artist, R. McKeown, manager, Leopold Georges Hasenier, musical artist, all of Montreal, for the following purposes :

To encourage the development of a taste for music in the Metropolis of Canada by organizing a number of popular sacred concerts, on Sunday, and to be authorized to that effect by these presents, and to give musical entertainments to attain the proposed object ;

To organize and carry on oratorios, grand masses and to have the privilege to secure the decorations, artists of renown and advertisement necessary to attain the proposed object ;

To sell tickets for admittance to the aforesaid concerts, and collect and dispose of the proceeds thereof according to the by-laws the said company may enact for the management of its business ;

Disposer d'une certaine somme à être attribuée aux différentes institutions de charité de la métropole ;

Faire des règlements nécessaires à la régie interne des affaires de la dite société ;

Acquérir des biens, immeubles, actions, stocks ou en général tout effet de commerce de nature à augmenter les profits de la susdite société ;

S'amalgamer, se fusionner ou autrement transiger avec toute compagnie, union ressemblant de loin ou de près à la dite compagnie dans le but d'augmenter les profits de la susdite compagnie ;

Pouvoir fonder des clubs ou autres associations pour réunir les musiciens et pouvoir tirer des profits pour la susdite compagnie ;

Louer tout local nécessaire pour ses représentations musicales, sous le nom de "Concerts Limited", avec un capital de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en cent (100) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3895

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 19 août 1913, constituant en corporation MM. Henry Alvin Worby, de la ville de Cookshire, gérant, George William Allard, de la ville de Coaticook, gérant, Robert Charles Cowling, de East Angus, secrétaire-trésorier, Orin Alexander Osgood, commerçant, Robert Bartholomew, imprimeur, Edward John Planche, commerçant, et Cyrus Melvin MacRae, marchand de bois, de la ville de Cookshire, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage électrique, chauffage et pouvoir dans toutes ses branches, dans la ville de Cookshire et East Angus et ailleurs, dans le comté de Compton et aussi dans le canton d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke et dans les comtés de Richmond et Wolfe, pourvu que la vente, transmission et distribution de l'électricité ou autre pouvoir ou force soient sujettes au consentement des conseils municipaux des diverses municipalités dans les limites desquelles il est proposé de faire les affaires dans le dit territoire ;

Construire, améliorer, travailler, entretenir, conduire, faire ou contrôler et acheter, louer ou acquérir autrement, et détenir, utiliser, vendre, louer, ou disposer autrement de tous terrains, travaux, conduits, machines, chemins, voies, ponts, réservoirs, cours d'eau, manufactures, entrepôts, travaux électriques, ateliers, magasins et autres travaux et commodités qui peuvent paraître capables d'être utilisés ou mis en opération en rapport avec toute partie de l'entreprise de la compagnie pour le temps présent, ou destinés directement ou indirectement au bénéfice de la compagnie, et préparer, entretenir et mettre en opération par pouvoir électrique, hydraulique ou autre pouvoir mécanique tous travaux appar-

To dispose of a certain amount to be distributed to the different charitable associations of the Metropolis ;

To pass the necessary by-laws for the internal management of the business of the said company ;

To acquire property, immoveables, shares, stocks or in general any trade goods capable to increase to profits of the aforesaid company ;

To amalgamate, combine or otherwise deal with any company, union in any way resembling the said company for the purposes of accruing the profits of the aforesaid company ;

The power to form clubs or other associations as meeting places for musicians and to realize profits for the aforesaid company ;

To rent any premises necessary for such musical entertainments, under the name of "Concerts Limited", with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00) divided into one hundred (100) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3896

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th of August 1913, incorporating Messrs. Henry Alvin Worby, of the town of Cookshire, manager, George William Allard, of the town of Coaticook, manager, Robert Charles Cowling, of East Angus, secretary-treasurer, Orin Alexander Osgood, trader, Robert Bartholomew, printer, Edward John Planche, trader, and Cyrus Melvin MacRae, lumber dealer, of the town of Cookshire, for the following purposes ;

To carry on the business of an electric light, heat and power company in all its branches in the town of Cookshire and East Angus and elsewhere in the county of Compton, and also in the township of Ascot, in the county of Sherbrooke and in the counties of Richmond and Wolfe, provided that the sale, transmission and distribution of electric or other power or force shall be subject to the consent of the municipal councils of the several municipalities within the limits of which it is proposed to carry on business in the said territory ;

To construct, improve, work, maintain, manage, carry out or control and to purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, sell, lease or otherwise dispose of any lands, works, mains, machinery, roads, ways, bridges, reservoirs, water courses, manufactories, warehouses, electrical works, shops, stores and other works and conveniences which may seem capable of being used or operated in connection with any part of the company's undertaking for the time being, or calculated directly or indirectly to benefit the company, and to equip, maintain and operate by electric, hydraulic or other mechanical power all works belonging to the company or in which the company may be interested, and to contribute

tenant à la compagnie ou dans lesquels la compagnie peut être intéressée, et contribuer, subventionner ou aider autrement ou prendre part dans la construction, amélioration, entretien, administration active, mise en opération ou contrôle d'iceux ;

Demander et recevoir, ou acquérir par décret, octroi, cession, transport, bail ou autrement, et exercer, exploiter et jouir des statuts, lois ou concessions, licences, pouvoir, autorité, franchise, droit, privilège concernant la génération, accumulation, développement, distribution, fourniture, vente, utilité et emploi de l'énergie électrique, pouvoirs d'eau ou eau que tout gouvernement ou autorités suprêmes, municipales ou locales, ou toute corporation ou autre corps public peuvent être autorisés à décréter, faire ou octroyer, et payer pour, aider et contribuer à les mettre en opération, et approprier les actions, obligations et biens de la compagnie pour payer les frais, charges et dépenses nécessaires d'iceux ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie, ou propres, directement ou indirectement, à augmenter la valeur de tous les biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Demander, acheter ou acquérir autrement des patentes, brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et autres semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement quant à aucune invention qui peut paraître capable d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître destinée directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des licences à cet effet, ou autrement mettre à profit les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter ou acquérir autrement les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation, et les payer en actions ou autres garanties de cette compagnie, et détenir, vendre, engager, hypothéquer, voter ou faire le commerce autrement d'actions ou autres garanties ainsi achetées, et garantir le paiement du capital d'icelles, ou dividendes et intérêts sur les dites actions ou autres garanties, et promouvoir toute compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Vendre, louer ou disposer autrement des biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint,

to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof ;

To apply for and receive, or to acquire by enactment, grant, assignment, transfer, lease or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance or concession, license, power, authority, franchise, right or privilege relating to the generation, accumulation, development, distribution, supply, sale, use and employment of energy, water-powers or water which any government or authorities supreme, municipal or local, or any corporation or other public body, may be empowered to enact, make or grant, and to pay for, aid and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, "brevets d'invention", grants, licenses, leases, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired ;

To purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in the shares or other securities of this company, and to hold, sell, pledge, hypothecate, vote or otherwise deal in the shares or other securities so purchased, and to guarantee payment of the principal of, or dividends and interests on said shares or other securities, and to promote any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as to directly or indirectly to benefit this company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company and to enter into any agreement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal

concession réciproque ou autrement avec toute personne, société ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les engager, vendre, détenir, émettre ou émettre de nouveau avec ou sans garantie du capital et intérêts, ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, louer ou acquérir autrement, détenir ou jouir de tous ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou société ou par toute compagnie ou compagnies faisant ou formées pour faire toutes affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire et les payer en tout ou en partie en argent, ou en tout ou en partie en actions acquittées de la compagnie, ou autrement, et entreprendre les obligations de toute telle personne, société ou compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissaires, lettre de change, mandats et tous les autres instruments négociables et transférables ;

Faire des avances en argent aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par toute telle personne ;

Rémunérer par paiement en argent, stock, obligations ou en aucune autre manière toute personne ou personnes ou corporation ou corporations pour services rendus ou devant être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du stock de la compagnie, ou toutes débentures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires ;

Faire toutes telles choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "The Westbury Electric Light & Power Company", avec un capital total de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00) divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'août 1913.

3927 C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'octobre 1913, constituant en corpo-

concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and pledge, sell, hold, issue or re-issue the same with or without guarantee of principal and interests, or otherwise deal in the same ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold or enjoy all or any of the property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on and to pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid-up shares of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and all other negotiable and transferable instruments ;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To remunerate by payment in cash, stock, bonds or any other manner any person or persons or corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guarantying the placing of any of the shares of stock of the company, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in the conduct of its business ;

To do all such things as are incidental or conductive to the attainment of the above objects ;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "The Westbury Electric Light & Power Company", with a capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at the town of Cookshire, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of August, 1913.

3928 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of October, 1913, incorporating Messrs. J. E.

ration MM. J. B. A. Decelles, courtier, Montréal, J. W. Lavoie, notaire, Louis A. Lavoie, industriel, Nap. Lavoie, industriel, de Saint-Martin, J. A. Lavoie, entrepreneur, Cartierville, dans les buts suivants :

Manufacturer des meubles de toutes sortes, portes, châssis, moulures et autres ouvrages en bois et de faire le commerce de gros et de détail ;

Manufacturer toutes espèces de bois brut ou travaillé ainsi que le droit général de manufacturer toutes sortes de bois, sous toutes ses formes, dans les limites permises, et de faire le commerce de gros et de détail de toute chose spécifiée dans la dite charte et de divers produits en bois, manufacturer, fer, acier, briques, ciment, granit, pierre et autres matériaux ;

Conduire et faire les affaires de commerçants et entrepreneurs pour les fins de constructions, érection, changements, réparation ou faire tout autre travail en rapport avec aucune et toutes les classes de bâtisses et améliorations de toutes sortes et descriptions, y compris la situation, disposition des chemins, murs, et en général de toutes classes de bâtisses, érections et travaux ou parties intégrales d'iceux, en général faire exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs ;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles, en faire le commerce et en disposer autrement, et propriété immobilière ou aucun autre intérêt ou droits en iceux ;

Prêter de l'argent sur obligations garanties par hypothèques et propriétés immobilières et faire les avances de temps en temps sur obligations garanties par hypothèques pour avances futures sur immeubles, de plus acquérir tous meubles et immeubles, droits et privilèges propres ou convenables pour aucune des fins de ses affaires, et acheter, acquérir, ériger, construire, faire des améliorations sur bâtisses ou ateliers mécaniques ou travaux en autant qu'ils peuvent être en rapport ou utile pour la conduite des affaires telles que ci-dessus spécifiées ;

Acquérir et faire toute ou aucune partie des affaires ou propriété de toute compagnie engagée dans des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à conduire ;

Administrer les terrains, bâtisses et autres propriétés appartenant à la compagnie et percevoir les ventes et revenus ;

Acquérir et prendre toutes affaires ou entreprises faites sur ou en rapport avec tous terrains ou bâtisses que la compagnie peut désirer d'acquérir comme susdit ou intérêts en icelles, et tous ou aucun des biens et obligations de telles affaires ou entreprises et en faire le commerce ou en disposer, les enlever ou y mettre fin ;

Acheter, vendre, faire le commerce, louer, posséder ou améliorer les immeubles ;

Aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tous terrains ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée ;

Acquérir par achat, bail, loyer, ou autrement, des terrains, terres et héritages ou tout intérêt en iceux, et en général, posséder, conduire, faire

A. Decelles, broker, of Montreal, J. W. Lavoie, notary, Louis A. Lavoie, manufacturer, Nap. Lavoie, manufacturer, of Saint Martin, and J. A. Lavoie, contractor, of Cartierville, for the following purposes :

To manufacture furniture of every description, doors, sashes, mouldings and other wooden articles and to deal therein wholesale and retail ;

To manufacture all kinds of rough or prepared lumber as well as the general right to manufacture all kinds of lumber, under all forms within legal limits, and to deal wholesale and retail in all things specified in the said charter and in all wood products, and to manufacture iron, steel, bricks, cement, granite, stone and other materials ;

To conduct and carry on the business of traders and contractors for the purposes of building, erecting, changing, repairing, or to carry on any other work in connection with all and any of the classes of buildings and improvements of every kind and description, including and situation, disposition of the roads, walls, and generally of all classes of building, structures and works or integral parts thereof, and in general to carry on and execute any works as builders or contractors ;

To purchase, hold, own, maintain, work, develop, sell, transfer, lease, hypothecate, exchange, improve, deal in and dispose of immoveables and real property or any interest therein or rights thereto ;

To loan money on obligations secured by mortgages and real property and from time to time to make advances on obligations guaranteed by mortgages for advances on immoveables, and to acquire any moveable and immovable property, rights and privileges suitable and convenient for any of its business purposes, and to purchase, acquire, erect, construct improvements on buildings or shops or works which may be incidental to or suitable for the management of the businesses hereabove mentioned ;

To acquire and carry on the whole or any part of the business or property of any company engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on ;

To manage lands, buildings and other property belonging to the company and collect the rents and revenues ;

To acquire and take over any business or undertakings established on or in connection with any lands or buildings that the company may desire to purchase as aforesaid or any interests in same, and all or any of the property and obligations of such business or undertakings, deal in remove, put and end to or otherwise dispose of same ;

To purchase, sell, deal in lease, hold or improve immoveables ;

To financially or otherwise and such builders, lessees and others as may be disposed to build on or improve any land or buildings in which the company is interested ;

To acquire by purchase, lease, rental or otherwise lots, lands and hereditaments or any interest in such, and generally hold, manage, deal in and

le commerce et améliorer la propriété de la compagnie, et vendre, louer, hypothéquer, engager ou disposer autrement des terrains, terres et héritages ou autres propriétés de la compagnie ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou d'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés ;

Faire et construire toutes affaires, entreprises, transactions ou opérations ordinairement faites ou entreprises par des capitalistes, promoteurs financiers, entrepreneurs, marchands, personnes et agents à commission, et dans le cours des affaires de la compagnie, tirer, accepter, endosser, acquérir et vendre tous ou aucun des instruments et garanties négociables, transférables, y compris les débiteures, obligations, billets et lettres de change ;

Acheter ou posséder autrement et faire le commerce de stock, obligations, hypothèques, garanties et engagements de toute nature ;

Acquérir, établir, posséder et exploiter des moyens mécaniques et naturels pour produire de la force, du gaz, de l'électricité et autres systèmes d'éclairage et les utiliser, vendre, arrenter et céder d'une manière quelconque et construire des tunnels pour être employés à la transmission de la force, de la lumière et de la chaleur d'un édifice à un autre, pourvu toutefois que la vente ou distribution de force, de gaz et d'électricité au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet ;

La dite compagnie exploitera l'électricité dans le comté de Laval ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement, céder les actions-obligations et autres valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblable à ceux de la présente compagnie, et en garantir le principal et les valeurs et agir à leur sujet par l'entremise de l'agent ou des agents que la compagnie nommera, conformément à ses règlements ;

Le droit d'acheter des limites à bois de toutes sortes, ainsi que pouvoir d'eau, que la compagnie jugera convenables, sous le nom de "St. Martin Lumber Manufacturing Company Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Martin, paroisse Saint-Martin, comté de Laval, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

3951

Sous-secrétaire de la province,

improve the property of the company, and sell, lease, hypothecate, pledge or otherwise dispose of the lots, lands and hereditaments or other property of the company ;

To do all things necessary, convenient or suitable for the attainment of any of the purposes or the acquisition of any of the objects or the promotion of any of the powers mentioned herein ;

To carry on and undertake any business, undertakings, transactions or operations generally carried on or undertaken by capitalists, promoters, financiers, contractors, merchants, persons and commission agents, and in the due carrying on of the company's businesses to draw, accept, indorse, acquire and sell all or any negotiable and transferable instruments and securities, including debentures, bonds, notes and bills of exchange ;

To purchase or otherwise hold and deal in stocks, bonds, hypothecs, securities and engagements of every nature ;

To acquire, establish, hold and exploit mechanical and natural processes for the generating of gas, electricity and other means of lighting and to utilize, sell, rent, and convey same in any manner whatsoever and to construct tunnels for the transmission of power, light and heat from one building to another provided that the sale or distribution of power, gas, electricity beyond the lands of the company be subject to local and municipal by-laws on that behalf ;

The said company will exploit electricity in the county of Laval ;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise, and to convey the shares, bonds and other securities of any other company whose objects are similar or partly similar to those of the present company, and to guarantee the principal and securities thereof and to act in their behalf through agent or agents whom the company may appoint in accordance with its by-laws ;

The right to purchase timber limits of all kinds, and any water powers which the company may deem suitable, under the name of "St. Martin Lumber Manufacturing Company Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Saint Martin, parish of Saint Martin, county of Laval, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

3952

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Jos. Emile Amable Decelles, courtier, Montréal, Joseph Albert Agagnier, manufacturier, Téléphore Stephen Lemieux, Napoléon Duranleau, Jos. Henri Delisle, marchands, de Saint-Malo, dans les buts suivants :

Manufacturer des meubles de toutes sortes, portes, châssis, moulures et autres ouvrages en bois et d'en faire le commerce de gros et de détail ;

Manufacturer toutes espèces de bois brut ou travaillé ainsi que le droit général de manufacturer toutes sortes de bois, sous toutes ses formes dans les limites légales permises, et de faire le commerce de gros et de détail, manufacturer ou non manufacturer, fer, acier, briques, ciment, granit, pierre et autres matériaux ;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer, des immeubles ; en faire le commerce et en disposer autrement et propriété immobilière ou aucun autre intérêt ou droits en iceux ;

Prêter de l'argent sur obligations garanties par hypothèques et propriétés immobilières et faire les avances de temps en temps sur obligations garanties par hypothèques pour avances futures sur immeubles, de plus acquérir tous meubles et immeubles, droits et privilèges propres et convenables pour aucune des fins de ses affaires, et acheter, acquérir, ériger, construire pour des améliorations sur bâtisses ou ateliers mécaniques ou travaux en autant qu'ils peuvent être en rapport ou utile pour la conduite des affaires telles que ci-dessus spécifiées ;

Acquérir et faire toute ou aucune partie des affaires ou propriétés de toutes compagnies engagées dans les affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à conduire ;

Acquérir, établir, posséder et exploiter des moyens mécaniques et naturels pour produire de la force, du gaz, de l'électricité et autres systèmes d'éclairage et les utiliser, vendre, arrenter et céder d'une manière quelconque et construire des tunnels pour être employés à la transmission de la force, de la lumière et de la chaleur d'un édifice à un autre pourvu toutefois que la vente ou distribution de force, de gaz et d'électricité au delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet ;

La dite compagnie exploitera l'électricité dans le comté de Compton ;

Obtenir ou autrement acquérir, détenir, utiliser et exploiter et arrenter, vendre ou autrement céder toutes marques de commerce, brevets d'invention et tous autres droits ou privilèges, que la compagnie jugera utiles ou convenables ;

Acquérir par achat ou autrement la totalité ou une partie des affaires, propriétés et actif et se charger ou non du passif de toute personne, maison ou corporation en possession de propriété propre aux fins de la présente compagnie ou exerçant une industrie semblable ou en partie semblable à celle de la présente compagnie ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1913, incorporating Messrs. Jos. Emile Amable Decelles, broker, Montreal, Joseph Albert Agagnier, manufacturer, Téléphore Stephen Lemieux, Napoléon Duranleau, Jos. Henri Delisle, merchants, of Saint Malo, for the following purposes :

To manufacture furniture of every description, doors, sashes, mouldings and other wooden articles and to deal therein wholesale and retail ;

To manufacture all kinds of rough or prepared lumber as well as the general right to manufacture all kinds of lumber, under all forms within legal limits, and to deal wholesale and retail in, and manufacture iron, steel, bricks, cement, granite, stone and other materials ;

To purchase, hold, own, maintain, work, develop, sell, transfer, lease, hypothecate, exchange, improve, deal in and dispose of immovables and real property or any interest therein or rights thereto ;

To loan money on obligations secured by hypothecs and real property and from time to time on obligations guaranteed by hypothecs for advances on immovables, and to acquire any moveable and immoveable property, rights and privileges suitable and convenient for any of its business purposes, and to purchase, acquire, erect, construct improvements on buildings shops or works which may be incidental to or suitable for the management of the businesses hereabove mentioned ;

To acquire and carry on the whole or any part of the business or property of any company engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on ;

To acquire, establish, hold, exploit mechanical and natural processes for the generating of gas electricity and other means of lighting and to utilize, sell, rent, and convey same in any manner whatsoever and to construct tunnels for the transmission of power, light and heat from one building to another provided that the sale or distribution of power, gas, electricity beyond the lands of the company be subject to local and municipal by-laws on that behalf ;

The said company will exploit electricity in the county of Compton ;

To obtain or otherwise acquire, hold, utilize exploit and lease, sell or otherwise convey any trademarks, patents of invention and any other rights or privileges which the company may deem suitable or convenient ;

To acquire by purchase or otherwise the whole or a part of the business property and assets and to or not to assume the liabilities of any person, firm or corporation possessed of property suitable, for the purposes of the present company or carrying on a business similar or partly similar to that of the present company ;

Construire et faire les affaires de commerçants et entrepreneurs pour les fins de constructions, érections, changements, réparations ou faire tout autre travail en rapport avec aucune toutes les classes de bâtisses et améliorations de toutes sortes et description et en général faire et exécuter en aucun ou tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs.

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Le droit d'acheter limites à bois de toutes sortes, tels que pouvoir d'eau, que la compagnie jugera convenables, sous le nom de "Saint-Malo Furniture Company, Limited" avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Malo, comté de Compton.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1913.

3857.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

To construct and carry on the business of traders and contractors for the purposes of building purposes, changing, repairs or to carry on any other work in connection with any classes of buildings and improvements of every sort and description and in general to carry on and execute any and all works as builders and contractors ;

To amalgamate with any other company whose objects are similar or partly similar to those of the present company ;

The right to purchase timber limits of all kinds, and any water powers which the company may deem suitable, under the name of "Saint Malo Furniture Company Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Malo, county of Compton.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1913.

3858 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Aldéric Lessage, médecin, Zénon Mitchell, contracteur, J. A. Emile Decelles et Léon Charlebois courtiers, et Albert Desparois, marchand, de la Pointe Claire, dans les buts suivants :

Manufacturer des meubles de toutes sortes, portes, châssis, moulures, et autres ouvrages en bois manufacturés, d'en faire le commerce de gros et de détail, de manufacturer le bois sous toutes ses formes, brut ou travaillé, le droit de faire les boîtes à cigares, voitures et le droit de faire des immeubles et constructions, en général manufacturer, fer, acier, briques, ciment, granit, pierre et autres matériaux ;

Conduire et faire les affaires de commerçants et entrepreneurs pour les fins de constructions, érection, changements, réparation ou faire tout autres travail en rapport avec aucune et toute les classes de bâtisses et améliorations de toute sorte et description, y compris la situation, disposition des chemins, murs et en général de toutes classes de bâtisses, érections et travaux en parties intégrales d'iceux, en général faire exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs ;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles, en faire le commerce et en disposer autrement, et propriété immobilière ou aucun autre intérêt ou droits en iceux ;

Acquérir, et faire toute ou aucune partie des affaires ou propriété de toute compagnie engagée dans des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à conduire ;

Administrer les terrains, bâtisses et autres propriétés appartenant à la compagnie et percevoir les rentes et revenus ;

Acquérir et prendre toutes affaires ou entreprises faites sur ou en rapport avec tous terrains ou bâtisses que la compagnie peut désirer d'acquérir comme susdit ou intérêts en icelles, et tous ou aucun des biens et obligations de telles affaires ou entreprises et en faire le commerce ou en disposer, les enlever ou y mettre fin ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Company Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1913, incorporating Messrs. Aldéric Lessage, physician, Zénon Mitchell, contractor, J. A. Emile Decelles and Leon Charlebois, brokers, and Albert Desparois, merchant of Pointe Claire, for the following purposes :

To manufacture furniture of every description, doors, sashes, mouldings and other articles manufactured of wood, deal therein wholesale and retail and manufacture wood under all forms, rough or prepared the right to make cigar boxes, carriages and the right to build immovables and constructions, and generally to manufacture iron, steel, brick, cement, granite, stone and other material ;

To conduct and carry on the business of traders and contractors for the purposes of building, erecting, changing, repairing, or carry on any other work in connection with all and any of the classes of buildings and improvements of every kind and description, including the situation, disposition of the roads, walls, and generally of all classes of building, structures and works or integral parts thereof, and in general to carry on and execute any works as builders or contractors ;

To purchase, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, hypothecate, exchange, improve immovables and immovable property or any interests or rights in same, deal in and otherwise dispose of the same ;

To acquire and carry on the whole or any part of the business or property of any company engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on ;

To manage lands, buildings and other property belonging to the company and collect the rents and revenues ;

To acquire and take over any businesses or undertakings established on or in connection with any lands or buildings that the company may desire to purchase as aforesaid or any interests in same, and all or any of the property and obligations of such business or undertakings, deal in, remove, put an end to or otherwise dispose of same ;

Aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tout terrain ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée ; Acheter, vendre, faire le commerce, louer, posséder ou améliorer les immeubles ;

Acquérir, par achat, bail, loyer, autrement des terrains, terres et héritages ou tout intérêt en iceux, et en général posséder, conduire, faire le commerce et améliorer la propriété de la compagnie, et vendre, louer, hypothéquer, engager ou disposer, autrement des terrains, terres et héritages ou autres propriétés de la compagnie ;

Acheter ou posséder autrement et faire le commerce de stock, obligations, hypothèques, garanties et engagements de toute nature ;

Promouvoir ou aider à promouvoir et organiser toute compagnie auxiliaire dans le but d'acquérir la totalité ou une partie des biens ou de l'industrie de la présente compagnie ou pour toute compagnie ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement, et détenir, vendre ou autrement céder les actions obligations et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou partie semblable à ceux de la présente compagnie et en garantir le principal et les valeurs et agir à leur sujet par l'entremise de l'agent ou des agents que la compagnie nommera, conformément à ses règlements, sous le nom de "Pointe Claire Sash & Door Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quarante-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à la Pointe Claire.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

Sous secrétaire de la province.

3821.2

To financially or otherwise aid such builders, leasees and others as may be disposed to build on or improve any land or buildings in which the company is interested ;

To purchase, sell, deal in, lease, hold or improve immoveables ;

To acquire by purchase, lease, rental or otherwise lots, lands and hereditaments or any interest in such, and generally hold, manage, deal in and improve the property of the company, and sell, lease, hypothecate, pledge or otherwise dispose of the lots, lands and hereditaments or other property of the company ;

To purchase or otherwise hold and deal in stocks, bonds, hypothecs, securities and engagements of every nature ;

To promote or assist in the promoting or organizing of any auxiliary company for the purpose of acquiring the whole or a part of the property or business of the present company or for any company ;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell or otherwise convey the shares, bonds and other securities of any other company whose objects are similar or partly similar to those of the present company and to guarantee the principal and securities thereof and to act in their behalf through agent or agents whom the company may appoint in accordance with its by-laws, under the name of "Pointe Claire Sash and Door Company, Limited", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Pointe Claire.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

3822

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Pierre Eugène Fugère, manufacturier, L. J. F. gère, manufacturier, de Québec, H. St. Cyr, marchand de bois, F. F. Farmer, rentier, F. X. Lacoursière, avocat, Stanislas Morissette, promoteur, de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

De faire les affaires comme placeurs, financiers, capitalistes, concessionnaires, courtiers, et entreprendre, faire et exécuter, toutes sortes d'affaires financières, commerciales, négociables, et autres opérations, et faire toutes autres affaires qui peuvent paraître capable d'être convenablement conduites en rapport avec aucun de ces objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou faciliter la réalisation ou rendre profitable aucun des biens de la compagnie ;

Aussi acquérir, améliorer, exploiter, ériger, conduire, vendre, louer, mettre à profit des limites à bois, mines, plantations, manufactures, pulperies, fabriques de papier, de cartons, aqueducs, scieries, moulins à décortications et tous établissements industriels, stock, garanties, marchandises et autre propriété sur la garantie desquels toutes avances auront été faites en entier ou non par la compagnie ; et quand aux terrains en développer les ressources en nettoyant, plantant, bâtissant, drainant, ou améliorant, minant, exploitant, vendant ou construisant des travaux publics et commodités, et en général faire toutes les affaires comme manufacturiers, commerçants, et fabricant de papier, de pulpe, mécanique, ou chimique, cartons, bois de construction et produits de bois de toute sorte ou autrement qui peuvent être convenablement conduites en rapport avec aucun des objets de la compagnie ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fourth of September, 1913, incorporating Messrs. Pierre Eugène Fugère, manufacturer, L. J. Fugère, manufacturer, of Québec, H. St. Cyr, lumber merchant, F. F. Farmer, rentier, F. X. Lacoursière, advocate, Stanislas Morissette, promoter, of Three Rivers, for the following purposes :

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or to facilitate the realization of or render profitable, any of the company's property ;

Also to acquire, improve, exploit, erect, manage, sell, lease, turn to account timber limits, mines, plantations, factories, pulp mills, paper mills, cardboard factories, waterworks, saw mills, roasting mills and other industrial establishments, stocks, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made, in whole or in part, by the company ; and as regards land to develop the resources thereof by cleaning, planting, building, draining or improving, mining, exploiting, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on the business of manufacturers, traders, and manufacturers of paper, pulp by mechanical or chemical process, card-board, timber and wood products of every sort or otherwise which can be conveniently carried on in connection with any of the objects of the company ;

Vendre, louer des pouvoirs développés ou acquis, aussi construire, maintenir, acheter, louer des droits de grèves, des quais, jetées, bassins, estacades, entrepôts et magasins et en disposer et de charger des péages ou louer pour l'usage d'iceux.

Acquérier, acheter, prêter, louer, construire des vaisseaux à vapeur, cales-sèches, chantiers maritimes ou autrement mettre en opération des lignes de vaisseaux avec tout l'équipement et fourniture, et les employer pour le transport des passagers, malles et marchandises de toutes sortes et de faire les affaires de transport de marchandises par terre et par eau, armateurs, gardes magasins, (propriétaires de quais), et propriétaires de barges, débardeurs, et agents expéditeurs, faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs, faire toutes les affaires en rapport à la mise en force et en opération des objets pour lesquels cette compagnie est organisée et nécessaires à ses projets afin de mettre en opération toutes ou aucune de ses entreprises avantageusement.

Acheter, acquérir, louer et manufacturer des engins à vapeur ou à gazoline, chars électriques, moteurs et autres chars, machines ou articles de toutes sortes en fer, cuivre ou bois et pour cela construire et mettre en opération des usines de toutes sortes en rapport à la mise en force et en opération des objets pour lesquels cette compagnie est organisée et nécessaires à ses projets afin de mettre en opération toutes ou aucune de ses entreprises avantageusement ;

Acheter ou autrement acquérir ou posséder ou autrement faire le commerce de meubles et immeubles, et droit de toutes sortes et en particulier de terrains, bâties, héritages, affaires ou commerces industriels et entreprises, hypothèques, charges, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, garanties, polices, créances et tout intérêt dans les meubles et immeubles, toutes réclamations contre telle propriété ou contre toute autre personne ou compagnie, tous privilèges et choses en actions de toutes sortes ;

Acheter, prendre à bail, ou louer en échange ou autrement acquérir tous meubles et immeubles que la compagnie peut juger nécessaires ou désirables à son administration, et vendre, améliorer, conduire, développer, louer, hypothéquer, mettre à profit ou autrement faire le commerce avec tous ou aucun des biens de la compagnie et en disposer ;

Acquérir et posséder ou autrement promouvoir, et faire le commerce de tous stocks, bons, débetures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, puissance, souverain ou autorité suprême, municipal, locale ou autrement, et tous bons, stock de débetures, certificats, obligations, actions, stock ou garanties de toutes compagnies établies pour les fins de chemin de fer, tramway, gaz, eau, bassin, téléphone, télégraphe, éclairage électrique, industrie et autres entreprises ;

Emprunter ou prélever de l'argent par l'émission ou vente de tous bons, hypothèques, débetures ou stock de débetures de la compagnie et placer tout argent prélevé dans tous tels placements comme susdits, acquérir tous tels placements comme susdits par souscription originale, sousmission, participation dans les compagnies, syndicats ou autrement et soit payés en entier ou non, et faire des paiements sur iceux comme appels ou en avances des appels ou autrement, et assumer ou souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue des placements ou revente ou autrement, et varier les placements de la compagnie et en général vendre, échanger, faire le commerce et mettre à profit aucun des biens de la compagnie ou en disposer autrement ;

Placer de l'argent à l'intérêt sur la garantie des terrains des francs tenanciers et locataires ; mines, plantations, manufactures, établissements industriels, stock, actions, garanties, marchandises, et autres propriétés et en général prêter et avancer de l'argent à certaines personnes et à certains termes et sujets aux conditions qui peuvent être jugées à propos ;

To sell, lease, developed or acquired powers and construct, maintain, purchase, lease and dispose of water lots, wharves, piers, docks, dams, warehouses and stores and to levy tolls or rents for the use thereof ;

To acquire, purchase, loan, lease, construct steam ships, dry docks, ship yards, or otherwise operate a line of ships fully equipped and supplied, and to employ the same for the transportation of passengers, mails and goods of every sort and to carry on the business of carriers by land and by water, shipowners, warehousemen, (wharfingers) and barge owners, stevedores, and forwarding agents, to do all the acts, exercise all the powers and carry on any business in connection with the exercising and carrying on of the objects for which the company is organized and necessary for its purposes so as to carry on advantageously all or any of its undertakings ;

To purchase, acquire, lease and manufacture steam or gasoline engines, electric cars, motor or other cars, machinery and articles of every sort in iron, copper or wood and for that purpose to construct or operate shops of every kind in connection with the exercising and carrying on of the objects for which the company is organized and necessary for its purposes so as to carry on advantageously all or any of its undertakings ;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights of all kinds and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licences securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company any privileges and things in actions of all kinds ;

To purchase, hire take on lease or in exchange or otherwise acquire any real or personal property which the company may deem necessary or suitable for its management, and to sell, improve, manage, develop, lease, hypothecate, turn to account or otherwise deal with and dispose of all or any part of the property of the company ;

To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and any bonds, debenture stock, scrip, obligations, shares, stock or securities of any company established for the purpose of any railway, tramways, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric lighting, industrial or other undertaking ;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid, to acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise, and either with a view to investments or for re-sale or otherwise, and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company ;

To invest money at interest on the security of freehold and leasehold land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandises and other property, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient ;

Aussi faire des avances sur tous tels placements comme susdits, négocier des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement aider ou favoriser le placement de tous tels placements comme susdits, donner toute garantie en rapport à tous tels placements émis par ou acquis par l'entreprise ou de la part de la compagnie ou autrement, recevoir de l'argent, documents, et valeurs pour garanties sûres, transmission ou dépôt à intérêt ou autrement, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre et autrement, faire le commerce de billets promissoires, lettres de change, lettres de crédits, mandats, coupons, certificats, circulaires, billets, ou autres instruments de commerce et garanties et documents négociables ou transférables ;

Garantir le paiement des dividendes ou intérêt sur hypothèques, bons, stocks, débetures ou autres garanties émises par icelle ou tout autre contrat ou obligation de toute compagnie, association, entreprise ou corps publics ou privés ;

Exécuter, faire ou entrer en arrangement, commencer, faire, poursuivre et protéger tous contrats, conventions, négociations et autres procédures légales, compromis, arrangements, projets et faire tous les autres actes, affaires et choses qui peuvent paraître en tout temps convenables ou à propos pour la protection de la compagnie comme porteurs ou intéressés dans aucun des placements ou garanties ;

Prendre part dans l'administration, inspection ou contrôle des affaires ou opération de toute compagnie ou entreprise et pour cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents ;

Employer des experts pour inspecter et examiner les conditions, perspectives valeurs, caractères et circonstances de tous établissements d'affaires et entreprises et en général de tous biens, propriétés ou droits ;

Transiger, ou faire toutes sortes d'affaires d'agences, et en particulier agir comme agents pour placements, prêts, paiement, transmission et perception d'argent pour le transfert de bons, débetures, actions ou autres garanties et pour achat, vente, et amélioration, développement, et administration de biens y compris les affaires, intérêts et entreprises et en général transiger et entreprendre toute sorte d'affaires d'agence en rapport avec les affaires commerciales, industrielles ou financières ;

Donner toute garantie en relation aux hypothèques, bons, débetures actions, stocks, certificats, prêts, placements et garanties soient faits ou exécutés ou acquis par l'entremise de l'agence de la compagnie, et en général garantir ou assumer l'exécution de tous contrats et obligations ;

Les directeurs auront droit de prendre des actions privilégiées qui auront été déclaré telles, sous le nom de "Fern Consolidated Company", avec un capital de un million (\$1,000,000.00) de piastres, divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principal place d'affaires de la corporation, sera aux Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt quatrième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3825.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Ethel Bishop Evans, Julius W. Bishop, Thomas E. Evans, Thomas L. Tite, Hector H. Dunn, de Bishop's Crossing, dans les buts suivants :

Exercer et entreprendre la fabrication de châssis et portes, et exercer l'industrie de marchands de bois en générale, de propriétaires de

To make advances upon any such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantees in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise to receive money, documents and valuables for safe custody, transmission or deposit at interest or otherwise to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents ;

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body ;

To make, execute, or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the company as holders of or interested in any investments and securities ;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents ;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertaking and generally of any assets, property or rights ;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission, and collection of money for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters ;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or acquired through the company's agency or otherwise and generally to guarantee or become sureties for the performance of any contracts and obligations ;

The directors shall have the right to take preferred shares declared as such, under the name of "Fern Consolidated Company", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3826

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of September, 1913, incorporating Messrs. Ethel Bishop Evans, Julius W. Bishop, Thomas E. Evans, Thomas L. Tite, Hector H. Dunn, of Bishop's Crossing, for the following purposes :

To carry on and engage in the manufacturing of sash and doors, to carry business of lumbermen generally, saw and planing mill, and the

moulins à scie et à raboter, et manufacturer le bois et des articles en bois, avoir le droit de vendre des limites à bois et des fermes et en faire le commerce et posséder ou bâtir des édifices ou manufactures pour les fins ci-dessus ;

Exercer et entreprendre les affaires de manufacturiers, importateurs et commerçants de toutes sortes d'articles, appareils, outillages, machines, meubles, équipement et ustensiles entrant ou employés dans le commerce des marchands de fer, des plombiers, des marchands de fournitures d'hôtel ou d'effets de ménage, y compris la ferronnerie, mercerie et les nouveautés, soit manufacturées en tout ou en partie en métal, bois, papier ou autres matériaux et en général faire les affaires de marchands et commerçants, de tous, ou partie de ces articles ;

Exercer toute autre industrie soit celle de manufacturier, commerçant ou autre que la compagnie croira capable d'être exercée en rapport avec les fins ci-dessus ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Exercer l'industrie de fondeurs et mécaniciens en général et manufacturer le fer, l'acier, le bronze, le cuivre dans toutes ses formes ou tout autre métal et en faire le commerce ;

Faire les affaires de marchands de bois, propriétaires de moulins à scie et à raboter, et manufacturer le bois et les articles en bois et acheter, posséder, détenir, vendre des limites à bois, des terres à bois, des billes, du bois de construction et bois de toutes sortes et en faire le commerce ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des pouvoirs d'eau ou autres pouvoirs, s'en servir, les louer ou en disposer autrement ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains, bâtisses, héritages de toute tenure ou description et tous droits ou intérêts en iceux, et les mettre à profit selon qu'il sera jugé à propos et vendre, louer, hypothéquer la totalité ou partie de tels terrains, bâtisses et héritages s'y rapportant et en disposer, et construire et maintenir des bureaux, manufactures, entrepôts, maisons, usines ou bâtisses de toutes sortes sur tels terrains selon qu'il sera jugé à propos ;

Acheter, posséder, détenir des brevets d'invention, droit de brevets, marque de commerce, noms de commerce, procédés secrets de fabrication et licences jugés nécessaires et utiles aux fins de la compagnie et en disposer ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriétés, l'actif et le passif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie ayant des objets on tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou possédant des biens utiles ou propres aux fins de cette compagnie ;

Aider à l'organisation et à la promotion ou devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire ou acquérir ou détenir des actions et des valeurs de toute autre compagnie exerçant une industrie dont les objets sont en tout ou en partie semblables ;

Émettre des actions acquittées, obligations et débiteures en paiement en entier ou en partie, de tous biens meubles ou immeubles, droits, ré-

manufacture of lumber and wood-ware, to have right to sell and deal in timber limits and farms, and to possess or built, buildings or factories, for the purposes here up stated ;

To carry on and engage in the business of manufacturers and importers and dealers in all classes of articles, apparatus, appliances, machines, furnishings, fittings, and utensils used in or by the hardwares, plumbing, hotel and household supply trade ; including hardware, smallwares, and novelties, whether manufactured wholly or in part, of any kind of metal, wood, paper, or other material, and generally to carry on business as merchants and dealers in the whole or any of such articles ;

To carry on any other business whether manufacturing, mercantile or otherwise which may seem to the company capable of being carried on in connection with the aforesaid, or calculated directly or indirectly to enhance the value of any of the company's business properties or rights ;

To carry on a general foundry and machine shop business, and to manufacture every description of iron, steel, brass, copper or other metal work and deal in the same ;

To carry on the business of lumberman, saw, and planing milling, and the manufacture of lumber and wood-ware, and to buy, own, hold, sell and deal in timber limits, timber land and logs, lumber, and wood of all kinds ;

To acquire by purchase, lease or otherwise water or other power, to use the same and to lease or otherwise dispose of the same ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land buildings and hereditaments of any tenure or description and any assets or interests therein, and in turn the same to account as may seem expedient and to sell, lease, mortgage, or dispose of the whole or any portion of such lands and buildings or hereditaments attachable thereto, and to construct and maintain offices, factories, ware-houses, houses, shops or buildings of any kind upon such land as may deem advisable ;

To buy, own, hold, and also to dispose of patents, patent rights, trade marks, trade names, secret processes of manufacture and licenses that may be deemed necessary and convenient for the purposes of the company ;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the business, property, assets, or liabilities of any person, partnership, or company carrying on business having object similar in whole or in part to those of the company or possessed of property suitable or proper for the purposes of the company ;

To assist in the organization and promotion, or become a shareholder in any subsidiary company, or to acquire and hold shares and securities of any other company carrying a business the objects of which is similar in whole or in part.

To issue paid up shares, bonds and debentures, for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, right,

19 OCT 1913

clamations, privilèges, concessions, ou autres avantages que la compagnie peut acquérir légalement et aussi émettre de telles actions acquittées, obligations ou autres valeurs en paiement ou partie de paiement ou en échange d'actions, d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce en tout ou en partie semblable ou allié à celui de cette compagnie ;

Faire des avances avec ou sans garantie aux clients et autres personnes, et aux termes que la compagnie approuvera, et garantir les dettes, contrats des clients et autres personnes ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèce, l'actif ou les biens de la compagnie et particulièrement aucune des actions ou autre valeurs de toute autre compagnie qui pourra acheter ou entreprendre la totalité ou partie les biens, l'actif et le passif de la compagnie ;

Faire toute ou aucune des choses ci-dessus soit comme patrons, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres et faire toutes autres actions ou choses s'y rapportant ;

Conclure toute convention avec toute autorité, municipale, locale ou autre, qui peut paraître utile aux objets de la compagnie et obtenir de toute telle autorité, tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et se conformer à toute telle convention et exercer tels droits, privilèges et concessions ;

Emprunter de l'argent et passer des règlements limitant ou augmentant le pouvoir d'emprunt de la compagnie, autorisant une émission d'obligations, de débetures, et autres valeurs de la compagnie pour aucun montant, et vendre, transporter, et céder les dites obligations, débetures ou autres valeurs pour le prix qu'il sera jugé convenable dans les meilleurs intérêts de la compagnie, engagé la propriété mobilière et hypothéquer la propriété immobilière de la compagnie pour garantir les dits emprunts, obligations, débetures ou autres valeurs ainsi émises par la compagnie ;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus, soit comme patrons, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres et faire toutes autres actions ou choses incidentes ou utiles à l'acquisition de tous ou aucun des objets, et exercer toute industrie soit celle de manufacturier ou autre de même nature que les objets et fins ci-dessus énumérés, et que la compagnie croira capable d'être convenablement conduite, ou propre à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie et les rendre profitables, sous le nom de "Bishop's Crossing Sash & Door Factory Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingts (980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Bishop's Crossing, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3833.2 2 Sous-secrétaire de la province.

claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid shares, bonds or other securities in payment, part payment, or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of the company ;

To make advances to the customers and others with or without security, and upon such terms as the company may approve, and to guarantee the debts and contracts of customers and others ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any of the assets or property of the company and in particular any of the shares or other securities of any other company which may have purchased or taken over either in whole or in part the property, assets and liabilities of the company ;

To do all or any of the above things either as principals, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to do all such acts and things as are incidental ;

To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which the company may think it desirable to obtain, and to exercise or comply with any such arrangement, rights, privileges, and concessions ;

To borrow money and make by-laws to limit or increase the borrowing power of the company ; to authorize it to issue bonds, debentures, and other securities of the company for any amount, and to sell, transfer, and to convey the said bonds, debentures, or other securities for such price as may be deemed advisable in the best interests of the company ; to pledge the moveable and hypothecate the immoveable property of the company to guarantee any such loans, bonds, debentures or other securities thus issued by the company ;

To do all or any of the above things either as principals, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to do all other such acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the objects or any of them, and to carry on any business whether manufacturing or otherwise germane to the objects and purposes set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of its property or rights, under the name of "Bishop's Crossing Sash & Door Factory Company, Limited", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Bishop's Crossing, district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3834 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Alexander Rives Hall, Gui Casimir Papineau-Couture et Louis Fitch, avocats, Minnie Isabel Bustin et Bell Rubinsky, sténographes, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce et les affaires de manufacturiers et de marchands de vêtements de toute sorte et description ;

Faire le commerce de marchandises sèches, soieries, fournitures de tailleurs, tissus de toute sorte et marchandises de toile et de coton en général, et faire les affaires de tailleurs, confectionneurs et apprêteurs ;

Faire toutes autres affaires semblables, soit manufacturées ou autrement, et semblables aux susdits pouvoirs, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec aucune des susdites affaires ;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement des patentes, brevets d'invention, marques de commerce, licences, concessions et semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement quant à aucune invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés mobilières ou immobilières, et tous les droits ou privilèges que cette compagnie peut juger à propos pour les fins de ses affaires, et en particulier toute terre, bâtisses, droits, machines, matériel et fonds de commerce ;

Acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, connaissements, mandats, débetures et autres instruments négociables ou transférables ;

Adopter les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, selon qu'il sera jugé à propos, et en particulier en faisant des annonces dans la presse, par circulaire, par l'achat et exposition des travaux d'arts ou d'intérêts, par la publication de livres et revues ;

Vendre, améliorer, conduire, développer,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1913, incorporating Messrs. Alexander Rives Hall, Gui Casimir Papineau-Couture and Louis Fitch, advocates ; Minnie Isabel Bustin and Bell Rubinsky, stenographers, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in clothing of every kind and description ;

To deal in dry goods, silks, satins, tailor's trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally and to carry on the business of tailors and outfitters and clothiers ;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, and which is germane to the foregoing powers, which may seem to the company to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the above business ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, trade-marks, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire, any real or personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant, and stock-in-trade ;

To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of lading, warrants, debentures, and other negotiable or transferrable instruments ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circular, by purchase and exhibition of works of art or interests, by publication of books, and periodicals ;

To sell, improve, manage, develop, exchange,

échanger, hypothéquer, en disposer, mettre à profit, ou faire le commerce autrement avec tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, sous le nom de "The Ideal Clothing House Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3837.2

Sous secrétaire de la province.

Québec, 19 septembre 1913.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par H. Hector Charles Parent, notaire public, pratiquant et demeurant en les cité et district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Eugène Girard, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant dans les cité et district susdits. 3711.3

lease, mortgage, dispose of, turn to account, or otherwise deal with, all or any part of the property and rights of the company, under the name of "The Ideal Clothing House Incorporated", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1913.

C. J. SIMARD

3838

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 19th September, 1913.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been transmitted to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Mr. Hector Charles Parent, notary public, practising and residing in the city and district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Eugène Girard, in his lifetime notary public, practising and residing in the aforesaid city and district. 3712

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

63. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2. — L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

54. — Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend an act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2. — The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

3789

R. CAMPBELL,
G. C. 1

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive

3790

R. CAMPBELL,
C. L. O

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; or the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Com

à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter des droits ou la propriété de autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexées.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront

pany; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment: the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the applicatio

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such

être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder devant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituées aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession avec laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with the Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment or by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

L. P. GEOFFRION,

Demandes à la Législature

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }

Avis est par les présentes donné qu'un bill sera présenté à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire déclarer bons et valables deux actes de vente consentis par Dame Arabella Bergevin, épouse de Horace Cormier, comptable, de la cité et du district de Montréal, à Olier Mathieu, meublier, de la ville de Beauharnois, et un acte de vente consenti par ce dernier à Delvinie Gerdron, maître plombier, de la dite ville, des lots Nos 15 et 59, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, et pour autoriser la dite Dame Horace Cormier à hypothéquer, vendre, etc., un autre lot portant le numéro 14, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, nonobstant toute substitution qui peut exister aux termes du contrat de mariage de Dame Arabella Bergevin et Horace Cormier, reçu par A. Jolicœur, notaire, le 14 septembre 1904.

3703.3

H. A. BEIQUÉ,
Procureur de la requérante.

Les exécuteurs testamentaires de feu Dame Frances Mary Jane Lloyd, en son vivant de Québec, veuve de feu Lawrence James Guilmartin, aussi de Québec, donnent avis qu'à la prochaine session de la législature de cette province, ils demandent la passation d'un bill aux fins de ratifier les arrangements effectués par eux avec la corporation du Séminaire de Saint-Joseph de Baltimore, et madame M. J. G. Talbot, de Québec.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Procureurs des requérants

Québec, 17 septembre 1913. 3701.3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company".

GEO. H. BOIVIN,

Solliciteur des requérants.

Granby, 24 septembre 1913. 3723.3

Avis est par le présent donné que "Beauharnois Electric Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Beauharnois, dans le district de Beauharnois, demandera une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes :

Confirmer sa charte et ses lettres patentes ; lui permettre de faire les affaires et opérations d'une compagnie de gaz, lumière, chaleur et force électrique ; posséder, détenir, louer et autrement acquérir des pouvoirs d'eau et les développer ; produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre le gaz et l'électricité pour les fins de chauffage, lumière, traction et force électrique et des fins industrielles et autres ; construire des lignes de transmission, émettre des obligations et débetures et hypothéquer et donner en gage les propriétés de la compagnie, en garantie du paiement des dites débetures ; faire les opérations d'une compagnie de gaz, lumière, chaleur et force électrique dans les comtés de Laval, Huntingdon, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Labelle, Ottawa et dans l'île et dans la cité de Montréal ; exproprier les propriétés immobilières ou autres ou aucune partie d'icelles et le droit de passage requis pour l'installation de ses lignes de transmission et les propriétés immobilières ou autres, ou aucune partie d'icelle et les droits riverains requis pour l'établissement de ses usines et

Applications to the Legislature

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the Legislature of the province of Quebec, in order to have declared good and valid two deeds of sale made over by Dame Arabella Bergevin, wife of Horace Cormier, accountant, of the city and district of Montreal, to Olier Mathieu, cabinet-maker, of the town of Beauharnois, and one deed of sale made over by the latter to Delvinie Gerdron, master-plumber, of the said city, of the lots Nos 15 and 59, of the plan and book of reference of the city of Beauharnois, and to authorize the said Dame Horace Cormier to hypothecate, sell, &c., another lot bearing No 14, of the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, notwithstanding all substitution that may be existing in virtue of the marriage contract of Dame Arabella Bergevin and Horace Cormier, received by A. Jolicœur, notary, the 14th September, 1904.

3704

H. A. BEIQUÉ,
Attorney for petitioner.

The testamentary executors of the late Dame Frances Mary Jane Lloyd, in her lifetime of Quebec, widow of the late Lawrence James Guilmartin, also of Quebec, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof for the passing of an act for the ratification of the agreements made by them with the corporation of Saint Joseph Seminary of Baltimore, and Dame M. J. G. Talbot, of Quebec.

ST. LAURENT & LAFERTE,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 17th September, 1913. 3702

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company".

GEO. H. BOIVIN,

Solicitor for applicants.

Granby, 24th September, 1913. 3724

Notice is hereby given that "Beauharnois Electric Company, Limited", a body politic and incorporate, having its principal place of business in the town of Beauharnois, in the district of Beauharnois, will pray for the passing of an act by the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following purposes :

To confirm its charter and letters patent ; to permit it to carry on the affairs and operations of a gas light, heat and electric power company ; to possess, hold, lease and otherwise acquire water powers and development ; to produce, transmit, distribute, furnish and sell gas and electricity for the purposes of heating, lighting, traction and power and for industrial purposes and others ; to construct transmission lines ; to issue obligations, bonds and debentures and to hypothecate and pledge the property of the company as security for the payment of the said debentures ; to carry on the operations of a gas, electric heating and electric power company in the counties of Laval, Huntingdon, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Deux Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Napierville, St-Jean, Iberville, Labelle, Ottawa and on the Island and in the city of Montreal ; to expropriate immoveable and other property or any portion thereof and rights of way required for the installation of its transmission lines and immoveable or other property or any portion thereof, and riverain rights necessary for the establishment of its plant and factories ; for the construction and maintenance of flumes, canals,

dépendances et pour la construction et maintien de tranchées, canaux, écluses, ponts, tuyaux, barrages, digues, canaux de roues hydrauliques et autres travaux se rattachant à l'entreprise de la compagnie ; obtenir la confirmation de l'émission du stock de la compagnie, de l'acquisition de certaines propriétés par la compagnie, en vertu d'un contrat en date du 9 novembre 1912, entre certaines personnes et la compagnie ; pour la ratification de la vente de certaines débetures de la compagnie ; la ratification des règlements 18, 22 et 28, de la compagnie permettant à icelle d'emprunter de l'argent, d'émettre des débetures, de garantir le paiement de tel emprunt, d'émettre un stock préférentiel rachetable, de créer des hypothèques et des gages en garantie de l'émission de ses débetures et pour ratifier l'acte de fidé-commiss entre la compagnie et la compagnie "Imperial Trust Company", et généralement pour ratifier l'organisation de la compagnie jusqu'à ce jour, ses diverses émissions de stock et de débetures et pour toutes autres fins quelconques se rapportant aux présentes.

"Beauharnois Electric Company, Limited",
Par D. K. GOODFELLOW,

Secrétaire

Beauharnois, 24 septembre 1913.

3759.3

Avis est par les présentes donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte "1 Ed. VII, ch. 44, des Statuts de 1901", concernant les matières et choses suivantes, savoir :

Le pouvoir d'annexer de nouveaux territoires ; la fixation du terme de la charge du maire et des échevins ; la nomination et les fonctions du président d'élection ; la préparation, l'examen et la correction de la liste des électeurs municipaux ; la nomination des candidats aux charges municipales et la forme du bulletin de leur présentation ; la nomination et le remplacement des officiers d'élections ; la conservation des documents d'élections ; les avis municipaux ; la prestation du serment des officiers du conseil ; la nomination d'évaluateur ; le mode de confection et correction du rôle d'évaluation ainsi que la manière d'y faire certains changements pendant qu'il est en vigueur ; le vote des appropriations annuel des deniers et le mode de les dépenser ; l'aqueduc et les taux de l'eau ; la taxe de locataire ; les délais d'assemblées des commissaires d'écoles ; la ratification d'un règlement autorisant un prêt pour aider à la construction d'un hôtel ; l'imposition de taxes et le pouvoir d'accorder des permis et licences pour l'exercice de professions, arts métiers, commerce ou industrie ou d'un genre de travail quelconque, pour les habitants de la cité et les étrangers ; la perception de taxes ou licences ; l'adoption et la mise en vigueur des règlements municipaux concernant la confection, la confirmation et le dépôt de plans de la cité ; la limite d'emprunt et le fonds d'amortissement ; l'autorisation de construire et exploiter un chemin de fer électrique, un système d'éclairage et de chauffage au gaz et à l'électricité, et dans ce but acheter du pouvoir d'eau et d'exproprier pour ces fins ; l'aide à différentes associations ; le pouvoir de diviser des hypothèques consenties en faveur de la corporation sur différents immeubles, en proportion de leur valeur.

ARTHUR BELIVEAU,

Greffier de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 16 septembre 1913.

3681-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales et scolaires, le territoire faisant partie, actuellement, de la municipalité de Saint-Joachim de Chateauguay, et comprenant les numéros 296, 297, 298, 299, 300,

locks, bridges, tunnels, dams, dykes, race-ways and tail races and other works connected with the operations of the company to obtain the ratification of the issue of stock of the company, of the acquisition of certain properties by the company in virtue of the contract dated the 9th of November, 1912, between certain persons and the company for the ratification of the sale of certain debentures of the company ; the ratification of by laws 18, 22 and 28 of the company, which authorizes the company to borrow money, to issue debentures, to guarantee the payment of such loans ; to issue redeemable preference stock ; to create, hypothec and pledges in guarantee of the issue of its debentures, and to ratify the deed of trust between the company and the Imperial Trust Company, and in general to ratify the organization of the company up to this date, its various issues of stock and debentures and for all other purposes connected with these presents.

"Beauharnois Electric Company, Limited"
per D. K. GOODFELLOW,

Secretary.

Beauharnois, 24th September, 1913.

3760

Notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the amending of its charter "1 Ed. VII, ch. 44, Statutes of 1901", respecting the following matters and objects, to wit :

The power of annexing new territories ; the limitation of the term of office of the mayor and aldermen ; the appointment and duties of the president of election ; the preparation, revising and correction of the list of municipal electors ; the nomination of the candidate for municipal offices and the form of nomination-paper ; the appointment and replacing of election officers ; the conservation of election papers, municipal notices ; the taking of the oath of municipal officers ; the appointment of assessors ; the mode of making and correction of the valuation roll ; and also the manner of making certain changes thereto while in force ; the voting of annual appropriation of monies and the manner of expending same ; the water-works and water-rates, tenants, taxes ; the dates of the meetings of school commissioners ; the ratification of a by-law authorizing a loan for assisting in the building of an hotel ; the levying of taxes and the power of granting permits or licenses ; for the carrying on of any profession, arts, trades, business or manufactures or any other calling whatsoever by the inhabitants of the city or by strangers ; the collection of taxes or licenses ; the passing and putting into force of municipal by-laws respecting the making, confirmation and deposit of city plans ; the limit of loan and sinking fund ; the authorization to construct and exploit and electric railway, a system of lighting and heating by gas or electricity, and to purchase water powers and to expropriate for such purposes ; the assisting of different associations ; the power to divide hypothec executed in favor of the corporation on different immovables according to their value.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk of the city of Three Rivers.

Three Rivers, 16th September, 1913.

3682

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town, for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint-Joachim de Chateauguay, comprising lots numbers, 296, 297, 298, 299, 300,

301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 324a, 325, 325a, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377 et la partie du numéro 379, situé dans les limites du dit territoire, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Joachim de Chateauguay, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de "Ville de Léry" et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs, du maire et des échevins et autres dispositions en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

CLOVIS LAPORTE,
Procureur des requérants.

Montréal, 10 septembre 1913. 3621-3

Avis est par le présent donné que la municipalité scolaire de la ville de la Côte des Neiges, division de Westmount, en la cité de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de procéder chaque année, jusqu'au premier mai 1925, à la confection d'un rôle spécial d'évaluation pour les terres en culture de la dite municipalité scolaire, conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

DEGUIRE & BISSONNETTE,
Avocats de la requérante.

Montréal, 11 septembre 1913. 3619-3

Avis est donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la corporation de Victoriaville s'adressera à la dite législature aux fins suivantes :

1° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier sud de la dite municipalité, les terrains suivants, savoir : les lots numéros 470, 493 et 495 et aussi les lots numéros 496 et 497 ; les dits lots étant ceux du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska ;

2° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier nord de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463, pour la partie des dits lots situés à l'est des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire, tout le lot numéro 464, un emplacement de cent pieds carrés à prendre sur le lot 465, emplacement situé au nord du chemin des pointes Beaudet présentement la propriété de la corporation de Victoriaville et occupé par la station des pompes, le puits et citerne de l'aqueduc, tous les dits lots ou partie d'iceux étant les lots cadastraux de la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire.

3° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier ouest de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463 du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, pour la partie des dits lots situés à l'ouest des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire.

La corporation de Victoriaville, en cas d'annexion, s'engage payer à la corporation de Sainte-Victoire d'Arthabaska, dans un an à compter du premier jour de janvier 1914, une partie de sa dette actuelle proportionnelle à l'évaluation des immeubles annexés par rapport à l'évaluation de tous les immeubles de la dite paroisse, les dites évaluations devant être celles existantes lors de la mise en force de la loi décrétant l'annexion.

301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 324a, 325, 325a, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377 and part of the number of 379, situated within the limits of the said territory, of the official cadastral plan and book of reference of Saint-Joachim de Chateauguay, including all the subdivisions of the said original lots which may exist, under the name of "Town of Léry", and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns, with some special modifications relating to the time and mode of the election of the mayor and aldermen, of the votation, of the taxation, qualification of electors, mayor, and aldermen, and other dispositions as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

CLOVIS LAPORTE,
Attorney for the petitioners.

Montreal, 10th September, 1913. 3622

Notice is hereby given that the school municipality of the town of Côte des Neiges, Westmount division, in the city of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain an act allowing the said school municipality to proceed every year, until the first of May, 1925, to the confection of a special valuation roll for the cultivated farms of the said school municipality, in conformity with the articles 2840 to 2856 of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909.

DEGUIRE & BISSONNETTE,
Attorneys for applicant.

Montreal, 11th September, 1913. 3620

Notice is hereby given that the corporation of Victoriaville will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the following purposes :

1. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the south ward of the said municipality, the following lots of land, to wit : the lots numbers 470, 493 and 495 and also the lots numbers 496 and 497 ; the said lots being those of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska.

2. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the north ward of the said municipality, the following lots of land : the portions of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, situate to the east of the public highways leading to Saint-Albert and Saint-Rosaire, the whole of the lot No. 464, an emplacement of one hundred square feet to be taken from lot No. 465, an emplacement situate to the north of the road "Des pointes Beaudet", actually the property of the corporation of Victoriaville and occupied by the pump station, well and cistern for the waterworks, the whole of the said lots or portions of lots being to cadastral lots of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire.

3. To annex for all municipality purposes, to the municipality of Victoriaville to form part of the west ward of the said municipality the portions situate to west of the public highway leading to Saint-Albert and Saint-Rosaire, of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska forming the parish of Sainte-Victoire.

The corporation of Victoriaville, in the event of annexation, pledges itself to pay to the corporation of Sainte-Victoire d'Arthabaska, within a year from the first of January, 1914, a part of its present debt in proportion with the valuation of the immovables annexed to the valuation of all the immovables of the said parish, the said valuations to be those existing at the time of the coming into force of the act enacting the annexation.

4° Pour obtenir de la dite législature de plus amples pouvoirs que ceux qui leur sont conférés par ses lettres patentes, spécialement touchant ses pouvoirs de taxation et ceux d'octroyer des franchises et exemptions de taxes

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la corporation de Victoriaville.
Dated ce 3 septembre 1913. 3829-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer un hôpital sous le nom de "The Montreal Foundling and Baby Hospital", devant être mis en opération dans la cité de Montréal, pour prendre soin des enfants malades et dresser des jeunes femmes pour le soin et allaitement des enfants malades et en santé, et pour donner le pouvoir au dit hôpital d'acheter, acquérir par donation ou autrement, et posséder des immeubles pour l'emploi actuel, et pour les fins de son revenu, vendre, aliéner, échanger et hypothéquer les dits immeubles, faire des contrats, lois, règles et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

**FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,**

Procureurs des requérants.
Montréal, 28 septembre 1913. 3815-2

Avis est par les présentes donné que Alpheus Kimpton, bourgeois, et Harold A. G. Kimpton, commis, tous deux de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant un acte de vente devant J. Damien Filiatrault, notaire, en date du 12^e jour de septembre 1913, à Anthime Filion, cultivateur, de Sainte-Thérèse-de-Blainville susdit, des Nos 11, 409 et la moitié indivise du No 923 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

CHARLES EDOUARD MARCHAND,

Avocat du requérant.
Saint-Jérôme, 25 septembre 1913. 3801-2

Province de Québec.)
District de Joliette.)

Avis est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Lin, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à la loi 46 Victoria, chapitre 81, aux fins suivantes: Etre déchargée de l'entretien et de la reconstruction et des grosses réparations du pont existant sur la rivière l'Achigan, lequel sera à l'avenir la propriété de la ville des Laurentides et exclusivement à sa charge.

ERNEST HEBERT,

Avocat et procureur de la corporation
de la paroisse de Saint-Lin.
Saint-Lin, 2 septembre 1913. 3827-2

Avis est par le présent donné que Joseph Baer Fish, de Sainte-Agathe des Monts, dans le district de Terrebonne, médecin, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de sa profession et membre du dit collège et pour autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,

Solliciteurs de Joseph Baer Fish.
Sainte-Agathe des Monts, 1er octobre 1913. 3871-2

Avis est par les présentes donné que, Alfred Tremblay, cultivateur, Poméla Tremblay, fille majeure, tous deux de la paroisse de Saint Hubert, district de Montréal, Arthur Roy, marchand, de Longueuil, en sa qualité de tuteur à Dalila Angéline Roy, fille mineure, issue de son mariage avec feu Angéline Tremblay, Maria Tremblay, épouse de Raoul Jodoin, cultivateur, de Boucherville, le

4° To obtain from the said legislature greater powers than those granted by the letters-patent specially respecting its powers of taxation, the granting of franchises and exemptions from taxes.

WILFRID LALIBERTE,

Attorney for the corporation of Victoriaville.
Dated, this 3rd September, 1913. 3830

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act to incorporate a hospital to be called "The Montreal Foundling and Baby Hospital", to be carried on at the city of Montreal, to care for sick babies and to train young women in the care and nursing of children both sick and well, and to give power to the said hospital to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immovable property for the actual use, and for the purpose of its revenue, to sell alienate, exchange and hypothecate such immovable property, to enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

**FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,**

Attorneys for applicants.
Montreal, 28th September, 1913. 3816

Notice is hereby given that Alpheus Kimpton, gentleman, and Harold H. G. Kimpton, clerk, both of Sainte-Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain an act confirming a deed of sale before J. Damien Filiatrault, notary, dated 12th day of September, 1913, to Anthime Filion, farmer, of Sainte-Thérèse de Blainville aforesaid, of lots Nos 11, 409 and the undivided half of lot No. 923 of the official cadaster of the parish of Sainte-Thérèse de Blainville.

CHARLES EDOUARD MARCHAND,

Attorney for applicant.
Saint Jérôme, 25th September, 1913 3802

Province of Quebec.)
District of Joliette.)

Notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Lin will be apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session thereof, to obtain certain amendments to the act 46 Victoria, chapter 81, for the following purposes: To be relieved from the maintenance, rebuilding and main repairs of the bridge existing on L'Achigan river, which shall thenceforth be the property of the town of Laurentides and exclusively under its charge.

ERNEST HEBERT,

Advocate and attorney for the corporation
of the parish of Saint Lin.
Saint Lin, 2nd September, 1913. 3828

Notice is hereby given that Joseph Baer Fish, of Sainte Agathe des Monts, in the district of Terrebonne, physician, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice of his profession and to membership in such college and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,

Solicitors for Joseph Baer Fish.
Sainte Agathe des Monts, 1st October, 1913. 3872

Notice is hereby given that, Alfred Tremblay, farmer, Poméla Tremblay, spinster, both of the parish of Saint Hubert, in the district of Montreal, Arthur Roy, of Longueuil, merchant, in his quality of tutor of Dalila Angelina Roy minor daughter issue of his marriage with the late Angelina Tremblay, Maria Tremblay, wife of Raoul Jodoin, of Boucherville, farmer, and the said Raoul Jodoin

dit Raoul Judoin agissant personnellement et en sa qualité de subrogé-tuteur à la dite mineure Dalila Angelina Roy, tous comme appelés à la substitution créée par le testament de feu Alexis Tremblay, en son vivant, cultivateur, de Saint-Hubert susdit, par qui les immeubles ci-dessous décrits ont été légués, désirant instituer des procédures pour radier l'enregistrement de :

(A) Une hypothèque consentie pour la somme de cinquante louis payable dans deux ans avec intérêt au taux de six pour cent par an, sur un immeuble portant le No 226, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville, par François Xavier Céré, cultivateur, de Boucherville susdit, en faveur de Dame Josephine Lerendac, de la paroisse de Lachenaie, veuve de Henry Munro, médecin, en vertu d'un acte d'obligation passé devant Boucher de la Broquerie et L. Normandin, notaires, le 14 septembre 1857 ;

(B) Une hypothèque consentie pour la somme de \$300, payable à demande avec intérêt au taux de 6% par an sur l'immeuble ci-dessus décrit, par le dit François Xavier Céré en faveur de Hélène Munro, fille majeure, de Lachenaie, en vertu d'un acte d'obligation passé devant les notaires susnommés, le 25 octobre 1864 ;

(C) Un privilège de vendeur consenti pour la somme de 2000 livres, ancien cours, en faveur de François Ste Marie, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert susdit, et Anastasie Vinet dit Soulligny, son épouse, et pour une autre somme de 12,000 livres, ancien cours, payable à l'acquit des dits François Ste Marie et Anastasie Vinet dit Soulligny, en faveur de Joseph Goguet, notaire, de Longueuil, étant le montant d'une obligation à lui dû par Moïse Vincent, père, avec intérêt au taux de 6%, l'an, sur un immeuble portant le No 7, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, en vertu d'un acte de vente passé devant H. Mignault, notaire, le 22 mai 1871 ;

(D) Un privilège de vendeur consenti en vertu d'un acte de vente passé devant N. Mignault, notaire, le 28 août 1871, sur un immeuble portant le No 6, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, pour la somme de 12000 livres, ancien cours, en faveur de Agnès Mercille, épouse de Camille Prévost, menuisier, de Longueuil, Marie Archange Daigneault, épouse de Antoine Bisson, cultivateur, de la paroisse de Saint-Isidore, Henri Marcille, Richard Marcille, tous deux cultivateurs de Saint-Hubert, Henri Daigneault, cultivateur, de Longueuil, Apolline Daigneault, épouse de Charles Dubuc, cultivateur, de Saint-Urbain Premier, Angélique Daigneault, épouse d'Alexis Dubuc, forgeron, de Longueuil, Emilie Daigneault, épouse de Pierre Benoit, cultivateur, de Longueuil, Joseph Daigneault, cultivateur, de Longueuil, Hortense Daigneault, épouse de Narcisse Brien dit Durocher, cultivateur, de Boucherville, Philomène Daigneault, épouse de Azarie Robert, cultivateur, de Boucherville, Catherine Daigneault, veuve de Louis Cicot, de Boucherville, Toussaint Daigneault, fils, cultivateur, de Boucherville, Vital Mercille, cultivateur, de Longueuil, Appoline Mercille, épouse de Benjamin Brassard, cultivateur, de Saint-Hubert, Antoine Mercille, menuisier, de Longueuil, Edesse Daigneault, épouse de François Gravelle, cultivateur, de Laprairie, Jacques Mercille, cultivateur, de Saint-Hubert, Sophie Vandal, épouse de Benjamin Parent, charretier, de Montréal, Solomée Vandal, épouse de Antoine Savignac, de Saint-Louis, état de Missouri, l'un des états-unis d'Amérique, Pierre Célestin Ste Marie, Toussaint Ste Marie, Chrysologue Ste Marie, commerçants, de Montréal, Sophie Ste Marie, épouse de Joseph Lucas, de Watertown, dans l'état de Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, et Céline Eliza Mongeau, épouse de Joseph L. Lafontaine, de Roxton Falls, notaire, dans la proportion de un vingt-cinquième de la dite somme pour chacun d'eux, payable le premier novembre 1871, avec intérêt légal sur le dit prix de vente et aussi en faveur de Napoléon Mignault,

acting personally and in his quality of subrogate tutor to the said minor Dalila Angelina Roy, all of them as substitutes under a substitution created by the last will and testament of the late Alexis Tremblay, in his lifetime of Saint-Hubert aforesaid, farmer, by whom the immovable hereinafter described were bequeathed, desiring to institute legal proceedings for the cancelling of the registration of :

(A) A hypothec created for the sum of fifty pounds *louis*, payable at the expiration of two years with interest at six per cent per annum, upon an immovable bearing No. 226, of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville, by François Xavier Céré, of Boucherville aforesaid, farmer, in favor of Mrs. Josephine Lerendac, of the parish of Lachenaie, widow of Henry Munro, physician, in virtue of a deed of obligation passed before Boucher de la Broquerie and L. Normandin, notaries, on the fourteenth day of September, 1857 ;

(B) A hypothec created for the sum of \$300.00 payable on demand with interest at 6 per cent per annum upon the immovable above described by the said François Xavier Céré, in favor of Helene Munro, of Lachenaie, spinster, in virtue of a deed of obligation passed before the above named notaries, on the twenty fifth day of October 1864 ;

(C) A privilege of vendor created for the sum of two thousand *lives*, old currency, in favor of François Ste Marie, of the parish of Saint-Hubert aforesaid, farmer, and Anastasie Vinet dit Soulligny, his wife, and for another sum of twelve thousand *lives*, old currency, to the exoneration of the said François Ste Marie and Anastasie Vinet dit Soulligny, in favor of Joseph Goguet, of Longueuil, notary, being the amount of an obligation due to him by Moïse Vincent, senior, with interest at 6 per cent per annum, upon an immovable bearing No. 7, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hubert, in virtue of a deed of sale passed before H. Mignault, notary, on the twenty second day of May, 1871 ;

(D) A vendor's privilege created in virtue of a deed of sale passed before N. Mignault, notary, on the 28th of August, 1871, upon an immovable bearing No. 6, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hubert, for the sum of twelve thousand and six hundred *lives*, old currency, in favor of Agnès Mercille, wife of Camille Provost, of Longueuil, joiner, Marie Archange Daigneault, wife of Antoine Bisson, of the parish of Saint-Isidore, farmer, Henri Marcille, Richard Marcille, both farmers, of Saint-Hubert, Henri Daigneault, of Longueuil, farmer, Apolline Daigneault, wife of Charles Dubuc, of Saint-Urbain Premier, farmer, Angélique Daigneault, wife of Alexis Dubuc, of Longueuil, blacksmith, Emilie Daigneault, wife of Pierre Benoit, of Longueuil, farmer, Joseph Daigneault, of Longueuil, farmer, Hortense Daigneault, wife of Narcisse Brien dit Durocher, of Boucherville, farmer, Philomène Daigneault, wife of Azarie Robert, of Boucherville, farmer, Catherine Daigneault, widow of Louis Cicot, of Boucherville, Toussaint Daigneault, junior, of Boucherville, farmer, Vital Mercille, of Longueuil, farmer, Appoline Mercille, wife of Benjamin Brassard, of Saint-Hubert, farmer, Antoine Mercille, of Longueuil, joiner, Edesse Daigneault, wife of François Gravelle, of Laprairie, farmer Jacques Mercille, of Saint-Hubert, farmer, Sophie Vandal, wife of Benjamin Parent, of Montreal, carter, Solomée Vandal, wife of Antoine Savignac, of Saint-Louis, in the state of Missouri, one of the united states of America, Pierre Célestin Ste Marie, Toussaint Ste Marie, Chrysologue Ste Marie, of Montreal, traders, Sophie Ste Marie, wife of Joseph Lucas, of Watertown, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, and Celina Eliza Mongeau, wife of Joseph L. Lafontaine, of Roxton Falls, notary, in the proportion of one twenty fifth of the said sum for each of them, payable on the first day of November, 1871, with legal interest on the said purchase price, and also in favor of Napoléon

notaire, de Longueuil, pour ses frais, s'élevant à 375 livres, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à assigner les dits créanciers privilégiés et hypothécaires, ou leurs héritiers collectivement, dans toute action pouvant être prise devant le tribunal compétent pour la radiation de l'enregistrement des hypothèques et privilèges de vendeur ci-dessus mentionnés sur les immeubles sus décrits, suivant l'article 136 du code de procédure civile, "mutatis mutandis", ou par toute autre mode que le juge pourra prescrire.

ALFRED TREMBLAY,
POMELE TREMBLAY,
ARTHUR ROY, es-qualité.
MARIA TREMBLAY,
RAOUL JODOIN.

Requérants.

Montréal, 1er octobre 1913.

3845-2

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte aux fins : de supprimer les quartiers municipaux ; de changer le mode d'élection des échevins et d'en réduire le nombre ; de changer le mode de nomination des estimateurs et leurs qualifications ; de réglementer et limiter le commerce d'embouteilleur dans la cité, de réglementer et définir les pouvoirs de l'ingénieur de la cité ; d'obtenir les pouvoirs de consulter les contribuables par referendum ; d'approprier des fonds pour publicité et réceptions civiques ; d'accorder des exemptions de taxe et des escomptes sur leur paiement dans un certain délai ; de modifier les dispositions concernant les finances, les emprunts, le placement du fonds d'amortissement et pourvoir à l'émission d'actions inscrites ; d'augmenter les pouvoirs d'expropriation ; de réglementer l'installation de services publics dans les rues ; de réglementer l'ouverture de rues et la subdivision de terrains en lots à bâtir ; de faire des règlements pour divers objets d'intérêt public, et pour autres fins municipales.

A. S. PELLETIER,
Procureur de la cité de Lachine.

Lachine, 23 septembre 1913.

3831-2

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de fer Québec Central s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte et autoriser le bureau des directeurs à fixer par règlement l'heure et l'endroit auxquels l'assemblée générale annuelle et toutes autres assemblées de la compagnie pourront être tenues et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,
Solliciteurs de la Compagnie de Chemin
de fer Québec Central.

Québec, 24 septembre 1913.

3931

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la charte de la cité de Montréal ; tel que décrété par la section 37 de la loi 2 George V., chap. 56, et tel qu'amendé par la section 39 de la loi 3 George V., chap. 54, et de pourvoir que les frais de l'expropriation du terrain nécessaire pour ouvrir et prolonger la rue de la Montagne à partir de la rue Sherbrooke, seront payés la moitié par la cité de Montréal et la moitié par les propriétaires d'immeubles situés des deux côtés de ce prolongement projeté ; la proportion de l'indemnité devant être imposée aux ayants-droit de "The Terrace Land Company", sera à la charge de la dite compagnie.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs des requérants.
Montreal, 7 octobre 1913.

3933

Mignault, of Longueuil, notary, for his fees, amounting to 375 livres will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have an act passed to authorize them to summon the said hypothecary and privileged creditors or their heirs collectively, in any action that may be taken before the proper court for the cancelling of the registration of the hypothecs and vendor's privileges above mentioned on the said immovables, according to article 136 of code of civil procedure, "mutatis mutandis", or by any other mode that the judge may prescribe.

ALFRED TREMBLAY,
POMELE TREMBLAY,
ARTHUR ROY, es-qualité.
MARIA TREMBLAY,
RAOUL JODOIN.

Applicants,

Montreal, 1st October, 1914.

3845

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, to amend its charter as follows : to abolish the municipal wards, to change the mode of election of the aldermen and reduce their number ; to change the mode of appointment of the assessors and their qualifications ; to regulate and limit the business of bottlers within the city ; to regulate and define the powers of the city engineer ; to obtain the power to consult the tax payers by referendum ; to appropriate funds for advertising and civic receptions ; to grant exemptions from taxes and discounts on tax payments within a certain delay ; to amend the provisions respecting finances, loans, investment of sinking fund and to provide for the issue of inscribed stock ; to augment the power of expropriation ; to regulate the installation of public services in the streets ; to regulate the opening of streets and the subdivision of land into building lots ; to enact by-laws for various objects of public interest, and for other municipal purposes.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the city of Lachine.

Lachine, 23rd september, 1913.

3832

Public notice is hereby given by the Quebec Central Railway Company, that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, it will apply for the passing of an act amending its charter and to authorize the board of directors to fix by-law the time and place at which the general annual meeting and all other meetings of the company may be held and for other purposes.

W. & A. H. COOK,
Solliciteurs for Quebec Central
Railway Company.

Quebec, 24th September, 1913.

3932

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session, of the Quebec Legislature, for an act to amend the charter of the city of Montreal, as enacted by section 37, of the act 2 George V, chap. 56, and as amended by section 39 of the act 3 George V, chap. 54, and to provide that the cost of the expropriation of the land necessary to open and extend Mountain street from Sherbrooke street, shall be paid one half by the city of Montreal and one-half by the proprietors of immovables situated on each side of such proposed extension ; the proportion of the indemnity to be imposed on the assigns of the " Terrace Land Company " to be borne by the said company.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs for the applicants.
Montreal, 7th October, 1913.

3934

Avis est par le présent donné que les Syndics du Cimetière Catholique de Saint-Michel de Sherbrooke s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi leur permettant de transporter le cimetière, les dettes actives et passives et droits qui leur appartiennent et les obligations auxquelles ils sont tenus, en leur dite qualité de syndics, à la corporation épiscopale catholique romaine de Sherbrooke.

J. A. LEBLANC,
Procureur des requérants.

Sherbrooke, 3 octobre 1913. 3901

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi constituant Hyman Goldman, marchand, Louis Birke, marchand, Dora Bloomberg, épouse de Hosias Bloomberg, marchand, Dora Merson, épouse de Joseph Merson, marchand, Esther Katz, épouse de Paul Katz, marchand, Bessie Slabosky, épouse de Moe Slabosky, marchand, et Tillie Lonn, épouse de Harry Lonn, marchand, et les dits époux personnellement et afin d'autoriser leurs dites épouses à l'effet des présentes, Samuel Slatkoff, marchand, Benj. Steinhaus, marchand, Anna Rost, veuve de feu Maurice Rost, en son vivant marchand, Annie L. Press, veuve de feu Simon Press, en son vivant marchand, de Montréal, Fannie Adler, épouse de M. J. Adler, marchand, Netty Litner, épouse de H. Litner, marchand, Rosie Ruttenberg, épouse de Dave Ruttenberg, marchand, Lena Brucker, épouse de Israël Brucker, marchand, Leah Usher, épouse de Max Usher, marchand, Fanny Fohrman, épouse de Elie Fohrman, marchand, Eva Wagner, épouse de Samuel Wagner, marchand, Rebecca Sharp, épouse de A. N. Sharp, marchand, Rachel Firestone, épouse de M. Firestone, marchand, et les dits époux, afin d'autoriser leur dites épouses à l'effet des présentes, tous des cité et district de Montréal, et autres, qui pourront devenir membres subséquemment, en une corporation dans le but d'établir un hôpital et un dispensaire à Montréal, sous le nom de "Herzl Hospital and Dispensary", et aussi des hôpitaux pour les convalescents comme succursales d'icelui ailleurs dans la province de Québec, pour la réception et le traitement des personnes malades et blessées de toutes races et croyances sans distinction, et dans ce but posséder des immeubles et autres pouvoirs.

PETER BERCOVITCH,
ISIDORE BALLON,
Procureurs des requérants.

Montréal, 1er octobre 1913. 3913

Avis est par les présentes donné que les Dames Marie Justine Perras, en religion Sœur Perras, Georgianna Morin, en religion Sœur Marie de la Nativité, Marie Albertine Beauchemin, en religion Sœur Beauchemin, Marie Massé, en religion Sœur Massé, Marie-Louise Dussault, en religion Sœur Dussault, toutes de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, elles et toutes autres personnes qu'elles pourront s'adjoindre en corporation, sous le nom corporatif de "Hôpital Général Saint-Vincent de Paul, de Sherbrooke".

Le but de la dite corporation sera de recevoir, soigner, élever, pensionner, et instruire, dans ses hôpitaux, hospices et maisons, les malades, infirmes, orphelins, enfants et autres personnes.

La dite corporation veut acquérir les droits généralement accordés aux corporations privées et les pouvoirs généralement accordés à semblables corporations, tels que droits de propriété, d'administration de propriété, ester en justice, etc.

J. A. LEBLANC,
Procureur des requérants.

Sherbrooke, 6 octobre 1913. 3935

Notice is hereby given that "The Trustees of the Catholic Cimetary of Saint Michel de Sherbrooke" will apply to the Legislature, at the next session thereof, for the passing of an act authorizing them to transfer the cemetery, assets, liabilities and rights, belonging to them and the obligations to which they are liable in their capacity of trustees to the Roman Catholic Episcopal Corporation of Sherbrooke.

J. A. LEBLANC,
Attorney for applicants.

Sherbrooke, 3rd October, 1913. 3902

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to constitute Hyman Goldman, merchant, Louis Birke, merchant, Dora Bloomberg, wife of Hosias Bloomberg, merchant, Dora Merson, wife of Joseph Merson, merchant, Esther Katz, wife of Paul Katz, merchant, Bessie Slabosky, wife of Moe Slabosky, merchant, and Tillie Lonn, wife of Harry Lonn, merchant, and the said husbands both personally and to authorize their said wives, for the purposes hereof, Samuel Slatkoff, merchant, Benj. Steinhaus, merchant, Anna Rost, widow of the late Maurice Rost, in his lifetime merchant, Annie L. Press, widow of the late Simon Press, in his lifetime merchant, of Montreal, Fannie Adler, wife of M. J. Adler, merchant, Netty Litner, wife of H. Litner, merchant, Rosie Ruttenberg, wife of Dave Ruttenberg, merchant, Lena Brucker, wife of Israel Brucker, merchant, Leah Usher, wife of Max Usher, merchant, Fanny Fohrman, wife of Elie Fohrman, merchant, Eva Wagner, wife of Samuel Wagner, merchant, Rebecca Sharp, wife of A. N. Sharp, merchant, Rachel Firestone, wife of M. Firestone, merchant, and said husbands, to authorize their said wives for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, and others, who may subsequently become members thereof a corporation for the purpose of establishing a hospital and dispensary in Montreal, to be called the "Herzl Hospital and Dispensary," and also convalescent cottage hospitals as branches thereof elsewhere in the province of Quebec, for the reception and treatment of sick and injured persons of all races and creeds without distinction, and for such purpose to hold immoveable property and other powers.

PETER BERCOVITCH,
ISIDORE BALLON,
Attorneys for petitioners.

Montreal 1st October, 1913. 3914

Notice is hereby given that Dames Marie Justine Perras, in religion Mother Perras, Georgianna Morin, in religion Mother Marie de la Nativité, Marie Albertine Beauchemin, in religion Mother Beauchemin, Marie Masse, in religion Mother Masse, Marie Louise Dussault, in religion Mother Dussault, all of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act constituting them and such other persons as may become a member of the community, a corporation under the corporate name of "Hospital-General Saint Vincent de Paul, de Sherbrooke".

The purpose of the said corporation will be to receive, take care of, bring up, board and teach in its hospitals, homes and houses, sick persons, infirm, orphans, children and other persons.

The said corporation desires to obtain the rights generally granted to private corporations and the powers generally granted to similar corporations, such as rights of ownership, the right to administer property, ester en justice, etc.

J. A. LEBLANC,
Attorney for the petitioners.

Sherbrooke, 6th October, 1913. 3936

Avis public est par les présentes donné que Dame Annie Wheeler, de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour faire ratifier et confirmer une ventedue lot No 1664-8 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, avec bâtisses dessus construites et autres pouvoirs.

DAME ANNIE WHEELER,
Requérante.
Montréal, 6 octobre 1913. 3937

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA PROVIDENCE.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part de la municipalité du village de La Providence, dans le comté de Saint-Hyacinthe, pour obtenir la passation d'une loi l'autorisant à acheter de M. Louis Paul Morin, menuisier, de la cité de Saint-Hyacinthe, de ses successeurs ou ayant-cause, l'aqueduc situé en la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, au village de La Providence et au village de Saint-Joseph, dans le dit comté de Saint-Hyacinthe, avec tout ce qui en dépend et tous les privilèges y attachés, notamment ce résultant des règlements actuellement en force dans chacune des dites municipalités où le dit aqueduc est situé et est exploité par le dit Louis Paul Morin, qui en est propriétaire, la dite loi devant l'autoriser également à exploiter le dit aqueduc dans la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, au village de Saint-Joseph et au village de La Providence, à en retirer les revenus, à le renouveler et à lui donner une plus grande extension, de même qu'à faire tous travaux nécessaires à toutes ces fins et pour le rendre plus efficace et plus payant, à solliciter et à obtenir des privilèges additionnels ou de nouveaux privilèges à son sujet des municipalités de la paroisse Notre-Dame de Saint-Hyacinthe et du village Saint-Joseph, et à faire tout contrat avec les dites municipalités ou autres parties, enfin, à vendre la dite propriété et tout ce qui en dépend en tout ou en partie, à l'exploiter seule ou en société avec d'autres personnes et à en disposer de quelque manière que cela puisse être : cette loi devant, en outre, renfermer tous les détails et dispositions nécessaires à sa mise à exécution pour atteindre le but proposé.

ALBERT JODOIN,
Secrétaire-trésorier de la municipalité
du village de La Providence.
Saint-Hyacinthe, 6 octobre 1913. 3939

Avis public est par les présentes donné que Dame Dorcina Desjardins, veuve de feu Joseph alias Eustache Desjardins, en qualité de tutrice à sa fille mineure, Annette Desjardins, de Saint-Joseph du Lac, comté des Deux-Montagnes, et Arthur I. Vallières, de Montréal, en qualité de subrogé-tuteur, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisés à consentir une aliénation définitive des biens mentionnés dans une donation par Polydore Desjardins à Joseph Desjardins, le 16 février 1903, et pour autres fins.

DORCINA DESJARDINS,
ARTHUR I. VALLIERES,
Requérants.
Montréal, 4 octobre 1913. 3911

Public notice is hereby given that Dame Annie Wheeler, of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the ratification and confirmation of a sale of the property bearing No. 1664-8 of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, with buildings thereon erected and other powers.

DAME ANNIE WHEELER,
Petitioner.
Montreal, 6th October, 1913. 3937

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA PROVIDENCE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, for the passing of a law authorizing said village to buy from Mr. Louis Paul Morin, carpenter, of the city of Saint Hyacinthe, or from his successors or his assigns, the aqueduct situated in the parish of Notre Dame of Saint Hyacinthe, in the village of La Providence and in the village of Saint Joseph, in the said county of Saint Hyacinthe, with all accessories and all privileges hereto attached, specially those resulting from by-laws actually in force in each of said municipalities, where the said aqueduct is situated and used by the said Louis Paul Morin, of which he is the proprietor, the said law being to, to authorize the said municipality to make the most of that aqueduct in the parish of Notre Dame of Saint Hyacinthe, in the village of Saint Joseph and in the village of La Providence, to receive incomes, to renew and to extend the said aqueduct, and for said purposes to make all necessary works being able to give more efficiency and more productive, to induce and obtain additional or new privileges for that aqueduct from the municipalities of the parish of Notre Dame of Saint Hyacinthe and of village Saint Joseph, and to do any contract with those municipalities or other parties, at last, to sell the said property and all its accessories in block or by part, to make the most of that aqueduct alone or with one or more partnerships and to dispose of that aqueduct in any manner; over and above, this law will contain all necessary details and dispositions in pursuance of the objects propounded.

ALBERT JODOIN,
Sec.-Treas. of the Municipality of
village of La Providence.
Saint Hyacinthe, 6th October, 1913. 3940

Public notice is hereby given that Mrs. Dorcina Desjardins, widow of the late of Joseph alias Eustache Desjardins, as tutrix for her minor child, Annette Desjardins, of Saint Joseph du Lac, county of Two-Mountains, and Arthur I. Vallières, of Montreal, as subrogate-tutor, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to be authorized to consent to the final alienation of the moveable and immoveable effects mentioned in a deed of gift by Polydore Desjardins to Joseph Desjardins, dated the 16th of February, 1903, and for other purposes.

DORCINA DESJARDINS,
ARTHUR I. VALLIERES,
Petitioners.
Montreal, 4th October, 1913. 3912

Avis Divers

Avis est par le présent donné que l'assemblée annuelle de "The Levis County Railway" aura lieu à l'hôtel de ville de Lévis, mercredi, le 15 octobre, à dix heures a. m.

E. A. MACNUTT,
Secrétaire-trésorier.

3851.2

MONTREAL TRAMWAY'S COMPANY.

Montréal, 30 septembre 1913

Cher monsieur ou chère madame,

Je désire vous informer que le second appel de 10% (10 dollars par part) sur le nouveau stock émis le 15 avril 1913, est dû et payable le 3 novembre prochain. Le nombre de parts inscrites à votre nom et le montant dû par vous sur icelles sont tels que spécifiés ci-après.

Tout paiement doit être fait à l'ordre de la compagnie et valeur, au pair, à Montréal.

Votre très dévoué,
PATRICK DUBEE,
Secrétaire-trésorier.

Vos dévoués,

Perron, Taschereau, Rinfret,
Genest, Billette & Plimmon.

3721.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3105.

Dame Marie Rainville, épouse commune en biens de Joseph Voyer, journaliste, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Voyer, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce premier octobre mil neuf cent treize.

C. A. ARCHAMBAULT,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 1er octobre 1913. 3889.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
No 79.

Dame Léopoldine Lafrance, de Sainte-Scholastique, dit district, épouse de Joseph Carrière, cultivateur de même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Joseph Carrière, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 septembre 1913, et il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois.

ETHIER & LALANDE,
Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 1er octobre 1913. 3255.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 446

Dame Sarah Leah Levin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune de biens de Harry Star, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Harry Star, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

ISIDORE BALLON,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 septembre 1913. 3555-5

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the annual meeting of the "Levis County Railway" will be held at the Levis town hall, on Wednesday, 17th October, at ten o'clock a. m.

E. A. MACNUTT
Secretary treasurer.

3852

MONTREAL TRAMWAY'S COMPANY.

Montreal, 30th September, 1913.

Dear Sir or Madam,

I beg to notify you that the second call of 10% (\$10.00 per share) upon the new stock issued on the 15th April, 1913, becomes due and payable on the 3rd November next. The number of shares standing in your name and the amount due thereon being as stated hereunder.

All payments should be to the order of the company in funds, at par, in Montreal.

Yours very truly,
PATRICK DUBEE,
Secretary treasurer.

Yours truly,

Perron, Taschereau, Rinfret,
Genest, Billette & Plimmon.

3722

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3105.

Dame Marie Rainville, wife common as to property of Joseph Voyer, laborer, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff; vs the said Joseph Voyer, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the first day of October, 1913.

C. A. ARCHAMBAULT,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st October, 1913. 3890

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No. 79.

Dame Leopoldine Lafrance, of Sainte Scholastique, aforesaid district, wife of Joseph Carrière, farmer of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Joseph Carrière, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 30th September, 1913, and it is ordered to the defendant to appear within the month.

ETHIER & LALANDE,
Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 1st October, 1913. 3856

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 446

Dame Sarah Leah Levin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Star, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff; vs Harry Star, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against her said husband.

ISIDORE BALLON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th September, 1913. 3556

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure*
No 5529.

Dame Hortense Martel, épouse de Ludger Senneville, de Baieville, district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Ludger Senneville, ci-devant de la Baie-du-Febvre, district de Richelieu, maintenant en pays inconnu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

LANCOTOT & MAGNAN,

Avocats de la demanderesse.

Sorel, 22 septembre 1913. 3817-2

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 318.

Dame Joséphine Rémillard, de la paroisse de Saint Raphaël, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Louis Létourneau, marchand, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 29 septembre 1913. 3835-2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Québec. }
No 1649.

Dame Georgienna Bolduc, épouse commune en biens de Olivier Portugais, tous deux de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Olivier Portugais, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette affaire, ce jour.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 1er octobre 1913. 3843-2

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été prise, ce jour, devant la cour supérieure, du district de Beauce, sous le No 1363, par Dame Adèle Bouchard contre Joseph Asselin, commerçant, de Beauce Junction, paroisse de l'Enfant Jésus.

S. C. RIOU,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 27 août 1913. 3697-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 437.

Dame Sarah Goldberg, de la cité et du district de Montréal, femme commune en biens de Israël Capolovitch, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Israël Capolovitch, de la cité et du district de Montréal, commerçant, Défendeur.

Un acte en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause le 3 septembre 1913.

WEINFELD & LEDIEU,

Procureurs de la demanderesse.

3589-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4073.

Florence Massy, de la ville de Verdun, district de Montréal, épouse de Ovila Aubertin, entrepreneur plâtrier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit Ovila Aubertin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19e jour de septembre 1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,

Avocats de la demanderesse.

Montreal, 23 septembre 1913. 3731-3

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5529.

Dame Hortense Martel, wife authorized to ester the present suit, said district, Plaintiff ;

vs

Ludger Senneville, of unknown country, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

LANCOTOT & MAGNAN,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 22nd September, 1913. 3818

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 318.

Dame Joséphine Rémillard, of the parish of Saint Raphaël, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her husband, Louis Létourneau, merchant, of the same place.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 29th September, 1913. 3836

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Québec. }
No. 1649.

Dame Georgienna Bolduc, wife common as to property of Olivier Portugais, both of the city of Québec, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Olivier Portugais, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case, this day.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 1st October, 1913. 3844

Notice is hereby given that an action for separation as to property has, this day, been taken before the superior court, of the district of Beauce, under the No. 1363, by Dame Adèle Bouchard, against Joseph Asselin, trader, of Beauce Junction, parish of l'Enfant Jésus.

S. C. RIOU,

Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 27th August, 1913. 3697

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 437.

Dame Sarah Goldberg of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israël Capolovitch, of the same place, duly authorize to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Israël Capolovitch, of the city and district of Montreal, trader, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

WEINFELD & LEDIEU,

Attorneys for plaintiff.

3590

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 4073.

Florence Massy, of the town of Verdun, district of Montreal, wife of Ovila Aubertin, master plasterer, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs The said Ovila Aubertin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th September, 1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 23rd September, 1913. 3731

13 OCT 1913

Province de Québec.—District de Montréal.—
Cour Supérieure.—No 3878.—Dame Aurore Trem-
blay, des cité et district de Montréal, épouse com-
mune en biens de Joseph A. Cadin dit Deslauriers
alias Godin, journalier, ci-devant des cité et district
de Québec, et maintenant de lieux inconnus, et
dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi
son mari ce jour, en séparation de corps et de biens.
CHARLES EMILE MONTY, avocat de la deman-
dresse. Montréal, 30 août 1913.

3587-5

Province de Québec, district d'Iberville, cour
supérieure, No 76, Dame Eleonora Arcand, épouse
de Siméon Defayette, journalier, ci-devant de la
ville et du district d'Iberville, et maintenant de
pays inconnus, autorisée par cette cour à ester en
justice, a intenté, ce jour, une action en séparation
de corps et de biens contre son dit époux.

CHARLES BELANGER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 10 septembre 1913. 3613.5

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }
No 2211.

Dame Mathilda Filion, de la paroisse de Saint-
Bonaventure, dans le comté de Bonaventure,
épouse de Alphonse Noël, du même endroit,
tailleur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Noël, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 13ième jour de septembre 1913.

BUGEAUD & COTE,

Procureurs de la demanderesse.

New Carlisle, 9 septembre 1913. 3671-5

Province de Québec, }
District de Joliette, } *Cour Supérieure.*
No 6600.

Dame Marie Anne Laliberté, de la paroisse de
Saint-Félix de Valois, dans le district de Joliette,
épouse commune en biens de Liguori Guibord,
marchand, du même lieu, a, ce jour, après y avoir
été dûment autorisée en justice, institué une action
en séparation de biens contre son dit époux.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.

Joliette, 15 septembre 1913. 3665.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4079.

Dame Joséphine Renaud, épouse commune en
biens de Antonio Gariépy, charre-ier, tous deux des
cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une
action en séparation de biens contre son mari.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 septembre 1913 3673-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 915.

Dame Rosianne *alias* Rose-Anna Senecal, de la cité
et du district de Montréal, épouse commune en
biens de Louis Malo, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;

vs

Louis Malo, employé civique, du même endroit,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le vingt-huitième jour d'août mil
neuf cent treize.

LAMOTHE, ST. JACQUES

& LAMOTHE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 8 septembre 1913. 3577-5

Province of Quebec.—District of Montreal.—
Superior Court.—No. 3878.—Dame Aurore Trem-
blay, of the city and district of Montreal, wife
common as to property of Joseph A. Cadin dit
Deslauriers *alias* Godin, laborer, formerly of the
city and district of Quebec, and now of unknown
places, duly authorized "à ester en justice", has
taken to day an action for separation as to property
and as to bed and board against her said husband.
CHARLES EMILE MONTY, Attorney for plain-
tiff. Montreal, 30th August, 1913. 3588

Province of Quebec, district of Iberville, superior
court, No. 76, Eleonore Arcand, wife of Simeon
Defayette, laborer, formerly of the town and district
of Iberville, and now of parts unknown, duly au-
thorized by the court to "ester en justice", has,
this day, instituted an action for separation as to
bed and board against her said husband.

CHARLES BELANGER,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 10th September, 1913. 3614

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court*
County of Bonaventure. }
No. 2211.

Dame Mathilda Filion, of the parish of Saint Bona-
venture, in the county of Bonaventure, wife of
Alphonse Noël, of same place, tailor, duly au-
thorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Noël, Défendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this case, the 13th day of September,
1913.

BUGEAUD & COTÉ,

Attorneys for the plaintiff.

New Carlisle, 9th September, 1913. 3672

Province of Quebec, }
District of Joliette, } *Superior Court.*
No. 6600.

Dame Marie Anne Laliberté, of the parish of
Saint Felix de Valois, in the district of Joliette,
wife common as to property of Liguori Guibord,
trader, of the same place, being judicially author-
ized for that purpose, has, this day, instituted an
action for separation as to property against her
said husband.

TELLIER & LADOUCEUR,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 15th September, 1913. 3666

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 4079.

Dame Joséphine Renaud, wife common as to pro-
perty of Antonio Gariépy, carter, both of the city
and district of Montreal, has, this day, instituted
an action for separation as to property against her
said husband.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th September, 1913. 3674

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 915.

Dame Rosianne *alias* Rose-Anna Senecal, of the
city and district of Montreal, wife common as to
property of Louis Malo, duly authorized to
"ester en justice",
Plaintiff ;

vs

Louis Malo, civic employee, of the same place,
Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the twenty eighth day
of August, one thousand nine hundred and thirteen.

LAMOTHE, ST. JACQUES

& LAMOTHE,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 8th September, 1913. 3578

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3060.

Dame Céline Albina Cholette, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Beaudreault, courtier, de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Jean-Baptiste Beaudreault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de septembre 1913.

ARTHUR YVON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 30 septembre 1913. 3867.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3060.

Dame Céline Albina Cholette, wife common as to property of Jean-Baptiste Beaudreault, broker, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
The said Jean-Baptiste Beaudreault, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd day of September, 1913.

ARTHUR YVON,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 30th September, 1913. 3868

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Re Walker Venner, marchand, de Montréal, Insolvable

Avis est par les présentes donné que, le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub gardiens provisoires.
Montréal, 6 octobre 1913. 3915

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*

Re A. E. Ladouceur, Saint-André Est, Failli.
Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du 3 octobre 1913, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre nos mains dans les 30 jours du présent avis.
P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Curateurs conjoints.
55, Saint-François Xavier, Montréal. 3917

District de Kamouraska.

In re Luc Chamberland, Mont Carmel, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 octobre 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 octobre 1913. 4015

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 374.

Joseph Richer et J. Albert Payette, "J. Richer & Cie." ont fait cession de leurs biens, le 25 septembre 1913, et j'ai été nommé gardien provisoire.

SILAS T. DUCLOS.
Montréal, 29 septembre 1913. 3967

District de Montreal

Dans l'affaire de Delle Odila Grisé, Montréal, Faillie.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier dividende sera ouvert à contestation jusqu'au 25e jour d'octobre 1913, après lequel jour le dividende sera payable.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs-conjoints.
No 107 rue Saint Jacques.
Montréal, 8 octobre 1913. 3985

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

Re Walker Venner, merchant, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
Provisional guardians.
Montreal, 6th October, 1913. 3916

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

Re A. E. Ladouceur, Saint André Est, Insolvent.
Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court, dated the 3rd of October, 1913, we have been appointed joint curators to the above named estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of present notice.
P. J. CHARTRAND,
PAUL J. TURGEON,
Joint curators.
55, Saint François Xavier, Montréal. 3918

District of Kamouraska.

In re Luc Chamberland, Mont Carmel, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 27th October, 1913, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 9th October, 1913. 4016

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 174.

Joseph Richer and J. Albert Payette "J. Richer & Co.", and made an abandonment of their property, on the 25th September, 1913, and I have been appointed provisional guardian.

SILAS T. DUCLOS.
Montreal, 29th September, 1913 3968

District of Montreal.

In the matter of Melle Odila Grisé, Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend will be opened to objection until the 25th day of October, 1913, after which date the dividend will be payable.

PREVOST & BEDARD,
Joint curators.
No. 107, Saint James street.
Montreal, 8th October, 1913. 3986

District de Chicoutimi.

In re Willey Truchon, Chicoutimi, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 3 octobre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 8 octobre 1913. 3965

District de Rimouski.

Adrien St. Pierre, Neigette, comté de Rimouski, marchand, a, le 4 octobre 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 octobre 1913. 3963

District de Chicoutimi.

Joseph Eugène Bordeleau, Jonquières, comté Chicoutimi, marchand, a, le 4 octobre 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 8 octobre 1913. 3961

District de Quebec.

Dans l'affaire de H. Mitchell, marchand, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 3ème jour d'octobre 1913, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 6 octobre 1913. 3959

District de Québec

Dans l'affaire de Alphonse Barrette, boulanger, Rivière aux Chiens, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 4ième jour d'octobre 1913, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 6 octobre 1913. 3957

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Giuseppe Tarantino,
Débiteur insolvable.

Avis est donné que, le 6e jour d'octobre 1913, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Giuseppe Tarantino, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

District of Chicoutimi.

In re Willey Truchon, Chicoutimi, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated the 3rd October, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 8th October, 1913. 3966

District of Rimouski.

Adrien St. Pierre, Neigette, Rimouski county, merchant, has, on the 4th of October, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 8th October, 1913. 3964

District of Chicoutimi.

Joseph Eugène Bordeleau, Jonquières, Chicoutimi county, merchant, has on the 4th October, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 8th October, 1913. 3962

District of Quebec.

In the matter of H. Mitchell, merchant, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that according to an order of the court, dated the 3rd day of October, 1913, we have been appointed joint curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 6th October, 1913. 3960

District of Quebec.

Dans l'affaire de Alphonse Barrette, boulanger, Rivière aux Chiens, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, dated the 4th day of October, 1913, we have been appointed joint curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 6th October, 1913. 3958

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Giuseppe Tarantino,
Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of this court, dated the 6th day of October, 1913, I was duly appointed curator to the estate of the above named insolvent who has assigned for the benefit of his creditors.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

CESARE CONSIGLIO,
Curateur.

256, rue Saint-Paul, Montréal.
Montréal, 8 octobre 1913. 3983

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
No 4.

Dans l'affaire de Camille Rahal et Michel Rahal, faisant affaires à Saint-Jean, district d'Iberville, sous la raison de Camille et Michel Rahal, Faillis.

Avis est par le présent donné que les susdits faillis ont fait un abandon judiciaire de leurs biens, le 7e jour d'octobre 1913, pour le bénéfice de leurs créanciers.

J. G. DUHAMEL,
Gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson
& Beaulieu.
3, rue Notre-Dame Est, Montréal. 3987

Province de Québec, }
District de Bedford. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Albert Joseph, Waterloo, Failli.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du 7 octobre, 1913, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre nos mains dans les 30 jours du présent avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateur-conjoints.

55, Saint-François-Xavier,
Montréal. 3981

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

CESARE CONSIGLIO,
Curator.

256, Saint Paul street, Montreal.
Montreal, 8th October, 1913. 3984

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.
No. 4.

In the matter of Camille Rahal and Michel Rahal, doing business at Saint John, district of Iberville, under the name of Camille and Michel Rahal, Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have made a judicial abandonment of their property, the 7th day of October, 1913, for the benefit of their creditors.

J. G. DUHAMEL,
Provisional guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson
& Beaulieu,
3, Notre Dame street East, Montreal. 3988

Province of Quebec, }
District of Bedford. } Superior Court.

In the matter of Albert Joseph, Waterloo, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgement of the superior court, dated the 7th of October, 1913, we have been appointed joint curators to the above named estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of the present notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

55, Saint François Xavier,
Montreal. 3982

En Liquidations

Province de Québec, }
District de Roberval. } Cour Supérieure.
No 284.

Dans l'affaire de "The Standard Cement Company", Chambord, En liquidation.

En vertu d'un jugement rendu aujourd'hui, une assemblée des créanciers, actionnaires et contributeurs aura lieu au palais de justice, à Roberval, le 20 octobre 1913, à dix heures de l'avant-midi, dans le but de nommer un liquidateur permanent et un ou plusieurs inspecteurs aux biens de cette compagnie.

ARMAND BOILY,
Liquidateur provisoire.

Roberval, 16 septembre 1913. 3669-4

Canada,
Province de Québec, }
District de Chicoutimi. }
No 3880.

Dans l'affaire de La Compagnie de Meubles de Jonquière Limitée, En liquidation.
(D'après la loi des liquidations).

En vertu d'un jugement en cette cause rendu le 26 septembre 1913, les créanciers, actionnaires et contributeurs de la susdite compagnie sont convoqués, au palais de justice, à Chicoutimi, bureau du protonotaire, à dix heures du matin, le 6 novembre 1913, pour donner leur avis sur la nomination d'un liquidateur permanent et d'un ou de plusieurs inspecteurs aux biens de la dite compagnie en liquidation.

J. E. COTÉ,
Liquidateur provisoire.

Chicoutimi, 30 septembre 1913. 3841.2

In Liquidations

Province of Quebec, }
District of Roberval. } Superior Court.
No. 284.

In the matter of "The Standard Cement Company", Chambord, In liquidation.

In virtue of a judgment rendered to-day, a meeting of the creditors, shareholders and contributors shall take place in the court house, at Roberval, the 20th October, 1913, at ten o'clock in the forenoon, on the purpose to appoint a permanent liquidator and one or more inspectors to the property of the said company.

ARMAND BOILY,
Provisional liquidator

Roberval, 16th September, 1913. 3670

Canada,
Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. }
No. 3880.

In the matter of "La Compagnie de Meubles de Jonquière, Limitée", In liquidation.
(According to Liquidation Law.)

In virtue of a judgment in this case, rendered on the 26th September, 1913, the creditors, shareholders and contributors of the above company are convened in the court house, in Chicoutimi, office of the protonotary, at ten o'clock a. m., the 6th November, 1913, to give their advice as to the appointment of a permanent liquidator and of one or more inspectors to the assets of the said company in liquidation.

J. E. COTÉ,
Provisional liquidator.

Chicoutimi, 30th September, 1913. 3842

Ordres de Cour

Orders of the Court

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 69.

Le 2 octobre 1913.

Présent : l'Hon. Paul G. Martineau, J. C. S.
Edouard Hébert, Demandeur ;

Joseph Bousquet, vs Défendeur ;

E. Hébert, et Créancier colloqué ;

Aimé Marcil, Opposant afin de conserver.

Sur l'ordre de l'Hon. juge Martineau, en date de ce jour, les créanciers du défendeur, dont on allègue la déconfiture, sont requis de produire leurs réclamations au bureau du prothonotaire de cette cour, à Saint-Hyacinthe, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre dans la "Gazette Officielle", conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

3893.2 ROY & BEAUREGARD,
Prothonotaire C. S.

Province de Québec,
District de Roberval. } *Cour Supérieure.*
No. 95.

J. P. Gagnon, notaire, de Saint-Jérôme, Lac Saint-Jean, Demandeur ;

Lauréat Pelletier, du même lieu, notaire, vs Défendeur ;

Pitre Bilodeau, et Opposant.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leur réclamation assermentée au greffe de ceste cour, dans les quinze jours de la première publication de la présente ordonnance, pour être colloquées selon la loi.

J. A. TREMBLAY,
P. C. S.
District de Roberval.

Vraie copie,
J. A. Tremblay,
P. C. S.
District de Roberval. 3853.2

Requête

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No 400.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du prothonotaire de la cour supérieure du district de Bedford, le 15 avril dernier (1913), conformément à l'acte des chemins de fer du Canada, une copie du plan, profile, livre de renvoi et ordonnance du conseil des commissaires des chemins de fer du Canada, concernant la révision de l'emplacement de la voie de la Canadian Pacific Railway Company, tel que constituée à Delair, dans le canton de Bolton, comté de Brome, dit district de Bedford, ainsi que l'offre d'indemnité en faveur de I. S. Skarbeck, propriétaire, ci-devant de Delair susdit, et le dit I. S. Skarbeck, quoique dûment notifié de telle offre d'indemnité tel que prescrit par la loi en tels cas ainsi que par ordonnance de cette cour, ayant négligé d'accepter la dite indemnité, par jugement de la dite cour, en date du 7ième jour de juillet dernier (1913), Thomas R. Pickel, du village de Sweetsburg, en le district susdit, a été nommé seul arbitre conformément aux dispositions de l'acte des chemins de fer du Canada, pour déterminer le montant de l'indemnité à être payée au dit propriétaire I. S. Skarbeck, pour l'expropriation de son terrain

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinth. }
No. 69.

2nd October, 1913.

Present : Hon. Paul G. Martineau, J. S. C.
Edouard Hebert, Plaintiff ;

Joseph Bousquet, vs Defendant ;

Edouard Hebert, and Collocated ;

Aimé Marcil, " Opposant afin de conserver".

Upon the order of Hon. Paul G. Martineau, dated this day, the creditors of the defendant whose insolvency is alleged are required to file their claims at the office of the prothonotary of the superior court, at Saint Hyacinth, within fifteen days from the date of the first insertion of this order in the "Official Gazette", the whole in conformity with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

3894 ROY & BEAUREGARD,
Prothonotary, S. C.

Province of Quebec,
District of Roberval. } *Superior Court.*
No. 95.

J. P. Gagnon, notary, of Saint Jérôme, Lake Saint John, Plaintiff ;

Lauréat Pelletier, of the same place, notary, vs Defendant ;

Pitre Bilodeau, and Opposant.

It is ordered to the creditors of the defendant to file their sworn claims with the clerk of this court, within fifteen days from the first publication of the present order to be collocated according to law.

J. A. TREMBLAY,
P. S. C.
District of Roberval.

True copy,
J. A. Tremblay,
P. S. C.
District of Roberval. 3854

Petition

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 400.

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the superior court for the province of Quebec, holden in and for the district of Bedford, on the 15th day of April last, 1913, pursuant to the provisions of the Railway Act of Canada, a copy of the plan, profile, book of reference and order of the board of railway commissioners for Canada, as to the revised location of a portion of the Sherbrooke subdivision of the Canadian Pacific Railway Company, as then constructed at Delair, in the township of Bolton, in the county of Brome, said district of Bedford, together with an offer of compensation to I. S. Skarbeck, formerly of said Delair, in said township of Bolton, and upon due notice having been given to said I. S. Skarbeck, as an absentee in the manner provided by law and the order of the court, and he having failed to accept said offer of compensation, by a judgment of said court in said district, rendered on the 7th day of July last, 1913, Thomas R. Pickle, of the village of Sweetsburg, in said district, was named sole arbitrator under the provisions of said railway act, to determine the compensation to be paid the said proprietor I. S. Skarbeck, for the

pour les fins susdites; et le 14ième jour d'août (1913), le dit arbitre a déposé au greffe de la dite cour, son jugement arbitral relativement à l'expropriation de l'immeuble suivant, savoir :

Un morceau de terre de forme irrégulière situé dans le canton de Bolton, comté de Brome, province de Québec, formant partie du lot numéro 1541 des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant un acre et cinquante-sept centièmes, plus ou moins, et étant indiqué en rouge sur le plan annexé au jugement arbitral susdit, et plus particulièrement désigné comme suit, savoir : commençant au point d'intersection de la ligne de division entre les lots numéro quinze cent quarante et un (1541) et quinze cent quarante-deux (1542), ainsi que la borne sud de l'emplacement de la voie de la compagnie de chemin de fer Atlantic and North West Railway, étant le numéro seize cent vingt-neuf (1629), du dit canton, le dit point d'intersection étant à une distance normale de vingt-neuf (29) pieds de la ligne centrale du présent réseau principal de la dite compagnie; de là, au nord ouest en longeant la dite borne de l'emplacement de la voie de la dite compagnie Atlantic and North West Railway, sur une longueur de deux cents (200) pieds à un point donné de la dite borne, le dit point étant une étendue carrée de dix-huit pieds, mesurée du côté sud à partir de la dite ligne centrale du réseau principal; de là, au sud ouest et en angle droit à la ligne centrale du réseau principal à une distance de dix-neuf (19) pieds; de là, au nord ouest et longeant la dite borne de l'emplacement de la voie sur un parcours de quinze cent trente (1530) pieds; de là, sur une pente au sud de soixante-dix-huit degrés et trente-huit minutes est (78° 38' E.), une distance de dix-sept cent trente-six (1736) pieds, à un point de la dite ligne de division entre les lots 1541 et 1542, le dit point étant à une distance de quarante-trois (43) pieds mesurée du côté sud et longeant la dite ligne de division au point de départ; de là, et longeant la dite ligne de division sur une distance de quarante-trois (43) pieds du point de départ, et le dit arbitre par et en vertu de son jugement arbitral ayant déclaré que la valeur du dit terrain est de \$78.50, laquelle somme le dit propriétaire I. S. Skarbeck a droit de recevoir comme indemnité, la dite somme de \$78.50 a été dûment déposée au greffe de la dite cour, le 28ième jour d'août dernier (1913); et le dit immeuble ayant été en la possession du dit I. S. Skarbeck et de Pierre Dallaire, comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble, l'enregistrement du dit avis d'expropriation, du dit jugement arbitral et du dépôt de la dite somme de \$78.50 par lesquels la dite Canadian Pacific Railway Company est devenue propriétaire du dit immeuble et qui constituent ses titres en vertu des dispositions de l'acte des chemins de fer du Canada, sont notifiées qu'il sera présentée à la dite cour, au palais de justice, à Sweet'sburg, en le dit district de Bedford, à dix heures de l'avant-midi, le cinquième jour du mois de novembre (1913), une requête demandant qu'il soit donné acte à la dite compagnie du dépôt, de son titre et de l'indemnité tel que susdit; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans cette cause, elles sont par le présent requises de signifier leurs réclamations par écrit, et de les produire au greffe du protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

JNO. P. NOYES,
P. C. S.

Chauvin, Baker & Walker,
Avocats de la dite compagnie.
Sweet'sburg, 24 septembre 1913.

3797.2

expropriation of his land for the purposes of said revised location of said Canadian Pacific Railway Company and which said arbitrator on the 14th day of August last, (1913), made and deposited in the office of said court in said district his award, to complete and fulfil the notice and proceedings in expropriation of the following immoveable property to wit:

A tract or parcel of land of irregular figure forming part of lot cadastral number 1541, of the township of Bolton, in the county of Brome, province of Quebec, containing an area of one acre and fifty seven hundredths of an acre, more or less, and being shown colored red on the plan annexed to said award and more fully described as follows, viz: commencing at the point of intersection of the division line between said lot number fifteen forty one (1541) and lot number fifteen forty two (1542), of the said township, with the southern boundary of right of way of the Atlantic and North West Railway Company, being cadastral number sixteen twenty nine (1629) of said township, said point being at a normal distance of twenty nine (29) feet measured southerly from centre line of the present main line track of the said railway company; thence, north westerly following the said boundary of right of way a distance of two hundred (200) feet to a point on said boundary, said point being at a square distance of eighteen (18) feet measured southerly from the said centre line of main line track; thence, south westerly and at right angles to said centre line of main line track a distance of nineteen (19) feet; thence, north westerly and following the said boundary of right of way a distance of fifteen hundred and thirty (1530) feet; thence, on a course south seventy-eight degrees and thirty-eight minutes east (78° 38' E.) a distance of about seventeen hundred and thirty six (1736) feet to a point on the said division line between lot number fifteen forty-one and lot number fifteen forty-two, said point being at a distance of forty-three (43) feet measured southerly and along the said division line from the point of commencement; thence, northerly and along the said division line a distance of forty-three (43) feet to the point of commencement, and the said arbitrator in and by his said award having as the price and value of said land to be paid to the proprietor thereof, awarded the sum of \$78.50 which sum was duly deposited in the office of said court on the 28th day of August last, 1913; the said immoveable property having been in the possession of said I. S. Skarbeck and of Pierre Dallaire as owners during the three years last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable previous to the making of said award and deposit of said sum of \$78.50 by which the said Canadian Pacific Railway Company has become the owner of the said immoveable property so expropriated as hereinbefore described and which constitutes its title under the provisions of the said Railway Act of Canada are hereby notified that application will be made by the said Canadian Pacific Railway Company to the said superior court, at the court house, in the village of Sweet'sburg, in the said district of Bedford, at the hour of ten of the clock in the forenoon, on the fifth day of November next, 1913, for acts of the said deposit and compensation as aforesaid and for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their claims or opposition in writing and file the same in the office of the protonotaire of said court, at Sweet'sburg aforesaid within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

JNO. P. NOYES,
P. C. S.

Chauvin, Baker & Walker,
Attorneys for said company.
Sweet'sburg, 24th September, 1913.

3798

Licitations

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 1266.

Dame Céline Forcade, de Lévis, veuve de feu Michel Joseph Boivin, en son vivant marchand, du même lieu, Demanderesse ;

vs

James Gibsons, junior, marchand, de Lévis, en sa qualité de tuteur ad hoc à Marie Jeanne Boivin, enfant mineure issue du mariage de la demanderesse avec feu son dit mari, Défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu du jugement rendu en cette cause le 15 juin dernier, et aussi en vertu du jugement rendu en cette cause le 2 octobre courant, ordonnant la vente par licitation de la propriété suivante, savoir :

Un certain immeuble sis et situé dans la ville de Lévis, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent de la ville de Lévis, comme étant le numéro cent trente-sept (137) du dit quartier, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; l'immeuble ci-dessus désigné sera mis aux enchères et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi, Cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour, au Palais de justice, en la cité de Québec, district de Québec.

La dite vente sera faite sujette aux charges, clauses et conditions exprimées dans le cahier des charges déposé au greffe de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite vente par licitation devra être produite au dit greffe au plus tard le douzième jour avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication du dit immeuble, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les intéressés de produire les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos de plein droit de le faire.

J. A. LANE,

Procureurs de la Demanderesse.

Québec, 10 octobre, 1913.

3955

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du 15 septembre 1913, rendu par la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans et pour le district de Montréal, dans une cause portant le No. 4088, dans laquelle Israël Dumas, artisan, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et Isidore Dumas, en sa qualité de curateur aux biens de Alexina Dumas, de Saint-Victor d'Alfred, dans la province d'Ontario, épouse mineure de Henry Cyr, cultivateur, du même lieu ; Arthur Pelletier, fils, Hattie Pelletier, fille majeure et usant de ses droits ; Ferdinand Pelletier, Adolphe Quévillon, Napoléon Quévillon, Ovide Quévillon, tous sept, des cité et district de Montréal ; Toussaint Dumas, Arthur Pelletier, père, en sa qualité de tuteur à ses deux enfants mineurs, Napoléon Pelletier et Anthime Pelletier, issue de son mariage avec feu Dame Azilda Dumas, et Dame Ozite Pelletier, épouse commune en biens de Donat Demers, et ce dernier

Licitations

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Québec. }
No. 1266.

Dame Céline Forcade, of Levis, widow of the late Michel Joseph Boivin, in his lifetime merchant, of the same place, Plaintiff ;

vs

James Gibsons, junior, merchant, of Levis, in his capacity of tutor ad hoc to Marie Jeanne Boivin, minor child issued of the marriage of the plaintiff with her late husband, Defendant.

Notice is hereby given that in virtue of a judgement rendered in this cause on the 15th June last, and also in virtue of a judgement rendered in this cause on the 2nd October instant, ordering the licitation of the following property, to wit :

A certain immoveable being, and situate in the town of Levis, known and designated on the official plan and book of reference for St. Lawrence ward of the town of Levis, under the number one hundred and thirty seven (137), of this said ward, with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies ; the immoveable above designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the said court in the court house of the city of Quebec, district of Quebec.

The said sale subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul to secure charges or to withdraw to the said licitation must be filed in the office of the said prothonotary at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication of the said immoveable, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing, the parties in default, of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. A. LANE,

Attorney for the Plaintiff.

Québec, 10th October, 1913.

3956

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the 15th of September 1913, rendered by a superior court, sitting at Montreal, in and for the district of Montreal, in a case bearing No. 4088, where in Israël Dumas, laborer, of city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Isidore Dumas, in his quality of curator to property to Alexina Dumas, from Saint Victor d'Alfred, in the province of Ontario, minor wife of Henry Cyr, farmer of the same place ; Arthur Pelletier, son, Hattie Pelletier, spinster, Ferdinand Pelletier, Adolphe Quévillon, Napoléon Quévillon, Ovide Quévillon, all seven from the city and district of Montreal, Toussaint Dumas, Arthur Pelletier, father, in his quality of tutor to his two minor sons, Napoléon Pelletier and Anthime Pelletier, issued from his marriage with late Dame Azilda Dumas, and Dame Ozite Pelletier, wife common as to property of Donat Demers, and this latter, personally and for

tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux présentes, ces quatre derniers de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal ; Dame Azilda alias Aimé Pelletier, de la ville de Laprairie, dit district, épouse commune en biens de Adolphe Metras, journalier, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Napoléon Dumas, de Marinville, dans la province de l'Alberta, Canada, et Evangéliste Dumas, de Southberry, dans la province d'Ontario, et Louis Quévillon, père, de la paroisse de Sainte-Martine, district de Beauharnois, en sa qualité de tuteur à Arthur Quévillon, issu du mariage de Adolphe Quévillon et de Dame Ozire Dumas, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir :

La juste moitié sud-ouest du numéro cent quarante-sept (147), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Laprairie, district de Montréal, sur la longueur de ce lot — avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1913, cour tenante, dans la salle d'audience de cette cour, au palais de justice, à Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 3 octobre 1913.

3905

[Première publication, 11 octobre 1913.]

Ratifications

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Jean Benjamin Latour, notaire public, le quatorzième jour de juillet 1913, par Malcolm D. Barclay, ingénieur civil, de la cité de Montréal, étant une sentence arbitrale par le dit Malcolm D. Barclay en faveur de "The Shawinigan Water and Power Company," corps politique et incorporé ayant son bureau chef en la cité de Montréal, dans une affaire dans laquelle la dite "Shawinigan Water and Power Company" était partie expropriante et Jules A. Chopin, médecin, de la cité de Montréal, Zenon Dufresne, du même lieu, en sa qualité de curateur à la substitution créée en vertu d'un acte de donation par Jean Longpré à Joseph Longpré en faveur des enfants et descendants de ce dernier, et Dame Clémentine Langlais, de Saint-Léonard de Port Maurice, veuve de feu Antoine Longpré, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Antoine Longpré, étaient intimés, la dite sentence étant pour une somme de quinze cents dollars (\$1,500.00) représentant la valeur, et comme compensation, de tous dommages résul-

the purpose of authorizing his said wife to these presents, this four latter from the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal ; Dame Azilda alias Aimée Pelletier, from the town of Laprairie, said district, wife common as to property of Adolphe Metras, laborer, of the same place, and this latter personally and for the purpose of authorizing his said wife to these presents ; Napoléon Dumas, from Marinville, in the province of Alberta, Canada, and Evangéliste Dumas, from Southberry, in the province of Ontario, and Louis Quévillon, father, from the parish of Sainte Martine, district of Beauharnois, in his quality of tutor to Arthur Quévillon, issued from marriage of Adolphe Quévillon and of Dame Ozire Dumas, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, to wit :

The exact south west half on the length of lot bearing number one hundred and forty seven (147), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Isidore, in the county of Laprairie, district of Montreal—with a house, a barn and other buildings thereon erected.

The above described immoveable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, 1913, the court sitting, in the court room, of the court house, in Montreal ; subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges, deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 3rd October, 1913.

3906

[First published, 11th October, 1913.]

Ratifications

Notice is hereby given that there has lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed executed before Jean Benjamin Latour, notary public, on the 14th day of July, 1913, by Malcolm D. Barclay, civil engineer, of the city of Montreal, being an award by the said Malcolm D. Barclay in favour of the Shawinigan Water and Power Company, a body politic and corporate with its head office in the city of Montreal, in a matter wherein the said Shawinigan Water and Power Company was Expropriating Party, and Jules A. Chopin, of the city of Montreal, physician, Zenon Dufresne, of the same place, in his quality of curator to the substitution created under a deed of gift by Jean Longpré to Joseph Longpré in favour of the children and descendants of the latter, and Dame Clémentine Langlais, of Saint Leonard de Port Maurice, widow of the late Antoine Longpré, in her quality of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said Antoine Longpré, were respondent, the said award being for the sum of fifteen hundred dollars (\$1500.00) as the value of, and the compensation for all

tant de l'exercice des pouvoirs de la compagnie en rapport avec la propriété immobilière suivante, savoir :

Une certaine partie ou lisière de terre formant partie du lot No 479, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, comté d'Hochelaga, ayant une largeur de 49.5 pieds de chaque côté de la ligne centrale du droit de passage de la "Shawinigan Water and Power Company" s'étendant à travers le dit lot sur une longueur de 59.95 pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, contenant une superficie de 1,672 arpents plus ou moins; la dite ligne centrale étant une continuation de la ligne centrale du droit de passage de la "Shawinigan Water and Power Company", traversant le lot 477, du dit plan et livre de renvoi officiels; la dite lisière de terre étant bornée à une extrémité par la continuation de la ligne centrale du droit de passage de la "Shawinigan Water and Power Company", traversant le dit lot No 477, à l'autre extrémité par la continuation de la ligne centrale du droit de passage de la "Shawinigan Water and Power Company" traversant le lot No 481, au dit plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par le résidu du dit lot No 479, et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 479, et en la possession du dit Jules A. Chopin comme propriétaire, sujet à certains droits éventuels, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble avant ou au temps ou la dite sentence a été rendue tel que mentionné plus haut, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour supérieure, le vingt quatrième jour de novembre 1913, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de la faire.

Et de plus avis est donné que la dite sentence ci-haut mentionnée est sous la section 6584 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que toutes personnes ayant droit ou étant intéressées dans le dit immeuble ou représentant ou étant les maris de quelques personnes ayant droit ou étant intéressées tel que susdit, devront dans le dit délai produire leurs réclamations à cette compensation couverts par la dite sentence ou à quelque partie d'icelle, afin que telles réclamations soient reçues par la cour et adjugé sur icelles.

(Signé) J. B. A. TISON,
Député protonotaire.

Montréal, 30 septembre 1913. 3903
[Première publication, 11 octobre 1913.]

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant Maître René Leroux, notaire, le huitième jour de juin, mil neuf cent

damages caused by the taking of and by the exercise of the said company's powers in connection with the following immoveable property, to wit:

That certain tract of parcel of land forming part of lot number 479, on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, county of Hochelaga, having a width of 49.5 feet on each side of the centre line of the right of way of the Shawinigan Water and Power Company extending through the said lot for a length of 599.5 feet english measure and more or less, containing an area of 1,612 arpents more or less; the said centre line being a continuation of the centre line of the right of way of the Shawinigan Water and Power Company traversing lot 477, on the said official plan and book of reference; the said tract of land being bounded at one extremity by the continuation of the centre line and right of way of the Shawinigan Water and Power Company traversing the said lot No. 477, at the other extremity by the continuation of the centre line and right of way of the Shawinigan Water and Power Company traversing lot No. 481, on the said official plan and book of reference, on one side by a remaining portion of the lot No. 479, and on the other side by a remaining portion of the said lot No. 479, and possessed by the said Jules A. Chopin as proprietor, subject to certain eventual rights, for the three years now last passed; and all persons who claim and privilege or hypothec upon the said immoveable immediately prior to and at the time of the rendering of the said award as above mentioned are hereby notified that application will be made to the said superior court, on the twenty fourth day of November, 1913, for a judgment of confirmation of title and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to serve their opposition in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing

And notice is further given that the said award above mentioned is under section 6584 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, and that all persons entitled to or interested shall within the said delay file their claims to the compensation covered by the said award or to any part thereof, in order that such claims may be received and adjudicated upon by the court.

(Signed) J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Montreal, 30th September, 1913. 3904
[First published, 11th October, 1911.]

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed of sale executed before Mtre René Leroux, notary, on the eighth day of June, one thousand

neuf, entre Alphonse Lafond, cultivateur, résidant au village de la Côte de la Visitation en la paroisse de Montréal, et M. Louis Eméry Beaulieu, avocat, résidant en la cité de Montréal, étant une vente par le dit Alphonse Lafond au dit Louis Eméry Beaulieu, avec les garanties de droit et libre de toutes charges et hypothèques, de l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain destiné à être vendu par lots à bâtir situé au village de la Côte de la Visitation connu sous le No cent quatre-vingt-un, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte de la Visitation à Montréal, contenant vingt sept arpents en superficie; tenant en front au nord-ouest partie par le chemin de la Côte de la Visitation et partie par le No cent quatre vingt deux, en arrière au lot No vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hoche-laga, d'un côté au lot No cent quatre-vingt et de l'autre côté aux lots Nos cent quatre-vingt-deux et cent quatre-vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, et au lot No dix-huit des dits plan et livre de renvoi officiels du village d'Hoche-laga, avec bâtisses dessus érigées et en la possession du dit Louis Eméry Beaulieu, comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit terrain a été acquis par le dit Alphonse Lafond, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le vingtième jour de novembre 1913, une demande en ratification de titre, sauf néanmoins quant à l'hypothèque de \$22,000.00 garantissant la balance du prix de vente de l'immeuble sus décrit par le dit Alphonse Lafond au dit Louis Eméry Beaulieu, aux termes du dit acte de vente, passé devant Maître René Leroux, le huit juin 1909, et enregistré au bureau d'enregistrement d'Hoche-laga et Jacques-Cartier, le seize décembre de la même année, sous le No 165,782, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Duputé protonotaire.

Pelletier, Létourneau,
Beaulieu & Mercier,
Avocat du requérant.
Montréal, 7 octobre 1913. 3979
[Première publication, 11 octobre 1913]

nine hundred and nine, between Alphonse Lafond, farmer, residing in the village of Côte de la Visitation, in the parish of Montreal, and Mr. Louis Emery Beaulieu, attorney, residing in the city of Montreal, being a sale by the said Alphonse Lafond to the said Louis Emery Beau-lieu, with implied warranty and free from all charges and mortgages, of the following immov-able, to wit :

A piece of ground intended to be sold in building lots, situate in the village of Côte de la Visitation, known under No. one hundred and eighty one, of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, at Montreal, containing twenty seven arpents in area; bounded in front, on the north west side, partly by the Côte Visitation road and partly by lot No. one hundred and eighty two, in the rear by lot No. twenty two, of the official plan and book of reference of the village of Hoche-laga, on one side by lot No. one hundred and eighty and on the other side by lots Nos. one hundred and eighty two and one hundred and eighty three, of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation and lot No. eighteen of the official plan and book of reference of the village of Hoche-laga, with buildings thereon erected and possessed by the said Louis Emery Beaulieu as proprie-tor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately previous to and at the time the same were acquired by the said Alphonse Lafond, are hereby notified that application will be made to the said court on the twentieth day of November, 1913, for a judgment of confirmation of title, save however as to the hypotec of \$22,000.00 as security for the balance of the price of sale of the immove-able herein above described by the said Alphonse Lafond to the said Louis Eméry Beaulieu, in accordance with the terms of said deed of sale, passed before Mtre René Leroux, on the eight day of June, 1909, and registered in the regis-trar's office of Hoche-laga and Jacques Cartier, on the sixteenth day of December of the same year, under No. 165,782; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposi-tion in writing and file the same in the office of the said prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will be for-ever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Pelletier, Létourneau,
Beaulieu & Mercier,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 7th October, 1913. 3980
[First published, 11th October, 1913.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Arthabaska, à savoir : } **THEOPHILE BEAU-**
No 1242. } **DOIN, Demandeur;**
contre **FERDINAND BOUTIN, Défendeur.**

Un terrain, étant une subdivision de partie du lot numéro quatre cent soixante-un a, du cadastre pour le village de Kingsville, maintenant Thetford Mines, et connu comme étant le numéro quatre cent soixante un-a-vingt neuf (461-a-29); borné au nord par la rue Johnson, à l'est par le lot No 461-a-28, au sud par une partie non divisée du lot No 461-a, et à l'ouest par le lot No 461-a-30; mesurant cinquante pieds en largeur et 100 pieds en profondeur, et contenant cinq mille pieds carrés en superficie, circonstances et dépendances, à la réserve de tous les droits de la Compagnie Johnson, suivant ses contrats enregistrés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford Mines, le **DOUZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, 1913, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 7 octobre 1913. 3947
[Première publication, 11 octobre 1913.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Arthabaska, to wit : } **THEOPHILE BEAU-**
No. 1242. } **DOIN, Plaintiff;**
against **FERDINAND BOUTIN, Defendant.**

A piece of land being a subdivision of part of lot number four hundred and sixty one, of the official cadastre of the village of Kingsville, now Thetford Mines, and known as being number four hundred and sixty one-a-twenty nine, (461-a-29); bounded to the north by Johnson street, to the east by lot No. 461-a-28, to the south by an un-subdivided portion of lot No. 461-a, and to the west by lot No 461-a-30, measuring fifty feet in breadth by one hundred feet in depth, and containing five thousand square feet superficial area, circumstances and dependencies, all rights of the Johnson's Co., duly reserved as per registered contracts.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford Mines, on the **TWELFTH** day of **NOVEMBER** next, 1913, at **NINE** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 7th October, 1913. 3948
[First published, 11th October, 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **JOSEPH BISSONNETTE,**
No 1358. } **Demandeur; vs AMIS-**
DAS FONTAINE ET AL, Défendeurs.

Un emplacement situé au huitième rang du canton de Frampton, contenant en front, sur le chemin public, cinquante-huit pieds, sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en avant au nord-est au chemin public, au sud à l'ouest à H. Henderson, au nord au demandeur propriétaire de la partie du lot, et connu, le dit emplacement comme faisant partie du lot numéro cent huit (ptie. No. 108) du cadastre officiel pour Saint-Malachie, avec ensemble une boutique de forge, mais sans outils, mais avec roue à vent, scie à ruban, un tour et une meule et les strapes, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Malachie, le **ONZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain (1913), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 7 octobre, 1913. 3943
[Première publication, 11 octobre 1913.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **JOSEPH BISSONNETTE,**
No. 1358. } **Plaintiff; vs AMIS-**
DAS FONTAINE ET AL, Defendants.

An emplacement situats in the eighth range of the township of Frampton, measuring in front, on the public road, fifty eight feet, by one hundred feet in depth, english measurements; bounded in front to the north east by the public road, on the south and west by H. Henderson, on the north by the plaintiff proprietor of part of the lot, and known, the said emplacement, as forming part of the lot number one hundred and eight (pt. No. 108), of the official cadastre for Saint Malachie—together with a blacksmith shop, tools excepted, a wind mill, a bond saw, lathe, grindstone, belting, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Malachie, on the **ELEVENTH** day of **NOVEMBER** next, (1913), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 7th October, 1913. 3944
[First published, 11th October, 1913.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } LA SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION du district d'Iberville, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME MARIE JOSEPHINE MOREAU ET VIR, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse :

Un morceau de terre sis et situé au côté est de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant le coin nord-ouest du lot numéro cent trois, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, de la contenance en mesure anglaise, de quarante et un pieds et neuf pouces de front sur cent quatorze pieds et trois pouces de profondeur, distraction faite d'une lisière de terrain de six pieds de largeur sur toute la frontière du dit morceau de terre; la dite lisière ayant été expropriée par la dite ville pour les fins de l'élargissement de la dite rue Champlain, le tout plus ou moins; borné au sud et à l'est par le résidu du dit lot No 103, au nord par le lot No 102, et en front à l'ouest par la dite rue Champlain—avec une maison et autres bâties et érigées.

A la charge par l'acquéreur d'une rente viagère de deux cents piastres par année, en faveur de Dame Elizabeth Macdonald, veuve de feu H. Delisle, de la cité et du district de Montréal, conformément à un acte passé devant Mtre V. Morin, notaire public, de la dite cité de Montréal, le vingt et un octobre mil huit cent quatre-vingt-quinze, et enregistré sous le No 19850 du registre B, au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean; la dite rente payable le premier jour de juillet de chaque année.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le ONZIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 7 octobre 1913.

[Première publication 11 octobre 1913.]

Shérif.

3941

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville

Saint Johns, to wit : } THE PERMANENT BUILDING SOCIETY OF CONSTRUCTION of the district of Iberville, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARIE JOSEPHINE MOREAU ET VIR, Defendant.

As belonging to the said defendant :

A piece of ground lying and situate on the east side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the north west corner of the lot number one hundred and three, on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, containing in english measure, forty one feet and nine inches in front by one hundred and fourteen feet in depth, now including a strip of land of six feet in width on all the front of the said piece of ground; said strip having been expropriated by the said town for the purposes of widening the said Champlain street the whole more or less; and bounded to the south and to the east by the remainder of the said lot No. 103, to the north by the lot No. 102, and to the front on the west by the said Champlain street, —with a house and other buildings thereon erected.

To the charge by the acquirer of a life annuity of two hundred dollars a year, in favor of Dame Elizabeth Macdonald, widow of the late H. Delisle, of the city and district of Montreal, in accordance with a deed passed before Mtre V. Morin, public notary, of the said city of Montreal, on the twenty first day of October, one thousand eight hundred and ninety five, and registered under No. 19850 of the register B, at the registry office of the county of Saint Johns; said annuity payable on the first day of July of each year.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 7th October, 1913.

[First published, 11th October, 1913.]

Sheriff.

3942

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : } DESIRE MERCIER, No 177, industriel, de Saint-Cyrille, Demandeur; contre PAUL FORTIN, du même lieu, Défendeur.

1° Un terrain situé sur le troisième rang du canton Fournier, ayant environ cinq arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a; borné nord au chemin Arago, sud au quatrième rang, à l'est à Onésime Thibault, et au sud-ouest à Joseph Langlois, lequel terrain est connu au cadastre officiel du canton Fournier, comme étant la partie sud du No sept A—circonstances, dépendances et appartenances.

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit : } DESIRE MERCIER, No. 177, manufacturer, of Saint Cyrille, Plaintiff; against PAUL FORTIN, of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate in the third range of township Fournier, measuring about five arpents in width by the depth existing; bounded on the north by Arago road, on the south by the fourth range, on the east by Onésime Thibault, and on the south west by Joseph Langlois, which lot of land is known on the official cadastre of township Fournier, as being the south portion of No. seven A—circumstances and dependencies.

2° La moitié indivise d'un certain terrain situé sur le troisième rang du canton Fournier; borné nord au deuxième rang, sud au quatrième rang, sud-ouest à Cyrille Bernier, nord-est à Napoléon Caron, connu au cadastre officiel du canton Fournier, comme partie du lot No deux A.

3° La moitié indivise d'un circuit de terrain situé sur le haut du deuxième rang du canton Fournier, étant le numéro cent quatre-vingt-neuf, du cadastre officiel du dit canton Fournier, dans le comté de L'Islet—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1913, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, }
 Montmagny, 10 septembre 1913. }
 [Première publication, 13 septembre 1913.] }

GEO. ROY,

Shérif.

3E09.2

2. The undivided half of a certain lot of land situate on the third range of township Fournier; bounded on the north by the second range, south by the 4th range, south west by Cyrille Bernier, north east by Napoléon Caron, known on the official cadastre of township Fournier, as forming part of lot No. two A.

3. The undivided half of a tract of land situate in the rear of the second range of township Fournier, being to No. one hundred and eighty nine, of the official cadastre of the said township Fournier, in the county of L'Islet—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, }
 Montmagny, 10th September, 1913. }
 [First published, 13th September, 1913.] }

GEO. ROY,

Sheriff.

3610

Ventes par le Shérif—Montréal

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: }
 No 4276. } DAME ELIZA SANSCAR-
 TIER, de la cité de
 Montréal, veuve de Théophile Gravel, Demande-
 resse; contre J. WILFRID GRAVEL, tant person-
 nellement qu'en sa qualité de tuteur à Armand
 Gravel *et al* suivant acte de tutelle dûment homo-
 logué par le protonotaire de cette cour le 28 avril
 1913, *et al*. Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, en leur qualités susdites, les immeubles suivants, savoir:

La moitié indivise dans un terrain et les bâtisses sis et situés dans le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante dix (70) de la subdivision du lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, sous le numéro vingt-cinq (25) et la moitié indivise de la moitié nord-est du lot connu sous le numéro soixante neuf (69) de la subdivision du sedit lot connu sous le numéro vingt-cinq (25); borné en front par la rue Pictou, avec la moitié dans les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, }
 Montréal, 8 octobre 1913. }
 [Première publication, 11 octobre 1913.] }

L. J. LEMIEUX,

Shérif.

3997

Sheriff's Sales—Montreal

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit: }
 No. 4276 } DAME ELIZA SANSCAR-
 TIER, of the City of
 Montreal, widow of Théophile Gravel, Plaintiff;
 against J. WILFRID GRAVEL, both personally
 and in his capacity of tutor to Armand Gravel *et al*
 pursuant to an Act of tutor-ship homologated by
 the Prothonotary of the said Court the 28th April,
 1913, *et al*, Defendants;

Seized as belonging to the said defendants, in their aforesaid capacities, the following immoveables to wit:

The undivided half interest in a lot of land and the buildings being and situate in Mont-Royal Ward, of the City of Montreal; known and designated under the number seventy (70) of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote des Neiges, under the number twenty five (25) and the undivided half of the north-east half of the lot known under the number sixty-nine (69) of the subdivision of the aforesaid lot number twenty-five (25); bounded in front by Pictou street, with the half interest in the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office, }
 Montreal, 8th October, 1913. }
 [First published, 11th October, 1913.] }

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

3998

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Ottawa.

Ottawa, à savoir: }
 No 3497. } THE GOULD SHAPELY &
 MUIR CO., LIMITED,
 Demanderesse; contre JOSEPH FOURNIER,
 Défendeur, à voir:

Tout ce morceau de terre connu et désigné comme étant les deux-tiers sud en largeur du lot

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Ottawa.

Ottawa, to wit: }
 No. 3497. } THE GOULD SHAPELY &
 MUIR CO., LIMITED,
 Plaintiff; against JOSEPH FOURNIER, Defend-
 ant, to wit:

All that piece of land known and designated as the south two-thirds in width of the lot number

numéro trois cent quatre-vingt dix-sept (397), d'après le plan du cadastre pour le village de Pointe Gatineau, dans le comté et district d'Ottawa, et borné comme suit : au nord par l'autre tiers du même lot appartenant à F. X. Laurin *et al.*, à l'est ou en front par le chemin, au sud par le lot No 398, et à l'ouest ou en arrière par le lot No 385—avec les bâtisses et améliorations ci-dessus et droits et appartenances y appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement dans la cité de Hull, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 16 septembre 1913. [Première publication, 20 septembre 1913.]

three hundred and ninety seven (397), according to the cadastral plan for the village of Gatineau Point in the county and district of Ottawa, and bounded as follows : to the north by the other third of the same lot belonging to F. X. Laurin, *et al.*, to the east or in front by the road, to the south by lot No 398, and to the west or in rear by the lot No. 385—with the buildings and improvements thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the city of Hull, on the FOURTH day, of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 16th September, 1913. [First published, 20th September, 1913.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, savoir : } GIDDING LIMITED, No 694.

} G corps politique et incorporé, ayant son siège et principale place d'affaires dans la ville de Granby, dans le district de Bedford, Demanderesse ; contre la compagnie "HATLEY DAIRY LIGHT AND POWER COMPANY, LIMITED", corps politique et incorporé, ayant son siège et principale place d'affaires dans le canton Hatley, district de Saint-François, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir :

1° Le résidu du lot numéro soixante-quinze (No 75), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Hatley, dans le district de Saint-François, après y avoir déduit et réservé cette partie du dit lot désigné comme suit : toute cette partie du dit lot qui se trouve entre le ruisseau situé sur la ligne nord et est de cette partie de lot et le terrain de Mlle Mirriam Weston, et la ligne est du lot du cadastre numéro soixante et onze (No 71) ; bornée au nord et à l'est par le dit ruisseau, au sud par le lot du cadastre numéro soixante-neuf (No 69), et à l'ouest par le dit lot du cadastre numéro soixante et onze (No 71), le dit résidu étant borné à l'ouest par le lot numéro soixante-douze (No 72), au nord par le lot numéro soixante-quatorze (No 74), à l'est par le numéro soixante-seize (No 76), et au sud par le dit ruisseau, avec en plus un droit de passage en voiture longeant la ligne sud des dits lots du cadastre numéro soixante-onze et soixante-quinze (No 71 et 75), et la ligne nord du lot du cadastre numéro soixante et dix (No 70).

2° Le coin sud-ouest du lot du cadastre numéro soixante-seize (No 76), du premier rang du canton Hatley ; borné et désigné comme suit : commençant à point faisant le coin sud-est du morceau de terre connu sous le nom de lot du cimetière méthodiste et le coin nord-est du morceau de terre connu sous le nom de "Lot de Hébert F. Pope", de là, dans la direction de l'est en ligne avec la ligne de séparation entre le dit lot de Hébert F. Pope et le dit cimetière méthodiste, cinquante-sept pieds (57 pds), jusqu'à un poteau, de là, vers le sud, parallèle à la ligne est du dit lot de Hébert F. Pope, pour une distance d'environ cent trente-trois pieds et demi, plus ou moins, jusqu'à la ligne nord du terrain de feu George Weston ou représentants légaux ; de là, vers l'ouest longeant la dite ligne nord du terrain de feu George Weston, cinquante-sept

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } GIDDINGS LIMITED, No 694.

} G a body politic and corporate, having its principal office and place of business at the town of Granby, in the district of Bedford, Plaintiff ; against, the "HATLEY DAIRY, LIGHT & POWER COMPANY LIMITED", a body politic and corporate duly incorporated, having its principal office and place of business in the township of Hatley, in the district of Saint Francis, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

1. The residue of lot number seventy-five (No. 75), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, after deduction and reserving therefrom that portion of said lot described as follows : all that part of said lot laying between the brook on the northerly and easterly line of said part of lot and the land of Miss Mirriam Weston, and the easterly end line of cadastral lot number seventy one (No. 71), bounded northerly and easterly by the said brook ; southerly by cadastral lot number sixty nine (No 69), and westerly by said cadastral lot number seventy one (No. 71) the said residue being bounded to the west by lot number seventy two (No. 72), to the north by lot number seventy four (No. 74), to the east by lot number seventy six (No 76), and to the south by said brook, together with a right of way for a carriage road along the southerly line of said cadastral lots numbers seventy one and seventy five (Nos 71 and 75), and the northerly line of cadastral lot number seventy No. 70).

2. The south-west corner of cadastral lot number seventy six (No. 76), in said first range of the township of Hatley ; bounded and described as follows : commencing at a point forming the south easterly corner of the parcel of land known as the Methodist cemetery lot, and the north easterly corner of the parcel of land now known as the Hébert F. Pope, lot : thence, easterly in line with the division line between the said Hébert F. Pope lot and the said Methodist cemetery lot, fifty seven feet (57 ft), to a post ; thence, southerly parallel with the easterly line of said Hébert F. Pope lot, about one hundred and thirty three and one half feet, more or less, to the northerly line of the land of the late George Weston, or legal representatives ; thence, westerly along the said northerly line of said Westons' land, fifty seven (57) feet, to the south easterly corner of

sept pieds (57 pds) jusqu'au coin sud-est du dit lot de Pope; de là, vers le nord longeant la ligne est du dit lot de Pope, cent trente-trois pieds et demi, plus ou moins, jusqu'au point de départ.

3° Une autre partie du dit lot du cadastre numéro soixante-seize (No 76) du premier rang du canton Hatley; borné et désigné comme suit: commençant à un point sur la ligne sud du dit lot soixante-seize (76), à une distance de cinquante-sept pieds (57 pieds), à l'est du coin sud-ouest du dit lot, et de là, dans la direction de l'est longeant la ligne sud du dit lot, vingt perches, de là, allant vers le nord parallèle à la ligne ouest du dit lot huit (8) perches; de là, vers l'ouest parallèle à la ligne ouest du dit lot huit perches jusqu'au point de départ et contenant en superficie une acre plus ou moins: sujet à la charge par la dite compagnie "Hatley Dairy Light & Power Company", ses successeurs et ayants-cause de clôturer et entretenir les côtés nord et est du dit morceau de terre à ses propres frais.

Le tout avec un moulin à scie, matériel, machines et outillages s'y rapportant, et autres bâtisses érigées et améliorations faites sur les dits morceaux de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid de Barnston, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1913, à DEUX heures de l'après-midi.

Les dits morceaux de terre pour être vendus en bloc, par ordre des juges de la cour supérieure.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 15 septembre 1913. 3649.2
[Première publication, 20 septembre 1913.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe
Saint-Hyacinthe, à savoir: } SIMEON DION,
No 115. } Demandeur, vs
DESIRE DEROSIERS, Défendeur.

Un terrain connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-André d'Acton, sous le numéro cent cinquante-trois (153), borné au nord par le troisième rang, au sud par un chemin public, à l'est par le No 154, et à l'ouest par le No 152, ayant environ neuf chaînes soixante-cinq mailles sur soixante-treize chaînes, formant soixante-dix acres une rod et trente et une perches en superficie—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église d'Actonvale, comté de Bagot, mardi, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 6 octobre 1913. 4003
[Première publication, 11 octobre 1913.]

said Pope; lot thence, northerly along the said easterly line of said Pope lot, one hundred and thirty three and one half feet, more or less, to the place of beginning.

3. Another part of said cadastral lot number seventy six (76), in the first range of Hatley; bounded and described as follows: commencing at a point on the southerly line of said lot seventy six (76), distant fifty seven feet (57ft), easterly from the south westerly corner of said lot, and thence running easterly along the southerly line of said lot, twenty rods; thence, northerly parallel with the westerly line of said lot, eight rods (8); thence, westerly, parallel with the southerly line of said lot, twenty rods; and thence, southerly parallel with the westerly line of said lot eight rods, to the place of beginning and containing in superficies one acre, more or less, subject to the obligations on the part of the said "Hatley Dairy Light & Power Company", its successors and assigns, to fence and keep fenced the northerly and easterly sides of the said described parcel of land, at its own proper costs.

The whole with the saw-mill, plant machinery and apparatus connected therewith, and other buildings and improvements on said several parcels of land erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilfrid of Barnston, on the TWENTY-SECOND day of OCTOBER next, 1913, at TWO of the clock in the afternoon

The said several parcels of land to be sold en bloc, by order of one of the judges of the superior court.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 15th September, 1913. 3650
[First published, 20th September, 1913.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the aforementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinthe, to wit: } SIMEON DION,
No. 115. } Plaintiff; vs
DESIRE DEROSIERS, Defendant.

A lot of land known and designated on the official cadastre of the parish of Saint André d'Acton, under number one hundred and fifty three (153), bounded on the north by the third range, on the south by a public road, on the east by No. 154, and on the west by No. 152, being about nine chains sixty five mailles by seventy three chains, forming seventy acres one rod and thirty one perches in superficies—with buildings thereon erected.

To be sold in the parochial church door of Actonvale, county of Bagot, tuesday, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Hyacinthe, 6th October, 1913. 4004
[First published, 11th October 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **IN RE HILAIRE COURCHESNE,**
No 288.

requérant cession ; contre **MAURICE BELAND**, débiteur cédant, et **J. Ovide Courchesne**, curateur.

Comme appartenant au débiteur cédant, savoir :

1° Un terrain ou emplacement situé en la ville de Nicolet, sur la rue Saint-Philippe, borné par le bout nord-est à la dite rue Saint-Philippe ; par le sud-ouest, à une distance d'environ quatre-vingt-neuf pieds de la dite rue, du côté nord partie au terrain ci-après désigné et partie du terrain appartenant au révérend Messire Pratte, et du côté sud, partie à Julien Courteau, et partie à Theod. Desilets ; le dit terrain ayant cinquante pieds de front sur la rue Saint-Philippe, sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds, le tout plus ou moins ; icelui terrain faisant partie nord du lot numéro trois cent trente-trois (333), du cadastre du comté de Nicolet, pour la ville de Nicolet—avec bâtisses dessus construites.

2° Un terrain ou emplacement situé au même lieu, sur la rue Saint-Philippe, contenant environ cinquante pieds de front sur soixante et douze pieds de profondeur ; borné par devant par la dite rue, par derrière au bout de la dite profondeur, et au révérend Messire Pratte, joignant au nord à la rue Panet, et du côté sud, au terrain ci-dessous désigné—avec les bâtisses dessus construites, icelui terrain faisant partie du lot de terre numéro trois cent trente-deux (332), du cadastre du comté de Nicolet pour la ville de Nicolet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le **VINGT ET UNIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif
Trois-Rivières, 17 septembre 1913. 3691.2
[Première publication, 20 septembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DANS** une cause dans
No 199. } laquelle **LOUIS**

TRÉPANIÉR, était Demandeur ; vs **THE BRITISH AMERICA ASSURANCE COMPANY LIMITED**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et un bureau d'affaires à Montréal, Défenderesse.

Comme appartenant au dit demandeur saisi, **Louis Trépanier**, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint Adelphe, dans le village, faisant partie du lot numéro sept cent vingt-deux (p. 722), du cadastre de la paroisse de Saint Stanislas, contenant cinquante pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur ; borné en front vers l'ouest au chemin public, en profondeur et du côté sud à Garneau Trudel, du côté nord par George Trépanier, le tout mesure anglaise.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le **VINGT-TROISIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif
Trois-Rivières, 12 septembre 1913. 3693.2
[Première publication, 20 septembre 1913.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **IN RE HILAIRE COUR-**
No. 288. } **CHESNE**, petitioner for

assignment ; against **MAURICE BELAND**, insolvent debtor, and **J. Ovide Courchesne**, curator.

As belonging to the insolvent debtor, to wit :

1. A lot or emplacement situate in the town of Nicolet, on Saint Philip street ; bounded on the north east end by the said Saint Philip street, on the south west at a distance of about eighty nine feet from the said street, on the north side partly by the lot belonging to the Reverend Mr. Pratte, and on the south side partly by Julien Courteau, and partly by Theod. Desilets, the said lot being fifty feet in front on Saint Philip street, by a depth of eighty nine feet, all more or less ; such lot forming the north part of lot number three hundred and thirty three (333), of the cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet—with the buildings thereon erected.

2. A lot or emplacement situate in the same place, on Saint Philip street, containing about fifty feet in front by seventy two feet in depth ; bounded in front by the said street, in the rear by the end of the said depth and by Reverend Mr. Pratte, on the north by Panet street, and on the south side by the lot heretofore designated—with the buildings thereon erected, the said lot forming part of lot number three hundred and thirty two (332), of the cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the **TWENTY FIRST** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif
Three Rivers, 17th September, 1913. 3692
[First published, 20th September, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **IN** a cause in which
No. 199. } **LOUIS TRÉPANIÉR**, was Plaintiff ; vs **THE BRITISH AMERICA ASSURANCE COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and an office in Montreal, Defendant.

As belonging to the said Louis Trépanier, the Plaintiff seized, to wit :

An emplacement situate in the parish of Saint Adelphe, in the village, forming part of lot number seven hundred and twenty two (p. 722), of the cadastre of the parish of Saint Stanislas, containing fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth ; bound-d in front towards the west by the public road, in depth and on the south side by Garneau Trudel, on the north side by Georges Trépanier, all english measurement.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the **TWENTY THIRD** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif
Three Rivers, 12th September, 1913. 3694
[First published, 20th September, 1913]

13 OCT 1913

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatrième jour de septembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Québec.—M. Richard Timmons, employé de douane, Montcalmville.

District de Montréal.—MM. Jean-Baptiste Chevalier, agent, Montréal, et Edmour Bernard, pharmacien, de la Pointe Saint Charles, Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du deuxième jour d'octobre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—M. Charles Dellvyn Cornell, trésorier, de la "Prudential Trust Company Ltd," Notre Dame de Grâce.

District de Saint-François.—M. Joseph Gauthier, cultivateur, d'Ascot, comté de Sherbrooke.

District de Gaspé.—Dr William James Enright, Sainte-Adélaïde de Pabos, comté de Gaspé.

3949

Proclamation

C. FITZPATRICK,
Administrateur.

[L. S.]

CANADA.

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } ATTENDU qui a
Sous-ministre de la } A plu au Dieu Tout-
Justice, Canada. } Puissant, dans sa bonté
extrême, d'accorder au Canada cette année une abondante moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population par tout le Dominion, doivent être reconnus d'une manière publique et solennelle; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, lundi, le vingtième jour d'octobre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets par tout le Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et bien-aimé Conseiller le Très Honorable Sir CHARLES FITZPATRICK, Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George; Juge en chef du Canada; Administrateur du Gouvernement de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent treize, et de Notre Règne la quatrième.

Par ordre,

THOMAS MULVEY,
Sous-secrétaire d'Etat.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of September, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Quebec.—Mr Richard Timmons, custom house employe, Montcalmville.

District of Montreal.—Messrs. Jean-Baptiste Chevalier, agent, of Montreal, and Edmour Bernard, druggist, of Pointe Saint-Charles, Montreal.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the second day of October, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Mr Charles Dellvyn Cornell, treasurer of the "Prudential Trust Company Ltd", Notre-Dame de Grâce.

District of Saint-Francois.—Mr Joseph Gauthier, farmer, of Ascot, county of Sherbrooke.

District of Gaspé.—Mr. William James Enright, physician, of Sainte-Adélaïde de Pabos, county of Gaspé.

3950

Proclamation

C. FITZPATRICK,
Administrator.

[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—GREETING :
A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } WHEREAS it hath
Deputy Minister of } pleased Almighty
Justice, Canada. } God, in His Great Goodness to vouchsafe this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint Monday, the twentieth day of October next, as a day of general thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and all other blessings with which Canada has been favoured this year; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNES, Our Right Trusty and Well-beloved Councillor The Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Chief Justice of Canada; Administrator of the Government of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWELFTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By Command,

THOMAS MULVEY,
Under-Secretary of State.

Avis du Gouvernement

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par Narcisse Gauthier et autres, dans le comté de Bonaventure, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Omer" et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Saint-Omer.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce neuvième jour du mois d'octobre 1913.

JOS. ED. CARON,

4005 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

Government Notices

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been constituted by Narcisse Gauthier and others, in the county of Bonaventure, under the name of "Saint-Omer Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business in the parish of Saint Omer.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this ninth day of the month of October, 1913.

JOS. ED. CARON,

4006 Minister of Agriculture and Roads.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve, (2 Ed. VII, chap. 115) et ses amendements pour augmenter jusqu'à \$4500.00 la rente viagère annuelle payée à chacun des enfants du testateur et pour faire payer par la succession les frais et déboursés encourus par l'adoption de la dite loi.

JACQUES VILLENEUVE,

Requérant.
3975

Montréal, 7 octobre, 1913.

Avis public est par les présentes donné que le cité de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour autoriser le conseil à reconstruire un poste de police et de pompiers et le pouvoir d'appareils à éteindre les incendies. Définir la responsabilité de la cité quant aux aliénés, les tuberculeux et les enfants venant de municipalités étrangères ; autoriser le conseil à émettre dans certains cas, des bons temporaires ; définir ses pouvoirs quant à l'acquisition de propriétés pour fins d'utilité publique, la police, les finances, la voirie, l'hygiène, ainsi que sur toutes matières concernant l'administration générale. Pour amender la loi concernant l'ouverture du Boulevard Pie IX. Pour autoriser aussi le conseil à intervenir dans le bill à être présenté par la cité de Montréal, et demander un décret obligeant la dite cité à ouvrir et paver, dans un délai déterminé, une certaine partie des rues Sherbrooke, Boyce et du Boulevard Pie IX. Autoriser le conseil à disposer de certains lots de terre possédés par la cité. Pourvoir à ce que des arrangements soient faits avec les compagnies intéressées, pour l'enfouissement des fils dans certaines rues de la cité. Pour amender l'article 25 de la 61ème Victoria, chap. 57.

JOSEPH MORIN,

Procureur, cité de Maisonneuve.

Montréal, 8 octobre, 1913.

3973

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act respecting the estate of the late Joseph Octave Villeneuve (2 Ed. VII, chap. 115) and its amendments, for the purpose of increasing up to the amount of \$4500.00 the annual life-rent paid to each of the children of the testator and make the estate pay the expenses and disbursements for the passing of the said act.

JACQUES VILLENEUVE,

Petitioner
3976.

Montreal, October 7th, 1913.

Public notice is hereby given that the city of Maisonneuve, will apply at the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and obtain the following additional powers :

To authorise the council to reconstruct a police and fire station and equip it with the necessary fire apparatus. To define the responsibility of the city as to insane and tuberculous persons and children coming from outside municipalities : to authorise the council to issue in certain cases temporary bonds, to define its powers as to the acquisition of properties for public utility purposes, as to police, finances, roads, health, and to all matters concerning the general administration. To amend the law relating to the opening of Pie IX Boulevard. To authorize also the council to intervene in the bill to be presented by the city of Montreal, and ask for a decree binding the said city to open and have within a specified delay, certain portions of Sherbrooke and Boyce streets and Pie IX Boulevard. To authorize the council to sell certain lots of land, the property of the city. To provide that agreements be entered into with the interested companies for the burying of wires in certain streets of the city. To amend section 25th of 61st Victoria, chap. 57.

JOSEPH MORIN,

Attorney, city of Maisonneuve.

Montreal, 8th October, 1913.

3974

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est, par les présentes donné que Dame Emma Zaïde Beaudry, veuve de Louis Fréchette, en son vivant avocat et littérateur, grevée de substitution dans les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule J. B. Beaudry, ses pères et frères, ainsi que Dame Jeanne Fréchette, épouse de Honoré Mercier, avocat, Dame Louise Fréchette, épouse de Henri A. Béique, avocat, et Dame Pauline Fréchette, épouse de J. A. Handfield, médecin, les appelées aux substitutions susdites, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à vendre, échanger, hypothéquer, ou autrement aliéner engager les immeubles tombés dans leur part des dites successions, en vertu d'un partage en justice homologué le 14 novembre 1890, et cela aux conditions qu'il plaira à la législature d'imposer, et pour autres fins se rapportant aux dites matières.

H. A. BEIQUE,
Procureur des requérantes.

Montréal, 7 octobre, 1913. 3977

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par J. E. Aldred, Thomas McDougall, Howard Murray, Julian C. Smith, W. S. Hart, de la cité de Montréal, et Denis Murphy, de la cité d'Ottawa, Canada, pour obtenir une loi afin d'incorporer "The Three Rivers Traction Company", dans le but de construire un chemin de fer électrique dans la cité des Trois Rivières et de la dite cité dans une direction ouest à travers les différentes paroisses, villages et villes jusqu'à la ville de Berthier, et à l'est à travers les différentes paroisses, villages et villes de Portneuf et en général à travers tout le district de Trois Rivières, au nord du fleuve Saint-Laurent.

Daté à Trois Rivières, P. Q., ce septième jour d'octobre 1913.

JACQUES BUREAU,
Solliciteur des requérants.

3991

Avis est par le présent donné que "The Board of Co-operation of the Theological Colleges", affiliés à l'Université McGill, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer le dit bureau sous le nom ci-dessus ou nom semblable, tel qu'il peut être décidé, avec pouvoir de mettre en opération une institution d'instruction théologique, et les pouvoirs ordinaires y ayant rapport.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1913. 3996

Avis est par le présent donné que Samuel Eidlow, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, médecin, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de sa profession, et membre du dit collège, et pour autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Solliciteurs de Samuel Eidlow.

Montréal, 8 octobre 1913. 3989

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Grâce Ouest, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières qui se trouvent dans les limites de leur municipalité, notwithstanding les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et pour autres fins.

Montréal, 8 octobre 1913. 4011

Province of Quebec, }
District of Montréal. }

Notice is hereby given that Dame Emma Zaïde Beaudry, widow of Louis Fréchette, in his life-time lawyer and litterator, institute to the substitutions in the Estates of late Jean-Baptiste Beaudry and Hercule J. B. Beaudry, her father and brother, and also Dame Jeanne Fréchette, wife of Honoré Mercier, lawyer, Dame Louise Fréchette, wife of Henri A. Béique, lawyer, and Dame Pauline Fréchette, wife of J. A. Handfield, doctor, the substitutes to the substitutions herein setforth, will apply to the Legislature, at its first session, to obtain a law authorizing them to sell, exchange, hypothecate or otherwise dispose of or engage the immoveables forming their share of the said Estates, in virtue of a partition in justice homologated November the 14th., 1890, and this, at the conditions that will please to the Legislature to impose and for all other purposes relating to the said matters.

H. A. BEIQUE,
Attorney for petitioners.

Montreal, October 7th., 1913. 3978

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec by J. Aldred, Thomas McDougall, Howard Murray, Julian C. Smith, W. S. Hart, of the city of Montreal, and Denis Murphy, of the city of Ottawa, Canada, for the passing of an act to incorporate the "Three Rivers Traction Company", for the purpose of constructing an electric railway in the city of Three Rivers, and from said city in a westerly direction through the various parishes, villages and towns to the town of Berthier and easterly through the various parishes, villages and towns to Portneuf and generally through the whole district of Three Rivers, north of the Saint Lawrence river.

Dated at Three Rivers, P. Q., this seventh day of October, 1913.

JACQUES BUREAU,
Sollicitor for applicants.

3992

Notice is hereby given by the "Board of Co-operation of the Theological Colleges", affiliated with McGill University that it will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate the said board under the above or such similar name as may be decided upon, with power to carry on an institution of theological instruction, and the usual powers incidental thereto.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1913. 3996

Notice is hereby given that Samuel Eidlow, of the city of Montreal, in the district of Montreal, physician, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill, authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec to admit him to the practice of his profession, and to membership in such College, and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Sollicitors for Samuel Eidlow.

Montreal, 8th October, 1913. 3990

The school commissioners for the municipality of Notre Dame de Grâce Ouest, give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask the right to make each year, a valuation roll of the immoveable properties which are situated in the limits of their municipality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the revised statutes of Quebec, 1909, and for other purposes.

Montreal, 9th October, 1913. 4012

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes :

L'administration des affaires de la cité de Sherbrooke, par un bureau de commissaires salariés ; rémunération du maire pour le passé et pour le futur ; réduction du nombre des échevins ; l'autorisation de faire des règlements sur les différents sujets suivants : finance ; administration ; taxes ; permis ; licences ; payages ; annexions ; rôle d'évaluation, de contribution et de perception ; construction de trottoirs ; d'égoûts ; drains ; emprunt permanent ou temporaire par billets promissaires, obligations ou autres effets négociables ; imposer une taxe sur les voitures automobiles ; pourvoir au paiement en tout ou en partie des canaux d'égoût qui servent à l'égouttement d'immeubles ou de bâtisses par les propriétaires de ces immeubles ou bâtisses ; autoriser la corporation à se servir de ses fonds d'amortissement pour améliorations de la dite cité sur règlement voté par les contribuables conformément à la loi ; procédures concernant les séances du conseil ; séances du conseil ; travaux et améliorations publics ; paix et sûreté publique et nuisances ; décence et bonnes mœurs ; régler la construction des édifices ; définir les devoirs et droits de l'inspecteur des bâtisses et lui déléguer certains pouvoirs ; droit de niveler les rues ; perception de taxes municipales ; contestation du rôle d'évaluation ; pénalité pour contravention aux règlements municipaux ; procédures et pouvoirs pour empêcher telles infractions et recouvrer amendes imposées ; pouvoir d'annexer à la cité de Sherbrooke, le lot numéro quinze (15), du huitième rang du canton d'Ascot ; pouvoir de limiter à cent mille piastres (\$100,000.00) l'évaluation pour fins municipales, pendant 10 ans, des immeubles appartenant à la "Canadian Ingersoll Rand Company Limited".

J. A. LEBLANC,

Procureur de la requérante.

Sherbrooke, 7 octobre 1913.

4001

Avis est par le présent donné que Isaac Malkevitch, tonnelier, Harry Zeltzer, tailleur, Kiev Tabaznansky, commerçant, Hyman Tabatchnikoff, menuisier et charpentier, Harry Weiss, tailleur, Joseph Levinson, pressier, Joseph Leiferman, épicière, Herzl Greenshpan, laitier, tous de la cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Rosland Jewish Synagogue", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, garder des registres de l'état civil et exercer tous les droits ayant rapport à une corporation religieuse, et pour autres fins.

M. M. SPERBER,

Procureur des requérants.

Montréal, 8 octobre 1913.

3993

Avis est par le présent donné que la cité de Westmount s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 8 Édouard VII, chapitre 89, tel qu'amendé par 2 George V, chapitre 60, dans le but d'octroyer à la cité de Westmount les pouvoirs et autorités, (a) imposer les frais d'égoûts, drainages, rues, trottoirs, parcs, terrains de jeux, places publiques et autres améliorations contre les propriétaires d'immeubles dans une superficie fixée ou limites spécifiées ; (b) acquérir par consentement mutuel ou expropriation pour aqueducs et un réservoir pour l'usage de la cité une partie du terrain sur la montagne Westmount possédée et occupée par des institutions d'éducation ou corporations ; (c) obliger les propriétaires et

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature, at the next session thereof, for the passing of an act amending its charter, on the following subjects :

The administration of the affairs of the city of Sherbrooke by a salaried board of commissioners ; remuneration of the mayor for the past and the future ; the reduction of the number of aldermen ; the authorization to pass by-laws on the following subjects : finances ; administration ; taxes ; permits ; licences ; paving ; annexations ; valuation ; contribution and collection roll ; building of sidewalks ; sewers ; drains ; permanent or temporary loans or promissory notes ; bonds or other negotiable instruments ; to levy a tax on automobile ; vehicles ; to provide for the payment in whole or in part of the sewers for the drainage of immovables and buildings by the proprietors of such immovables or buildings ; to authorize the corporation to employ its sinking fund for improvements to the said city on a by-law adopted by the ratepayers according to law ; the procedures respecting the sessions of the council ; the sessions of the council ; public works and improvements ; peace and public safety and nuisances, decency and good morals ; to regulate the construction of buildings ; to define the duties and rights of the building inspector and to invest him with certain powers ; the right to level the streets ; the collection of municipal taxes ; the contestation of the valuation roll ; penalties for infraction of municipal by-laws ; procedures and powers to prevent such infractions and to recover the penalties imposed ; to provide for the annexation of lot number fifteen (15), of the eighth range of the township of Ascot, to the city of Sherbrooke ; the power to limit to one hundred thousand dollars (\$100,000.00) the valuation for municipal purposes, for ten years, of the immovable property of the Canadian Ingersoll Rand Company Limited.

J. A. LEBLANC,

Attorney for petitioner.

Sherbrooke, 7th October, 1913.

4002

Notice is hereby given that Isaac Malkevitch, cooper-smith, Harry Zeltzer, cutter, Kiev Tabaznansky, trader, Hyman Tabatchnikoff, carpenter contractor, Harry Weiss, tailor, Joseph Levinson, presser, Joseph Leiferman, grocer, Herzl Greenshpan, milkman, all the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation, under the name of the "Rosland Jewish Synagogue", with power to acquire and possess moveable and immovable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all rights incidental to a religious corporation, and for other purposes.

M. M. SPERBER,

Attorney for petitioners.

Montreal, October 8 h, 1913.

3994

Notice is hereby given that city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec for a bill to amend its charter 8 Edward VII, chapter 89, as amended by 2 George V, chapter 60, for the purpose of granting the city of Westmount power and authority, (a) to assess the cost of sewers, drains, streets, sidewalks parks, playgrounds, public places and other improvements against owners of real estate within a fixed area or specified limits ; (b) To acquire by mutual agreement or expropriation for water works and a reservoir for the use of the city a part of the land on the Westmount Mountain possessed and occupied by educational institutions or corporation ; (c) To compel owners and drivers of vehicles to provide them with suitable lights

conducteurs de véhicules à les pourvoir de lumières et freins convenables ; (d) obliger les propriétaires d'immeubles à soumettre pour approbation du Conseil tout les nouveaux plans de subdivision pour propriété dans les limites de la cité ; (e) obliger les propriétaires de terrain à pourvoir et entretenir des clôtures convenables et en régler la construction ; (f) obliger les propriétaires de terrain de couper et détruire les mauvaises herbes et plantes sur ic eux ; (g) dans le but de donner plein effet à l'article 5636 des Statuts refondus de Québec, 1909, et le prolonger et compléter et éviter toute interprétation du dit article qui pourrait être considéré comme une restriction des pouvoirs à adopter, révoquer, amender ou mettre en opération les règlements nécessaires concernant la propre administration de ses affaires, paix, ordre, bonne administration, prospérité en général et amélioration ainsi que toutes affaires qui peuvent concerner ou affecter l'intérêt public et la propriété des citoyens.

Daté à Westmount, dans la province de Québec, ce neuvième jour d'octobre A. D. 1913.

F. S. MACLENNAN,
Solliciteur de la requérante.

3999

Avis public est par le présent donné que la corporation du village de Belœil, comté de Verchères, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'incorporer son territoire actuel en municipalité de ville, sous les dispositions de la loi des cités et villes, (S. R. Q. 1909, sections 5256 et suivantes), et de joindre à cette municipalité, les propriétés désignées comme suit :

1° Tout le territoire formé par les lots Nos 1 à 24 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Belœil ; borné en front par la rivière Richelieu, au sud-ouest par la paroisse de Saint-Basile, au nord-ouest par la ligne nord du chemin de fer, le Grand Tronc, et au nord-est par la municipalité actuelle du village de Belœil ;

2° Tout le territoire situé au nord-ouest du village actuel de Belœil jusqu'à la ligne sud-est du chemin des Trente ;

3° Les lots Nos 123 à 137, du cadastre officiel de la paroisse de Belœil, dans toute leur étendue.

En plus, dans le but d'obtenir les pouvoirs nécessaires pour exploiter un aqueduc et un système d'éclairage dans la municipalité, et un rayon de trente milles autour de la municipalité et de faire confirmer et ratifier les règlements concernant l'approvisionnement de l'eau et de l'éclairage adoptés par le conseil de la municipalité jusqu'à la présente date ; de former une municipalité scolaire nouvelle avec le territoire ainsi érigé en ville et autres pouvoirs.

ERNEST BRUNELLE,
Maire.

J. B. M. BEDARD,
Secrétaire-trésorier

Corporation du village de Belœil.

Belœil, 9 octobre 1913.

4009

and brakes ; (d) To compel owners of real estate to submit for approval of the Council all new subdivisions plans for property within the limits of the city ; (e) To compel owners of land to provide and maintain suitable fences thereon and to regulate their construction ; (f) To compel owners of land to cut and destroy all noxious and objectionable weeds and plants thereon ; (g) In order to give full effect to article 5636 of the revised statutes of Quebec, 1909, and to extend and complete the same and to avoid any interpretation of said article which might be considered as a restriction of the city's powers to adopt, repeal, amend or carry out the necessary by-laws concerning the proper administration of its affairs, peace, order, good government, general welfare and improvement as well as all matters which may concern or affect the public interest and the welfare of the citizens.

Dated at Westmount, in the province of Quebec, this ninth day of October, A. D. 1913.

F. S. MACLENNAN,
Solicitor for applicant.

4000

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Belœil, county of Verchères, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, with the object of incorporating its present territory, into a town municipality, under the dispositions of the cities and towns' Act, (R. S. Q. 1909, sections 5256 and following), and to join to this municipality the properties described as follows :

1. All the territory formed by the lots Nos. 1 to 24 inclusively, of the official cadaster of the parish of Belœil ; bounded in front by the Richelieu river, at the south west by the parish of St. Basile, at the northwest by the northern line of the Grand Trunk Railway, and at the nord east by the present municipality of the village of Belœil ;

2. All the territory situated at the north-west of the present of the village of Belœil, to the south-east line of the "Chemin des Trente" ;

3. Lots Nos. 123 to 137, of the official cadaster of the parish of Belœil.

And furthermore, with the object of obtaining the necessary powers to operate an aqueduct and a lighting system in the municipality, and in a radius of thirty miles around the municipality and to have confirmed and ratified the by-laws concerning the aqueduct and lighting systems adopted by the municipal council up to the present date ; to form a new school municipality with the territory thus erected into a town, and other purposes.

ERNEST BRUNELLE,
Mayor.

J. P. M. BEDARD,
Secretary of the corporation
of the village of Belœil.

Belœil, 9th October, 1913.

4010

Avis est par le présent donné que "The Montreal Water and Power Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi 55-56 Vic., chap L XX V, confirmant les lettres patentes incorporant la compagnie concernant les objets suivants et affaires, à savoir :

Ratifier et confirmer les différents actes passés par la compagnie avec les différentes personnes et corporations et aussi certaines conventions en rapport avec le prolongement et opération du système d'aqueducs de la compagnie, spécialement celles avec la cité de Westmount, la ville de Maisonneuve et la ville d'Outremont.

Ratifier la réduction dans la valeur au pair du capital actions.

Augmenter le capital-actions de la compagnie et octroyer des pouvoirs additionnels d'emprunt. Révoquer la section 2 de la dite loi.

WHITE & BUCHANAN,
4017 Procureurs de la requérante.

Notice is hereby given that the Montreal Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof for an act to amend the act 55-56 Vic. chap, L XX V, confirming the letters patent incorporating the company respecting the following objects and matters to wit :

To ratify and confirm various deeds entered into by the company with various persons and corporations and also certain agreements in connection with the extension and operation of the company's waterworks system, especially those with the city of Westmount, town of Maisonneuve and the town of Outremont.

To ratify the reduction in the par value of its capital stock.

To increase the capital stock of the company and to grant additional borrowing powers.

To repeal section 2 of the said act.
WHITE & BUCHANAN,
4018 Attorneys for applicants.

Avis de Faillites

Re Louis Gagnon, épiciier, Hull, Qué.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été, ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être transmises dans les trente jours de cet avis.

J. E. COUTURE,
Curateur.
4013
Hull, 7 octobre 1913.

Bankrupt Notices

Re Louis Gagnon, grocer, Hull, Que.

Notice is hereby given to you that by order of the court, I have been appointed, to day, curator in this matter.

Sworn claims must be filed with me withing thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Curator.
4014
Hull, 7th October, 1913.

En Liquidation

D'APRÈS LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Canada,
Province de Québec. }
District de Roberval. }
No 243.

Re La Cie de Conserves Inc. d'Hébertville, Hébertville Station, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance du protonotaire de la cour supérieure de ce district, en date du 20 septembre 1913, j'ai été nommé liquidateur, et messieurs J. E. St. André, gérant, de la Banque Provinciale d'Hébertville, J. Raoul Desbiens, d'Hébertville, et Juste Dufour, de Saint-Alexis, tous trois inspecteurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

FLAVIEN GAUVREAU,
Liquidateur.
Bureau Hébertville Station.
Co. Lac Saint-Jean. 3733

In Liquidation

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Canada,
Province of Quebec. }
District of Roberval. }
No. 243.

Re "La Cie de Conserves Inc. d'Hébertville", Hébertville Station. In liquidation.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the prothonotary of the superior court of this district, dated the 20th September, 1913, I was appointed liquidator, and Messrs. J. E. St. André, manager of "La Banque Provinciale", of Hébertville, J. Raoul Desbiens, of Hébertville, and Juste Dufour, of Saint Alexis, all three inspectors to the property of the said estate.

All persons having claims against this estate are requested to file same with me, within thirty days from this notice.

FLAVIEN GAUVREAU,
Liquidator.
Office Hébertville Station,
County of Lake Saint John. 3734

Ventes par encan

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } Cour Supérieure
 No 64.

"Star Iron Company Limited", Montréal et Beauharnois, P. Q., En liquidation.

Les sous-saignés vendront par encan public, au No 69 rue Saint-Jacques, Montréal, JEUDI, le 13 NOVEMBRE, 1913, à ONZE heures a. m., les biens immobiliers suivants :

Usine à Beauharnois, P. Q.

1° Un certain lot de terre formant partie du lot connu et désigné sous le No cent dix (110), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois ; borné au nord, par le lot No cent neuf (109), des dits plans et livre de renvoi officiels au sud par partie du lot No cent quatre-vingt-onze (191), du susdit plan et livre de renvoi officiels, et partie par le résidu du dit lot No cent dix (110), sur le côté ouest par la rivière Saint-Louis et sur le côté est par la rue Saint-Louis ensemble, avec tous droits que la dite compagnie pourrait avoir au trop plein ou surplus d'eau passant sur cette propriété avec aussi le droit de creuser un petit canal sur le rocher vis-à-vis le dit lot No cent dix (110) et vis-à-vis le lot No cent quatre-vingt-onze (191) plus loin décrit sur le côté ouest d'une petite clôture en bois ou jetée mise pour accumuler l'eau plus bas que la jetée, et non utilisé ou requis par les autres propriétés menues situées sur le côté ouest de la rivière Saint-Louis.

2° Un petit morceau de terre sous forme de triangle, faisant partie du lot connu et désigné sous le No cent quatre-vingt-onze, aux plan et livre de renvoi officiels sus-dits, bornés à l'est par la rue Saint-Louis, au nord-ouest par partie du dit lot No cent dix (110), et au sud-est par une partie du résidu du dit lot No cent quatre-vingt-onze (191), mesurant à sa base sur la rue Saint-Louis environ 25 pieds et dans ses deux lignes parallèles environ cent huit pieds et quatre pouces.

Tous droits que possède la compagnie en vertu d'un bail emphytéotique (pour cinquante années du 30 mars 1903), consenti à la dite compagnie par la Corporation de la Ville de Beauharnois, le 25 avril 1903, devant L. C. Tassé, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Beauharnois, sous le numéro 34214, sur les morceaux de terre ci-après décrits, sujets aux clauses, charges et obligations stipulées au dit bail, savoir :

1. Un morceau de terre sous forme de triangle faisant partie du lot de terre ci-dessus connu et désigné sous le No cent dix (110) ; borné à l'ouest par la rivière Saint-Louis, au nord par le dit lot No cent dix (110), et au sud-est par le dit lot No cent quatre-vingt-onze (191), mesurant environ trente sept pieds et demie à sa base sur la rivière Saint-Louis et environ quatre vingt douze pieds et demie dans ses deux lignes parallèles.

2. Un autre morceau de terre faisant partie du dit lot No cent quatre-vingt-onze (191), aux plan et livre de renvoi officiels sus-dits ; borné à l'est par la rivière Saint-Louis, et au sud-est par le résidu du dit lot No cent quatre-vingt-onze (191), appartenant à la corporation de la ville de Beauharnois, mesurant 118 pieds sur la dite rue Saint-Louis, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il y a à partie de la dite rue Saint-Louis, à aller jusqu'à la rivière Saint-Louis, ensemble, tous les droits que J. M. Browning ci-devant propriétaire du dit morceau de terre pouvait avoir à la dite rivière Saint-Louis, opposé à la dite propriété jusqu'à environ la moitié en largeur de la dite rivière, le tout sujet aux réserves men-

Auction Sales

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } Superior Court.
 No. 64.

Star Iron Company Limited' Montreal & Beauharnois, P. Q., In liquidation.

The undersigned will sell by public auction, at No. 69 St James St., Montreal, on THURSDAY, 13th NOVEMBER, 1913, at ELEVEN o'clock a. m., the following immoveables ; viz :

Foundry at Beauharnois, P. Q.

1. A certain piece of land forming part of the lot known and designated under No. one hundred and ten (110), of the official plan and in the book of reference of the town of Beauharnois ; bounded on the north by the lot No. one hundred and nine (109), of the official plan and book of reference aforesaid, on the south-side part by the lot No. one hundred and ninety one (191), of the aforesaid plan and book reference and part of the remaining portion of the said lot, No. one hundred and ten (110), on the west side by the river St Louis and on the east side by St. Louis St., together with any right the said company may have to the lock of waist water flowing past the said property, with also the right of the deeping a small canal on the rocks in front of the said lot No. one hundred and ten (110), and in front of the lot No. one hundred and ninety one (191) hereafter described, on west side of small wooden fence or brake water for the purposes of collecting the water below the dam not used or required by the other mill property on west side of river St Louis.

2. A small piece of land forming a triangle, being part of lot known and designated under No. one hundred and ninety one (191), upon the official plan and book of reference aforesaid ; bounded to the east by Saint Louis street, to the north west by part of said lot No. one hundred and ten, and to the south east by a part of the residue of said lot No. one hundred and ninety one (191), measuring at its base on Saint Louis, street about 25 feet and in its two parallel lines about one hundred and eight feet and four inches.

3. All rights which the company possess in virtue of a " Bail emphytéotique " (for fifty years from 30th march, 1903), consented to the said company by the corporation of the town of Beauharnois, on the 25th day of April, 1903, before L. C. Tassé, notary, and registered at the registry office of the county of Beauharnois, under No. 34214, upon the pieces of land hereafter described, subject to clauses, charges and obligations stipulated in the said lease, viz :

1. A piece of land forming a triangle, being part of lot of land aforesaid known and designated under No. one hundred and ten ; bounded to the west by the Saint Louis river, to the north by the residue of said lot no one hundred and ten (110), and to the south east, by the said lot one hundred and ninety one measuring about thirty seven and a half at its base in the river Saint Louis, and about ninety two feet and a half in its two parallel lines.

2. An other piece of land being part of said lot No. one hundred and ninety one, upon the official plan and book of reference aforesaid ; bounded to the east by Saint Louis street, to the north west by the two pieces of land forming a triangle aforesaid described, to the west by Saint Louis River, and to the south east by the residue of said lot No. one hundred and ninety one, belonging to the corporation of the town of Beauharnois, measuring 118 feet on said Saint Louis street, more or less, on all the depth there is from the said Saint Louis street, going, to the river Saint Louis, together all the rights that J. M. Browning formerly proprietor of the said piece of land could have

tionnées en l'acte de vente consenti par la Banque des Marchands du Canada, à Louis Alexandre Seers, passé devant F. C. Bazinet, notaire, le 11 septembre 1879, et enregistré au dit bureau sous le No 14369.

Aussi tous droits de patente et achanaldage (good-will) de la sus-dite compagnie.

L'acquéreur des biens ci-dessus énumérés devant être tenu d'acquiescer au prix coûtant toutes les marchandises fabriquées durant la liquidation, ainsi que les matériaux bruts.

Les conditions de la vente devant être pour argent comptant.

Pour tous autres renseignements, s'adresser à
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.
No 60 rue Notre-Dame Est, Montréal.
Marcotte Frères, encanteurs. 3971

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 52.

Maison Jean Paquette, Limitée, En liquidation.

Les sous-signés vendront par encan public, au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, JEUDI, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE 1913, à ONZE heures A. M., les immeubles ci-dessous décrits, savoir :

1° Immeuble Nos 1351-1353, Boulevard Saint-Laurent.—Un emplacement composé de la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le No trois cent soixante et quatorze (374), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant 20 pieds de largeur par 157 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par la rue Saint-Dominique, du côté nord-ouest par le lot No trois cent soixante et quinze (375), du même cadastre, du côté sud-est par le résidu du dit lot No trois cent soixante et quatorze (374) — avec bâtisses dessus construites. Toutes les fixtures à fer et à clous ou autres ne devant pas être comprises.

2° Immeuble Nos 1367-1369, Saint-Dominique.—Deux lots de terre respectivement connus et désignés sous les Nos deux cent soixante et treize et deux cent soixante et quatorze (273 et 274), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste ; bornés en front par la rue Saint-Dominique, mesurant ensemble 40 pieds de front par 75 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

3° Immeuble No 1359, Saint-Dominique.—Un lot de terre connu et désigné sous le No deux cent soixante et dix-huit (278), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean Baptiste, faisant front sur la rue Saint Dominique —avec bâtisses dessus construites ;

4° Immeuble No 570, avenue Coloniale.—Un lot de terre sis et situé sur l'avenue Coloniale, connu et désigné sous le No deux cent soixante et seize (276), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean Baptiste — avec bâtisses dessus construites ;

5° Immeuble No 566, avenue Coloniale.—Un lot de terre situé sur le côté sud-ouest de l'avenue Coloniale, en la dite cité de Montréal, portant le No deux cent quatre-vingt-un (281), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean Baptiste, et de la dite cité, contenant 40 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Les six lots suivants situés à la Pointe aux Trembles, devant être vendus séparément :

Ces dits lots connus et désignés sous les Nos

had to the said Saint Louis river, opposite to the said property to about the half in width of the said river, the whole subject to restrictions mentioned in a deed of sale consented by the Merchants Bank of Canada, to Louis Alexandre Seers, passed before F. C. Bazinet, notary, the eleventh day of September, 1879, and registered in the said office under No. 14369.

Also all rights of patents and good-will of the above named company.

The purchaser of the aforesaid mentioned assets will be obliged to purchase at cost prices all the goods manufactured during the liquidation, also all the raw materials.

The conditions of the sale will be for cash.

For all informations, apply to
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator,
No 60 Notre-Dame street east, Montreal.
Marcotte Bros. auctioneers. 3972

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 52.

Maison Jean Paquette, Limitée, En liquidation.

The undersigned will sell by public auction, at No. 69, Saint James street, Montreal, on THURSDAY, NOVEMBER 13th, 1913 at ELEVEN o'clock A. M., the following immovables, viz :

1. Property Nos 1351-1353, Saint Lawrence Boulevard.—A piece of ground being the nord west half of lot of land known and designated as lot No. three hundred and seventy four (374) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, measuring 20 feet in width by 157 feet on depth, english measure, more or less ; bounded in front by Saint Lawrence Boulevard, in depth by Saint Dominique street, on the nord west side by lot No. three hundred and seventy five (375) on the south east side by the ressidue of said lot No. three hundred and seventy four, buildings thereon erected. All fixtures whatsoever excluded.

2. Property Nos 1367-1369, Saint Dominique.—Two lots of land respectively known and designated as Nos two hundred and seventy three and two hundred and seventy four (273 and 274) upon the plan and the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste ; bounded in front by Saint Dominique street, measuring together 40 feet in front by 75 feet in depth, english measure, more or less, with buildings thereon erected.

3. Property No. 1359, Saint Dominique.—One lot of land known and designated under No. two hundred and seventy eight upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, fronting on Saint Dominique street—with buildings thereon erected.

4. Property No. 570, Colonial avenue.—A lot of land situate on Colonial avenue, known and designated under No. two hundred and seventy six, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with buildings thereon erected.

5. Property No. 566, Colonial avenue.—A lot of land situate on the south west side of Colonial avenue, in the said city of Montreal, bearing No. two hundred and eighty one (281), upon the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, and of the said city, containing 40 feet in width by 75 feet depth, english measure, and more or less—with buildings thereon erected.

The six following lots situate at Pointe aux Trembles, to be sold separately :

These said lots known and designated as Nos.

OCT 1913

quarante huit, cent quatre-vingt-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cent cinquante et un et deux cent cinquante-deux, de la subdivision du lot No cent quatre-vingt-quatre (184-48, 188, 249, 251 & 252), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe aux Trembles, sans bâtisses.

Pour tous renseignements s'adresser à
ALEXANDRE DESMAETEAU,
Liquidateur.

Marcotte Frères,
Encanteurs.
No 60 Notre-Dame Est, Montreal. 3969

Ordre de Cour

Canada }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Trois-Rivières. }
No. 436.

La Banque Provinciale du Canada, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal et ayant une succursale en la cité des Trois-Rivières, Demanderesse ;

vs

David Leblanc, Albert Poirier et Oscar Chagnon, tous trois de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, conjointement et solidairement, Défendeurs ;

et

Divers créanciers, Réclamants.
Sur l'ordre de Sa Seigneurie M. le Juge F. S. Tourigny, l'un des juges de cette cour, administrant la justice dans le district des Trois-Rivières, vu l'allégation d'insolvabilité de chacun des dits défendeurs David Leblanc et Albert Poirier, les créanciers respectifs de ces derniers qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations contre eux, sont maintenant appelés à les produire, accompagnés d'affidavit et des pièces justificatives s'il y en a, au bureau du protonotaire de la dite cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la " Gazette Officielle de Québec ", conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

DELOTHINVILLE & PROVENCHER,
Protonotaire C. S.,
District des Trois-Rivières.

Bureau du Protonotaire,
Trois-Rivières, 3 octobre, 9913. 3909

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3254.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le huit octobre mil neuf cent treize, dans une cause portant le No. 3254, dans laquelle James Archibald Williams, contre-maître, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et George W. Williams, Christophe Severs, agent, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à Robert L. Williams, absent de cette province, et Helen Hawkins, épouse contractuellement séparée de biens de Charles Hight, et ce dernier, en autant que besoin, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous quatre des

forty eight, one hundred and eighty eight, two hundred and forty nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty one and two hundred and fifty two, of the subdivision of lot No. one hundred and eighty four (184-48, 188, 249, 250, 251 and 252) up in the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, without buildings.

For all informations, apply to
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

Marcotte Bros,
Auctioneers.
No 60 Notre Dame street East, Montreal. 3970

Order of the Court

Canada, }
Province of Quebec. } Superior Court.
District of Three Rivers. }
No. 436.

La Banque Provinciale du Canada, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the city of Montreal, and having a branch in the city of Three Rivers, Plaintiff ;

vs

David Leblanc, Albert Poirier and Oscar Chagnon, three of them of the parish of Saint Leonard, in the county of Nicolet, jointly and severally, Defendants ;

and

Divers, Claimants.
Upon the order of His Lordship Mr. Justice F. S. Tourigny, one of the judges of this court, administering the justice in the district of Three Rivers, the creditors of each of the defendants David Leblanc and Albert Poirier, who have not already filed their claims are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotaire of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the " Quebec Official Gazette ", accompanied by sworn affidavit and with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

DELOTHINVILLE & PROVENCHER,
Prothonotary S. C.,
District of Three Rivers.

Prothonotary's office,
Three Rivers, 3rd October, 1913. 3910

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3254.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the 8th of October instant, rendered by the superior court, sitting at Montreal, in and for the district of Montreal, in a case bearing No. 3254, wherein James Archibald Williams, foreman, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and George W. Williams, Christophe Severs, agent, in his quality of curator duly appointed to Robert L. Williams, absentee of this province, and Helen Hawkins, wife separated as to property of Charles Hight, and this latter to authorize his wife to these presents, all four of the city and district of Montreal, Donald P. Williams, of Summit, in

cité et district de Montréal, Donald P. Williams, de Summit, dans la province d'Ontario, Edmond Allen Williams, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, Charles W. Williams, de Barré, dans l'état de Vermont, un des états-unis d'Amérique, et Harold McNaughton Hawkins, de la ville de Calgary, dans la province d'Alberta, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un certain emplacement, ayant front sur la rue Galt, dans le quartier Saint-Paul, à Montréal, et connu comme faisant partie du lot No. quatre mille soixante-sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-deux pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; cet emplacement étant la portion de terre sur laquelle le cottage du milieu se trouve érigé.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PELLETTIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 8 octobre 1913. 4007
 [Première publication, 11 octobre 1913.]

province of Ontario, Edmund Allan Williams, of the city of Toronto, in the province of Ontario, Charles W. Williams, of Barré, in the state of Vermont, one of the united states of America, and Harold McNaughton Hawkins, of the city of Calgary, in the province of Alberta, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, to wit :

One emplacement, fronting on Galt street, in Saint Paul ward, at Montreal, being part of lot No. 4067, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty-two feet in width by one hundred and twenty feet in depth, english measure ; this emplacement being a portion of land on which the middle cottage is erected ;

The above described immoveable will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, the court sitting, in the court room of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges of to withdraw to be made to the said licitation, must be fyled in the office of the protonotary of the said court, at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be fyled within six days after the adjudication ; and being the parties in default of fyling such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PELLETTIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 8th October, 1913. 4008
 [First publication 11th October, 1913.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No 41.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bolduc vs Portugais	2074
" Bouchard vs Asselin	2074
" Cholette vs Beaudreault	2076
" Filion vs Noël	2075
" Goldberg vs Capolovitch	2074
" Lafrance vs Carrière	2073

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
 Arcand vs Defayette, 2075 ; Rémillard vs Lé-
tourneau, 2074 ; Tremblay vs Cadin dit De-
Lauriers alias Godin, 2075.

AGRICULTURE :— Société coopérative agricole de
 Sainte-Brigitte-de-Maria, 2046 ; Société coopé-
 rative agricole de Saint-Omer, 2092.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc.,
 2043.

ASSEMBLÉE ANNUELLE :—The Levis County Rail-
 way, 2073.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 41

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Laliberté vs Guibond	2075
" Martel vs Senneville	2074
" Massy vs Aubertin	2074
" Rainville vs Voyer	4073
" Renaud vs Garipey	2075
" Senecal vs Malo	2075

ACTION FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD
 Arcand vs Defayette, 2075 ; Rémillard vs Lé-
tourneau, 2074 ; Tremblay vs Cadin dit De-
Lauriers alias Godin, 2075.

AGRICULTURAL :—Sainte Brigitte cooperative agri-
 cultural association, 2046 ; Saint Omer coopé-
 rative agricultural association, 2092.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices,
 etc, 2043.

ANNUAL MEETING :—The Levis County Railway,
 2073.

AVIS :—Montreal Tramways Coy, 2073 ; Requête par le C. P. R., 2079 ; The Shawinigan Water & Power Coy & Chopin et al, 2082.

BILLS PRIVÉS P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2062 ; Conseil législatif 2061 ; Aucune pétition de bill privé reçue après le 24 novembre 1913, 2046.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPERATIONS :—Atlantic Fruit Distributors inc., 2045 ; The International Lumber Coy, Ltd, 2046.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

A. Tremblay et al.....	2068
Actes de vente—Deeds of sale.....	2065
Aldred, J. E. et al.....	2093
Amendements à la charte de la cité de Montréal—Amendments to the charter of the city of Montreal.....	2070
Auguste Bourbeau et autres—and others.....	2016
Beaudry, Dme Emma Zaïde et al.....	2093
Beauharnois Electric Co, Ltd.....	2065
Board of Corporation of the Theological Colleges.....	2093
Cité de—City of Lachine.....	2070
Cité de—City of Maisonneuve.....	2092
Cité de—City of Sherbrooke.....	2094
Cité de—City of Westmount.....	2094
Corporation du village—Of the village of Belœil.....	2095
Corporation de la cité de Trois-Rivières—Corporation of the city of Three Rivers.....	2066
Corporation de Victoriaville—Corporation of Victoriaville.....	2067
Corporation de la paroisse—of the parish of Saint Lin.....	2068
Desjardins, Delle Annette.....	2072
Eidlow, Samuel.....	2093
Exécuteurs testamentaires de Dme Jane Lloyd—Testamentary executors of Dme Jane Lloyd.....	2065
Herzl Hospital & Dispensary.....	2071
Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke.....	2071

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Barrette.....	2077
Bordeleau.....	2077
Chamberland.....	2076
Gagnon.....	2096
Grisé (Delle).....	2076
Joseph.....	2078
Ladouceur.....	2076

LETRES PATENTES :—

Bishop's Crossing Sash & Door Factory ltd..	2057
Concerts.....	2047
Fern Consolidated Co'y.....	2055
Pointe Claire Sash & Door Coy ltd.....	2054
St Malo Furniture Coy ltd.....	2053

LIQUIDATION :—La Cie de Conserves Inc. d'Hébertville, 2096 ; La Cie de Meubles de Jonquière, 2078 ; The Standard Cement Coy, 2078.

MUNICIPALITE : SCOLAIRE :— Sainte-Sabine, 2046.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Mtre Hector Charles Parent, 2061.

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles :—MM. Gédéon Bisson et Joseph Faucher, 2043.

Coroner :—MM. Henri Lapière, Pierre Bergeron et Louis Victor Chapdelaine, 2043.

NOTICE :—Montreal Tramways Coy, 2073 ; Application by the C. P. R., 2079 ; The Shawinigan Water & Power Coy & Chopin et al, 2082.

PRIVATE BILLS. P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 2062 ; Legislative Council 2061 ; No petition of private bill shall be received after the 24th November, 1913, 2046.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Atlantic Fruit Distributors inc., 2045 ; The International Lumber Coy, Ltd, 2046.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—

Joseph Baer Fish.....	2068
Kempton Rimpton, Alph. et al.....	2068
Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Grâce Ouest—The School Commissioners for the municipality of Notre Dame de Grâce Ouest.....	2093
Les Syndics du Cimetière Catholique de Saint-Michel de Sherbrooke—The Trustees of the Catholic Cemetery of Saint Michel de Sherbrooke.....	2071
Loi concernant la succession de feu John Pratt—Act respecting the estate of the late John Pratt.....	2015
Municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay—Municipality of Saint Joachim de Châteauguay.....	2066
Municipalité scolaire de la Côte des Neiges—School municipality of La Côte des Neiges.....	2067
Quebec Central Railway Coy.....	2070
Rossland Jewish Synagogue.....	2094
The Montreal Foundling & Baby Hospital....	2068
The Montreal Water & Power Company.....	2096
The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway, Coy.....	2065
Village de La Providence.....	2072
Villeneuve, Jos. Octave.....	2092
Wheeler (Dme Annie).....	2072

FAILLIS —INSOLVENTS

Mitchell.....	2077
Richer & Cie.....	2076
Rahal et al.....	2078
St. Pierre.....	2077
Tarrantino.....	2077
Truchon.....	2077
Venner.....	2076

LETTERS PATENT :—

St. Martin Lumber Mfg Coy ltd.....	2050
The Buffalo Securities Coy.....	2047
The Ideal Clothing House, inc.....	2060
The Westbury Election Light & Power Coy.....	2048

LIQUIDATION :—La Cie de Conserves Inc. d'Hébertville, 2096 ; La Cie de Meubles de Jonquière, 2078 ; The Standard Cement Coy, 2078.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Sainte Sabine, 2046.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— Mtre Hector Charles Parent, 2061.

APPOINTMENTS :—

School commissioners :—Messrs. Gédéon Bisson and Joseph Faucher, 2043.

Coroner :—Messrs. Henri Lapière, Pierre Bergeron and Louis Victor Chapdelaine, 2043.

Juges de paix :—Districts Québec, 2091 ; Montréal, 2091 ; Saint-François, 2091 ; Gaspé, 2091.

Recorder :—M. Arthur Lefebvre, 2043.

ORDRES DE COUR :—Gagnon vs Pelletier, 2079 ; Hébert vs Bousquet, 2079 ; La Banque Provinciale du Canada vs Leblanc et al., 2099.

PROCLAMATIONS :—Jour d'actions de grâces, 2091 ; Ouverture des Chambres, 2044 ; Saint-Casimir Est, 2044.

RATIFICATION :—Lafond & Beaulieu, 2083.

VENTES PAR ENCHAN :—Maison Jean Paquette, ltée, 2098 ; Star Iron Coy, ltd, 2097.

VENTES PAR LICITATION :—Dumas vs Dumas et al., 2081 ; Forcade (Dme) vs Gibson et al., 2081 ; Williams vs Williams, 2099.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Beaudoin vs Boutin, 2085.

BEAUCHE :—Bissonnette vs Fontaine et al, 2085.

IBERVILLE :—La Société Permanente de Construction du district d'Iberville, vs (Dme) Moreau et vir, 2086.

MONTMAGNY :—Mercier vs Fortin, 2086.

MONTREAL :—Sanscartier (Dme) vs Gravel, 2087.

OTTAWA :—The Good Shapely & Muir Co., ltd vs Fournier, 2087.

SAINT-FRANÇOIS :—Giddings, ltd vs Hatley Dairy, Light Power Coy, 2088.

SAINT-HYACINTHE :—Dion vs Desrosiers, 2089.

TROIS-RIVIÈRES :—Courchesne vs Béland, 2090 ; Trépanier vs The British America Assurance Coy, ltd, 2090.

Justices of the peace :—Districts Quebec, 2091 ; Montreal, 2091 ; Saint Francis, 2091 ; Gaspé, 2091.

Recorder :—Mr. Arthur Lefebvre, 2043.

ORDERS OF COURT :—Gagnon vs Pelletier, 2079 ; Hébert vs Bousquet, 2079 ; La Banque Provinciale du Canada vs Leblanc et al., 2099.

PROCLAMATIONS :—Thanksgiving day, 2091 ; Opening of parliament, 2044 ; Saint Casimir East, 2044.

RATIFICATION :—Lafond & Beaulieu, 2083.

AUCTION SALE :—Maison Jean Paquette, ltée, 2098 ; Star Iron Coy, ltd, 2097.

SALES BY LICITATION :—Dumas vs Dumas et al., 2081 ; Forcade (Dme) vs Gibson et al., 2081 ; Williams vs Williams et al., 2099.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Beaudoin vs Boutin, 2085.

BEAUCHE :—Bissonnette vs Fontaine et al, 2085.

IBERVILLE :—The Permanent Building Society of Construction of the district of Iberville vs (Dme) Moreau et vir, 2086.

MONTMAGNY :—Mercier vs Fortin, 2086.

MONTREAL :—Sanscartier (Dme) vs Gravel, 2087.

OTTAWA :—The Good Shapely & Muir Co., ltd vs Fournier, 2087.

SAINT-FRANÇOIS :—Gidding, ltd vs Hatloy Dairy, Light Power Coy, 2088.

SAINT HYACINTHE :—Dion vs Desrosiers, 2089.

THREE RIVERS :—Courchesne vs Béland, 2090 ; Trépanier vs The British America Assurance Coy, ltd, 2090.

13 OCT 1912

13 OCT 1912

161100 ET